

# RAPPORT D'AUTOÉVALUATION

## Janvier 2008-Juin 2013

### UNIVERSITÉ LILLE 1

---

---

CAMPAGNE D'ÉVALUATION  
DES ÉTABLISSEMENTS 2013-2014  
(vague E 2015-2019)

---

## PRÉAMBULE

La production de ce rapport d'autoévaluation est le fruit de la participation de nombreux collègues et usagers de Lille 1. Il constitue un élément essentiel de l'élaboration du projet d'établissement et prépare également les conditions de son appropriation par l'ensemble des acteurs de l'Université. Dans cette optique, Lille 1 s'est inscrite dans une démarche collective et participative autour de 3 dispositifs (Annexe 0) : des groupes de travail thématiques ; un intranet dédié ; et des assemblées générales. Dix groupes de travail ont eu pour principales missions de formaliser l'autoévaluation sur la période 2008-2013, de proposer les grandes orientations déclinées en actions pour 2015-2019 et de structurer leurs mises en œuvre opérationnelles. Animés par les Vice-Présidents respectifs et composés d'une vingtaine de personnes représentatives, ces groupes de travail se sont réunis entre 4 et 6 fois chacun, entre mars et juillet 2013. Un espace numérique accessible par l'intranet de l'Université a également été créé, afin de faciliter le dépôt des contributions personnelles ou collectives émanant d'organisations syndicales, de listes représentées aux conseils, de composantes ou de tout autre groupe de travail. Ces contributions ont été analysées par chaque groupe de travail, dont les propositions et les comptes-rendus restent actuellement consultables. Trois assemblées générales des personnels en dates du 5 février, 7 juin et ... septembre regroupant une centaine de personnes, ont été l'occasion d'assurer des points d'étape sur l'avancée des travaux et ont favorisé les débats sur les propositions. Cette méthodologie a permis à chacun de participer au processus d'autoévaluation et de s'exprimer sur le futur projet.

Ce rapport d'autoévaluation a été soumis au Comité Technique (CT) le 17 septembre, au Conseil Scientifique (CS) et au Conseil des Études et de la Vie Universitaire (CEVU) le 20 septembre. Il a été présenté pour approbation devant le Conseil d'Administration (CA) de l'Université le 27 septembre.

Le rapport est organisé autour des axes suivants :

1. La stratégie et la gouvernance
2. La recherche et sa valorisation
3. L'offre de formation
4. La réussite des étudiants
5. Les ressources documentaires et la diffusion des savoirs
6. Les relations européennes et internationales
7. La vie du campus
8. Les moyens au service des missions.

Les annexes présentent notamment les analyses SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) telles qu'elles résultent des réunions des groupes de travail, des documents illustratifs et analytiques des différentes missions de l'Université, le suivi budgétaire et financier de 2009 à 2013.

## SOMMAIRE

<b>I. La stratégie et la gouvernance.....</b>	<b>5</b>
<b>1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée.....</b>	<b>5</b>
1.1. Les missions de l'établissement et son positionnement stratégique .....	5
1.2. La politique de partenariat .....	5
1.2.1. Les principaux partenariats académiques .....	5
i. Au niveau métropolitain : l'opération Campus Grand Lille .....	5
ii. Au niveau local : l'Université de Lille .....	6
iii. Au niveau régional : le PRES Université Lille Nord de France.....	6
iv. Au niveau international : une université de dimension internationale .....	7
1.2.2. Les nombreux partenariats avec les acteurs socio-économiques.....	7
1.3. Une vie institutionnelle intense et renouvelée, marquée par sa collégialité .....	7
1.3.1. L'équipe présidentielle.....	7
1.3.2. Les conseils centraux.....	7
1.3.3. Le dialogue interne et le pilotage politique .....	8
i. Le pilotage.....	8
ii. La collégialité.....	8
iii. Le dialogue de gestion.....	9
1.3.4. La structuration des composantes.....	9
1.4. La politique de la qualité et le choix d'une nouvelle rationalité administrative.....	9
1.5. L'affirmation de l'identité et la communication .....	10
<b>2. Autoévaluation avec analyse SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19 .....</b>	<b>10</b>

<b>II. La recherche et sa valorisation .....</b>	<b>11</b>
<b>1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée.....</b>	<b>11</b>
1.1. La politique de recherche.....	11
1.1.1. La structuration de la recherche : renforcer les pôles d'excellence de la recherche par la mise en place d'instituts et de fédérations.....	11
i. Dans le domaine des Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication.....	12
ii. Dans le domaine de la physique.....	12
iii. Dans le domaine de la biologie / santé .....	13
iv. Dans le domaine de l'environnement et du développement durable .....	13
v. Dans les domaines des mathématiques, de la mécanique et du génie civil.....	14
vi. Dans le domaine des sciences humaines et sociales.....	14
1.1.2. Le soutien aux laboratoires : accompagner le développement des laboratoires par une politique scientifique active .....	15
1.2. L'insertion de la stratégie de recherche dans une politique de site (partenariats académiques) .....	16
1.3. Les réseaux et partenariats nationaux et internationaux : renforcer la dimension internationale ...	16
1.4. Les études doctorales : renforcer la formation doctorale et l'accueil de doctorants étrangers, conforter les dispositifs d'accompagnement de l'insertion professionnelle .....	16
1.5. La politique de valorisation : poursuivre le développement des partenariats avec le monde socio-économique.....	17
1.6. Un Centre de Ressources Informatiques haute performance .....	17
1.7. Le lien entre recherche et formation : une offre de formation attractive, en lien avec la recherche, accompagnant l'étudiant et ouverte à l'international .....	18
<b>2. Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19.....</b>	<b>18</b>
<b>III. L'offre de formation .....</b>	<b>19</b>
<b>1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée.....</b>	<b>19</b>
1.1. L'évolution de l'offre de formation.....	19
1.1.1. Les objectifs du contrat.....	19
1.1.2. Les principales modifications .....	20
1.1.3. L'offre actuelle .....	20
i. Les parcours de Licence .....	20
ii. Les parcours de master.....	21
iii. Les parcours de formation doctorale .....	21
iv. Les autres parcours .....	21
1.1.4. Les effectifs.....	21
i. L'évolution des effectifs .....	21
ii. La répartition par types et par domaines .....	22
1.1.5. La mobilité et l'attractivité .....	22
1.2. Les principes directeurs de l'offre de formation .....	22
1.2.1. Le principe d'orientation progressive.....	22
i. Domaine des Sciences et Technologies.....	23
ii. Domaine des Sciences Economiques et de Gestion .....	23
iii. Domaine des Sciences Humaines et Sociales .....	23
1.2.2. La professionnalisation.....	24
1.2.3. L'internationalisation de l'offre.....	24
1.2.4. De la Formation Continue à la Formation Tout Au Long de la Vie .....	25
i. La logique de parcours .....	25
ii. La création d'un centre de ressources en gestion de carrières.....	25
1.2.5. L'environnement de travail.....	26
i. Les Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement.....	26
ii. La politique de rénovation et d'innovation pédagogique.....	27
1.3. L'évaluation et le pilotage .....	27
1.3.1. Les évaluations de l'OFIP .....	27
i. Les enquêtes d'insertion professionnelle .....	27
ii. Les études des parcours des étudiants .....	27
iii. L'évaluation des enseignements et des formations .....	28
iv. Les tableaux de bord et les tâches statistiques .....	28
1.3.2. Le pilotage.....	28
i. Le pilotage stratégique.....	28
ii. Le pilotage opérationnel.....	28
1.4. La formation dans son environnement.....	29
1.4.1. Les partenariats socio-économiques au service de la formation.....	29
1.4.2. La politique d'offre de formation commune avec les établissements partenaires.....	30

1.4.3.	L'information et la communication .....	30
<b>2.</b>	<b>Autoévaluation avec analyse SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19 .....</b>	<b>30</b>
<b>IV.</b>	<b>La réussite des étudiants .....</b>	<b>31</b>
<b>1.</b>	<b>Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée.....</b>	<b>32</b>
1.1.	Les parcours des étudiants : de l'orientation à l'insertion professionnelle.....	32
1.1.1.	Le développement des actions Lycées-Université : mieux connaître les lycéens et mieux faire connaître l'Université et ses débouchés.....	32
1.1.2.	Le renforcement des parcours différenciés en licence .....	32
i.	Les Parcours Aménagés en Sciences (Sciences Exactes Sciences pour l'Ingénieur SESI et Sciences de la Vie de la Terre et Environnement).....	32
ii.	Les Parcours Renforcés en Sciences (Sciences Exactes Sciences pour l'Ingénieur SESI et Sciences de la Vie de la Terre et Environnement SVTE).....	33
iii.	Le Parcours Concours et Recherche.....	33
iv.	Le Parcours Etudiant Ingénieur Polytechnique (PEIP) .....	33
v.	Le Parcours ENS Cachan.....	33
1.1.3.	La mise en place des dispositifs d'accompagnement des étudiants en licence dans l'élaboration de leur Projet Personnel et Professionnel et dans la définition de leur parcours de formation .....	33
1.1.4.	La mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des étudiants en difficulté et des « décrocheurs» .....	34
1.1.5.	Le développement et la généralisation des certifications en langue et TIC .....	34
1.1.6.	Des dispositifs d'accompagnement de l'insertion professionnelle confortés .....	35
1.2.	Les conditions et dispositifs d'accueil des étudiants .....	35
<b>2.</b>	<b>Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19.....</b>	<b>35</b>
<b>V.</b>	<b>Les ressources documentaires, la politique culturelle et la diffusion des savoirs .....</b>	<b>36</b>
<b>1.</b>	<b>Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée.....</b>	<b>36</b>
1.1.	La politique documentaire .....	36
1.1.1.	L'amélioration de l'accès aux ressources offertes.....	36
1.1.2.	Le renforcement du fonds papier pour le 1 <sup>er</sup> cycle.....	36
1.1.3.	La modernisation de l'informatique documentaire .....	36
1.1.4.	La poursuite du développement de la bibliothèque numérique .....	36
1.1.5.	L'amélioration de l'information et de la formation des usagers.....	37
1.1.6.	La variation des horaires d'ouverture.....	37
1.2.	La politique culturelle .....	37
1.3.	La diffusion des savoirs : l'enrichissement du patrimoine et le développement de la culture scientifique et technique .....	38
<b>2.</b>	<b>Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19.....</b>	<b>38</b>
2.1.	La politique documentaire .....	38
2.2.	La politique culturelle .....	38
2.3.	La diffusion des savoirs : l'enrichissement du patrimoine et le développement de la politique de culture scientifique et technique.....	39
<b>VI.</b>	<b>Les relations européennes et internationales.....</b>	<b>39</b>
<b>1.</b>	<b>Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée.....</b>	<b>39</b>
1.1.	Le développement de l'ancrage de Lille 1 en Europe du Nord-Ouest.....	39
1.2.	Le renforcement de la dimension internationale de la recherche.....	39
1.3.	Le développement des mobilités internationales entrantes et sortantes des étudiants .....	40
1.4.	L'internationalisation des formations et l'ouverture à l'international de l'offre de formation.....	40
1.5.	La poursuite du développement d'une politique de coopération et de solidarité internationales ....	41
<b>2.</b>	<b>Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19.....</b>	<b>41</b>
<b>VII.</b>	<b>La vie du campus .....</b>	<b>42</b>
<b>1.</b>	<b>Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée.....</b>	<b>42</b>
1.1.	La qualité de la vie étudiante .....	42
1.1.1.	Le développement de la vie associative .....	42
1.1.2.	La politique volontariste d'aide individuelle aux étudiants en difficulté .....	43
1.1.3.	L'accueil des étudiants internationaux.....	43
1.1.4.	Le suivi santé des étudiants.....	43
1.2.	La politique environnementale.....	43
1.3.	La politique de la vie sportive.....	44
<b>2.</b>	<b>Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19.....</b>	<b>45</b>
<b>VIII.</b>	<b>Les moyens au service des missions .....</b>	<b>45</b>

<b>1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée.....</b>	<b>46</b>
1.1. Une nouvelle approche de la gestion des moyens : le dialogue de gestion.....	46
1.2. La politique financière et comptable .....	46
1.2.1. La reconstruction de la qualité comptable.....	46
1.2.2. Le passage aux RCE et les nouveaux enjeux du pilotage financier.....	46
1.2.3. La profondeur du débat politique.....	46
1.3. La politique de ressources humaines .....	47
1.3.1. L'individu au cœur de la démarche .....	47
1.3.2. Personnels contractuels : une politique volontariste pour faire reculer la précarité.....	47
1.3.3. Un chantier attendu, celui de l'indemnitaire BIATSS .....	47
1.3.4. L'environnement de travail et les conditions de travail mieux pris en compte .....	48
1.4. Le système d'information.....	48
1.4.1. Une gouvernance améliorée.....	48
1.4.2. Des outils pour la communication renforcés .....	49
1.4.3. Des outils de gestion liés à l'administration modernisés .....	49
1.4.4. Des outils pour le chercheur renforcés.....	49
1.4.5. Des infrastructures améliorées.....	49
1.4.6. L'usage des TIC dans la pédagogie renforcé.....	49
1.5. La politique immobilière .....	50
1.5.1. Un préalable obligatoire : la réorganisation complète du périmètre « patrimoine ».....	50
1.5.2. Les opérations réalisées ou lancées : Plan Campus et CPER.....	50
1.5.3. L'élaboration du SPSI et le choix d'une politique de développement durable.....	50
<b>2. Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques 2015-19 .....</b>	<b>51</b>
<b>BILAN SYNTHÉTIQUE DU CONTRAT QUADRIENNAL (2010-2013).....</b>	<b>52</b>
<b>GLOSSAIRE DES SIGLES .....</b>	<b>56</b>

## I. La stratégie et la gouvernance

Le contrat actuel couvre la période 2010-2013. L'autoévaluation porte sur 2008-2013. Cette période se confond presque avec l'arrivée d'une nouvelle équipe à la présidence de l'Université (mi-2007 à mi-2012, puis à partir de mi-2012), ce qui lui confère une unité supplémentaire.

### 1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée

#### 1.1. Les missions de l'établissement et son positionnement stratégique

L'Université Lille 1 se distingue par un positionnement stratégique fort. Elle est une université de recherche, reconnue nationalement et internationalement dans de nombreux domaines qui la différencient (Annexe 1.1), comme par exemple les Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication (STIC), les Molécules et Matériaux, l'Environnement, la Biologie, les Mathématiques, la Mécanique, le Génie civil... Elle est fort bien positionnée dans la Formation Tout Au Long de la Vie (FTLV), étant la première université de France par son activité de formation continue. Elle mène avec une haute exigence l'ensemble de ses missions de service public et est caractérisée par plusieurs d'entre elles : l'accompagnement vers la réussite des étudiants, la qualité de la vie étudiante, la politique culturelle... C'est une université à forte dimension internationale, accueillant environ 20% d'étudiants internationaux. Elle est aussi un acteur majeur de son territoire, fortement intégré dans le système économique et social régional (participation aux pôles de compétitivité et d'excellence, développement de la recherche partenariale, forte implication dans les différentes instances régionales). Elle a fait du rapprochement des universités tant sur le plan métropolitain - avec le projet d'Université de Lille -, que régional - avec le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Université Lille Nord de France (PRES ULNF) et la mise en place prochaine d'une communauté d'universités et d'établissements -, un élément structurant de sa stratégie de développement.

Ces dernières années, de grands appels à projets ont rythmé l'université française. Dans ce contexte, Lille 1 a porté, avec les universités et les écoles de la métropole lilloise, un plan Campus (Plan Campus Grand Lille), un projet Initiative d'Excellence (IDEX) et ses équipes de recherche ont été fortement mobilisées dans les appels à projets du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA).

#### 1.2. La politique de partenariat

##### 1.2.1. Les principaux partenariats académiques

Les choix politiques nationaux ont principalement porté sur le lancement d'appels à projets de grande envergure. Lille 1 s'est naturellement adaptée à la logique de ces nouveaux modes d'allocation des moyens, dont les conséquences dépassent évidemment la durée du contrat. Ainsi, l'Université Lille 1 a joué un rôle moteur dans le montage et le portage de grands dossiers structurants, au niveau métropolitain et régional.

##### i. Au niveau métropolitain : l'opération Campus Grand Lille

Le Plan Campus Grand Lille (CGL), renforçant la coopération entre les Universités Lille 1, Lille 2 et Lille 3 et les grandes écoles (Telecom Lille, École Centrale de Lille, École Nationale Supérieure de Chimie de Lille, École Nationale d'Architecture et de Paysage de Lille)<sup>1</sup> autour de grands chantiers structurants, a été sélectionné en septembre 2009 parmi les 12 projets ayant obtenu le label de Campus International. L'enveloppe financière de l'État de 110 M€ en dotation budgétaire s'est vue complétée par un apport de 90 M€ de la part des collectivités territoriales. Pour Lille 1, et plus généralement pour l'ensemble des établissements du Campus scientifique, trois priorités ont été mises en avant :

- La recherche, avec des opérations de rénovation de bâtiments ou de construction nouvelles en appui de plusieurs équipes de recherche reconnues (STIC, Molécules et Matériaux, Environnement, Biologie, Mécanique et Génie civil...) ;
- La mise en place d'un Learning Center Innovation, permettant à la fois la transformation de la Bibliothèque Universitaire qui répondra désormais aux grands standards européens, et la participation active à

<sup>1</sup> Sont également concernés en tant qu'établissements partenaires le Centre de Recherche INRIA Lille-Nord Europe, le Centre Inrets Lille, l'Institut Pasteur de Lille, le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Lille, la Délégation Régionale du CNRS, la délégation régionale de l'Inserm, le CROUS de Lille. Les collectivités partenaires sont la Région Nord-Pas de Calais, Lille Métropole Communauté Urbaine et le Conseil Général du Nord. Parmi les partenaires socio-économiques, on compte la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille, Entreprises et Cités, le Conseil Économique et Social Régional Nord-Pas de Calais, les pôles de compétitivité Nutrition Santé Longévité, UP TEX, I-TRANS, Industries du Commerce et MAUD.

l'écosystème régional de l'innovation par de nouveaux services, en lien étroit avec le monde économique et social et les pôles de compétitivité ;

- L'amélioration des conditions de vie du campus, avec la rénovation et la modernisation des équipements sportifs, la création d'une résidence universitaire innovante (REEFLEX) - qui associe une crèche de 30 berceaux, une résidence internationale pour enseignants-chercheurs, une résidence internationale pour étudiants, un accueil court séjour hôtelier pour étudiants, une résidence classique pour l'une des écoles d'ingénieur -, et un programme de rénovation et d'extension des résidences universitaires conduit par le CROUS.

## ii. Au niveau local : l'Université de Lille

Le rapprochement des trois universités de Lille et de six écoles publiques<sup>2</sup> s'inscrit dans un enjeu majeur d'une meilleure reconnaissance et d'une plus grande attractivité internationales. Il permettra de mener avec à la fois une plus grande efficacité et une plus grande ambition, les missions de service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Un tel processus prend du temps et doit être construit de telle façon que l'ensemble des personnels et des composantes des universités et des écoles soient mobilisés autour d'un grand projet.

Les Conseils d'Administration des établissements membres du projet ont acté la demande de co-construction de l'Université de Lille en 2011, parallèlement au dépôt d'un IDEX. Après le processus électoral, fin 2012, une démarche de projet, reposant sur des propositions d'actions, a été approuvée par les CA de tous les établissements, qui ont ainsi voté la poursuite de cette co-construction (Annexe 1.2). Des groupes de travail opérationnels ont été mis en place avec chacun une feuille de route, élaborée suite à une réunion commune aux équipes de direction des 9 établissements. Ils s'organisent autour de cinq thèmes - la recherche, la formation, les relations internationales, les conditions de vie et de travail, les fonctions supports interuniversitaires - et concernent à la fois les étudiants et les personnels. Ces groupes identifient des actions clés, permettant des avancées significatives, à mettre en œuvre à échéance de 6, 12 et 18 mois. La mise en œuvre des actions à court terme a déjà commencé, avec, par exemple, la création d'une interopérabilité entre les annuaires des établissements membres, la signature d'une convention instaurant la possibilité d'effectuer des groupements d'achats, l'organisation d'une semaine internationale de l'Université de Lille ou encore la création d'une brochure avec toutes les possibilités de réorientation après la Licence 1. Concernant les actions à 12 et 18 mois, les modalités opérationnelles sont encore en cours de détermination, notamment sur la FTLV, l'action sociale et l'accompagnement des laboratoires. Cette démarche progressive a déjà le mérite de créer des échanges de bonnes pratiques entre des services identiques mais d'établissements différents.

## iii. Au niveau régional : le PRES Université Lille Nord de France

Lille 1 s'est aussi engagée dans une dynamique partenariale avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche de la région au sein du PRES Université Lille Nord de France, créé en janvier 2009 et rassemblant 30 établissements (Annexe 1.3). Le PRES a joué un rôle de facilitateur dans la dynamique de coopérations inter-établissements en favorisant la mutualisation du transfert de technologie et la création d'une Société d'Accélération de Transfert Technologique (SATT) interrégionale. Il a également permis de renforcer les coopérations dans le domaine des formations, le développement de stratégies volontaristes en matière d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat, la structuration des écoles doctorales et du collège doctoral européen, des partenariats avec les homologues wallons et flamands et le rapprochement d'équipes de recherche permettant sur certains dossiers d'obtenir une masse critique<sup>3</sup> (Annexe 1.4).

Depuis janvier 2013, le PRES évolue et prépare sa transformation en communauté d'universités et d'établissements dans le cadre de la nouvelle loi sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR). Cette communauté resserrée autour des six universités publiques poursuit six missions: la définition d'une vision prospective et stratégique partagée de l'enseignement supérieur et de la recherche en région, la formation avec notamment une coordination plus étroite des établissements pour une meilleure lisibilité de l'offre de formation et le développement de masters régionaux, l'élaboration d'une carte de formation identifiant chaque formation par ses caractéristiques (compétences développées pour les étudiants, insertion professionnelle), le portage de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE), l'élaboration d'un cadre régional des fonctions de la formation doctorale et l'insertion professionnelle des doctorants, la valorisation de la recherche en s'appuyant sur la SATT, le développement des relations euro-régionales. Les autres établissements de l'enseignement supérieur et les organismes de recherche y sont associés.

Parallèlement, le PRES joue un rôle moteur dans l'écosystème d'enseignement supérieur et de recherche régional, en s'appuyant sur les préconisations du rapport des assises territoriales (Rapport Alain Dubrulle) et du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. En mai 2013, un Espace Prospectif et Stratégique de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a été mis en place. Avec la Conférence Régionale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, installée en septembre 2013, il permet d'intensifier les actions et les

<sup>2</sup> Font partie du projet de l'Université de Lille, les Universités Lille 1, 2 et 3 ainsi que Telecom Lille, l'École Centrale de Lille, l'École Nationale Supérieure de Chimie de Lille, l'Institut d'Études Politiques de Lille, l'École Supérieure de Journalisme, l'École Nationale Supérieure des Arts et Industries Textiles).

<sup>3</sup> Source : STRATER Nord-Pas de Calais 2012, juin 2013.

échanges stratégiques entre les différents acteurs académiques (universités, écoles, organismes de recherche), le monde économique et les territoires.

#### iv. Au niveau international : une université de dimension internationale

L'Université Lille 1 se distingue par l'ouverture à l'international de ses formations, disposant ainsi d'un réseau important : 110 accords internationaux avec une présence sur tous les continents, une centaine d'accords Erasmus actifs, ce qui la place au 3<sup>ème</sup> rang pour la mobilité Erasmus, 14 programmes Erasmus Mundus Action 2 en cours et 2 masters Erasmus Mundus. En termes de mobilité d'étudiants, Lille 1 est l'une des universités les plus actives en France : elle accueille 3831 étudiants en mobilité entrante en 2013 et compte 1136 étudiants en mobilité sortante. En matière d'internationalisation de la recherche, Lille 1 participe actuellement à 5 Laboratoires Internationaux Associés (LIA), 6 Groupements de Recherche Internationaux (GDRI) et 3 Unités Mixtes Internationales (UMI).

##### 1.2.2. Les nombreux partenariats avec les acteurs socio-économiques

L'Université Lille 1 est un acteur important du développement économique et social de son territoire. Elle participe à la dynamique des pôles de compétitivité et d'excellence de la région et joue un rôle crucial dans la gouvernance de ces pôles (Annexe 1.5), favorisant les coopérations de recherche entre entreprises et laboratoires, en partenariat dans ses domaines d'excellence. Elle a notamment mis en place des partenariats plus forts avec des entreprises innovantes issues de ses laboratoires avec éventuellement une prise de participation pour resserrer les liens stratégiques avec ces entreprises et favoriser ainsi le développement de l'activité d'innovation et de valorisation de ses laboratoires.

Son offre de formation continue et initiale est en synergie avec les besoins du monde économique et social et elle se décline sous différentes formes : formation initiale traditionnelle, alternance (1308 étudiants salariés en 2012-2013), e-learning (Formations Ouvertes et à Distance). Lille 1 est la première université française en formation continue (11,5 M€ de chiffres d'affaires dont 6,2 venant du secteur privé).

La recherche partenariale est également fortement développée. Cette fertilisation croisée conduit à la production de connaissances nouvelles, dans le cadre d'une co-construction partenariale. Citons principalement la participation de Lille 1 dans les projets Institut d'Excellence dans le domaine des Énergies Décarbonées (IEED) - Institut Français des Matériaux Agrosourcés (IFMAS) et PIVERT - ou encore l'Institut de Recherche Technologique (IRT) Railenium.

A l'échelle internationale, Lille 1 est également reconnue par sa forte implication dans les programmes européens, avec près de 40 projets européens montés en 2012 (deux fois plus qu'en 2010) et des taux de succès de l'ordre de 30%. A noter également les projets acceptés et en gestion par Lille 1 (14 Interregs, 17 Programme-Cadre de Recherche et de Développement (PCRD), 4 Euréka) pour des financements européens à hauteur de 5,7 M€ dont 4,4 M€ du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).

Ces relations partenariales souffraient néanmoins d'un manque de coordination à l'échelle de l'établissement. Un service des relations extérieures sous la responsabilité du Vice-Président en charge des relations extérieures, entreprises et communication a donc été mis en place. Il permet une meilleure organisation des relations partenariales avec le monde socio-économique (Annexe 1.6).

### 1.3. Une vie institutionnelle intense et renouvelée, marquée par sa collégialité

#### 1.3.1. L'équipe présidentielle

Le contrat actuel couvre deux mandatures, les conseils ayant été renouvelés à l'occasion des élections d'avril 2012. La nouvelle équipe présidentielle autour d'un Président reconduit dans ses fonctions est resserrée autour de 10 Vice-Présidents contre 14 précédemment. Le bureau, composé des 4 Vice-Présidents en charge des dossiers stratégiques (Gouvernance, Recherche, Formation, Ressources) et du Directeur Général des Services (DGS), se réunit chaque semaine autour du Président et en quinzaine avec l'ensemble des Vice-Présidents chargés des dossiers spécifiques (Relations Extérieures et Communication, Politique culturelle, Politique environnementale, Relations internationales, Technologies de l'Information et de la Communication, Réussite des étudiants, Vie étudiante). Ils assurent l'élaboration de la stratégie de l'établissement et le pilotage.

#### 1.3.2. Les conseils centraux

Le Conseil d'Administration (CA), installé depuis le 25 mai 2012 et composé de 28 membres dont le Président, se réunit suivant un rythme mensuel (soit 10 réunions pour 2012-2013). Le Conseil Scientifique (CS) et le Conseil des Études et de la Vie Universitaire (CEVU), respectivement institués les 15 et 29 juin 2012, se réunissent quant à eux à fréquence plus soutenue (2 réunions mensuelles). Différentes commissions statutaires - Commission

Aménagement du Campus, Commission des Finances, Commission des TIC, Commission des Statuts, Conférence des directeurs de composantes - ont également été renouvelées, à partir des membres élus des conseils. La fréquence des réunions et leur régularité, renforcée par les réunions ponctuelles des trois conseils en assemblée, est caractéristique d'une gouvernance à la fois fortement collégiale et stratégique. Les directeurs de composantes, de laboratoires, de services communs sont invités permanents de l'assemblée des 3 conseils, et selon du CS et du CEVU.

Le Comité Technique Paritaire (CTP) s'est quant à lui réuni pour la première fois en janvier 2009. Cette instance nouvelle a rapidement évolué compte tenu de la réglementation pour devenir le Comité Technique (CT), perdant son caractère paritaire. Le CT a été mis en place le 23 février 2012. Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), anciennement Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHS), a été instauré par délibération du CA en date du 19 octobre 2012. Il a pour mission de contribuer à la protection de la santé et de la sécurité des salariés de Lille 1 ainsi qu'à l'amélioration de leurs conditions de travail. La Commission des Agents Non Titulaires (CCANT), créée par délibération du CA le 10 octobre 2008, a été réunie et consultée sur les dossiers qui relèvent de ses attributions et particulièrement celui de l'amélioration de la situation des personnels contractuels<sup>4</sup>. Le CT, le CHSCT et la CCANT sont positionnés dans la vie institutionnelle de l'établissement comme des nouveaux acteurs de la vie démocratique de l'Université. Lieux privilégiés, chacun dans leurs domaines d'attributions, de la représentation des personnels, ces instances viennent compléter les missions dévolues aux trois conseils, par leur approche plus spécifiquement sociale, politique et technique donnant aux personnels une tribune officielle leur permettant d'exprimer avis et conseils.

### 1.3.3. *Le dialogue interne et le pilotage politique*

Le modèle de gouvernance mis en place par l'Université Lille 1 depuis 2007 s'appuie sur trois piliers : un pilotage stratégique fort, des processus de décision collégiale définis par la loi mais renforcés par l'établissement, un dialogue de gestion approfondi avec les différentes composantes de l'Université.

#### i. Le pilotage

Le Président et son équipe sont en charge de la stratégie de l'Université et dans le respect des grandes orientations définies par le projet d'établissement, ont l'entière responsabilité de piloter l'Université. La direction générale des services conseille, met en œuvre les politiques décidées collégialement et les conditions de son évaluation. Toutes les décisions stratégiques de l'établissement font d'abord l'objet de notes politiques de l'équipe de direction proposant et expliquant les choix politiques dans les différents domaines de compétences de l'Université. Ces propositions sont souvent élaborées en s'appuyant sur des groupes de travail, soit statutaires, soit ad hoc. Elles sont soumises pour information et avis à différentes représentations de l'Université (conférence des directeurs d'Unités de Formation et de Recherche (UFR), d'écoles et d'instituts, assemblées des directeurs de laboratoires et de fédérations par exemple) avant d'être présentées aux différents conseils statutaires dans leurs domaines de compétence. Les directeurs de composantes sont ainsi régulièrement informés, associés aux débats préalables aux décisions et entendus sur toutes les questions les concernant. Cette consultation des directeurs, préalable aux instances et ouverte sur l'ensemble de leurs préoccupations, est symbolique en ce qu'elle traduit concrètement l'association de responsables, acteurs essentiels du fonctionnement de l'Université, à la prise de décisions de la gouvernance et l'esprit de collégialité qui l'anime.

#### ii. La collégialité

La collégialité est d'abord assurée par la réunion régulière des commissions statutaires dans les grands domaines de l'Université. Certaines de ces commissions sont prévues par les textes réglementaires (notamment le CT, le CTE, la CPE, le CHSCT). D'autres sont spécifiques à l'établissement (Commission Aménagement du Campus, Commission des Finances, Commission des TIC, Commission des Statuts, Conférence des directeurs de composantes). Elles sont composées de représentants des différentes listes élues aux différents conseils, ce qui assure la participation de tous à l'élaboration des politiques de l'établissement. La collégialité est ensuite assurée par le rôle important reconnu aux conseils. Le CEVU et le CS se réunissent fréquemment. Ils ne sont pas seulement des instances de consultation. Ils peuvent soumettre des amendements aux propositions portées par l'équipe de direction et émettent systématiquement des avis sur les différents aspects de la politique scientifique, de la politique de formation et sur la vie étudiante. Ils ont ainsi conservé un rôle préparatoire aux réunions des CA. Le CA se réunit régulièrement. Les documents fondant les décisions du conseil sont systématiquement envoyés aux conseillers 10 à 15 jours avant la réunion du conseil. Une présentation de chacune des politiques de l'Université est faite régulièrement.

<sup>4</sup> Point développé également dans la partie 8 de ce rapport, Les moyens au service des missions, paragraphe 1.3.2.

### iii. Le dialogue de gestion

Un dialogue de gestion avec l'ensemble des composantes (UFR, écoles et instituts, laboratoires et fédérations de recherche) et des services de l'Université, a été progressivement mis en place. Il se traduit par un ensemble d'échanges entre l'équipe de la présidence et les équipes des composantes (directeurs de composantes, de laboratoires, responsables administratifs, responsables des études,...). Il conduit alors à l'élaboration d'un document pour l'année universitaire à venir (Contrat d'Objectifs et de Moyens) avec désormais une dimension pluriannuelle et faisant état de l'expression des objectifs et des besoins pour fonder les orientations stratégiques (emplois, moyens financiers, patrimoines,...)<sup>5</sup>.

#### 1.3.4. La structuration des composantes

L'Université Lille 1 est composée aujourd'hui de 8 UFR (Biologie, Chimie, Géographie et Aménagement, IEAA (Informatique, Électronique, Électrotechnique, Automatique), Mathématiques, Physique, Sciences de la terre, Sciences économiques et sociales), 5 Écoles ou Instituts relevant des articles 713-9 du code de l'éducation (une École Polytechnique Universitaire (Polytech Lille), un Institut d'Administration des Entreprises, un Institut Universitaire de Technologie (IUT-A), un Centre-Université Économie d'Éducation Permanente (CUEEP), un Observatoire des Sciences de l'Univers (OSU Nord)), une station marine à Wimereux et près de 40 laboratoires. Deux établissements sont rattachés ou associés : l'ENSCL (École Nationale Supérieure de Chimie de Lille) et Telecom Lille.

L'autoévaluation conduit au constat d'un certain déficit structurel de lieux de coordination, de consolidation recherche/enseignement. Il apparaît le besoin de bâtir des ensembles facilitant la mise en oeuvre de politiques de recherche et de formation en cohérence avec la politique de l'établissement. Un travail de réflexion sur une organisation nouvelle est actuellement engagé. La nécessité d'une gouvernance efficace (niveau 2), soucieuse du dialogue et de la collégialité, est un gage de réussite.

### 1.4. La politique de la qualité et le choix d'une nouvelle rationalité administrative

La prise de compétences élargies a conduit à un travail important d'adaptation des services administratifs, des outils utilisés et des processus de traitement des opérations. Un niveau de qualité certifiable, en matière financière et comptable comme en matière de gestion de la paie, devrait être atteint en 2014, mais ne représente qu'une étape. Des efforts soutenus sont à développer particulièrement autour de la formation et de la recherche par la mise en place d'un service d'aide au pilotage en appui de l'équipe présidentielle.

Dès 2007 l'Université a repensé l'organisation de son administration générale (ensemble des services administratifs et techniques) pour assurer une meilleure qualité de service et relever les défis auxquels elle est confrontée.

Jusqu'à basée sur la qualité individuelle de ses agents plus que sur leur mise en synergie, il fallait refonder l'organisation administrative de sorte à lui assurer une force collective et une unité à la hauteur de ces défis. Réactivité et adaptation face aux attentes qualitatives exprimées par l'ensemble de ses acteurs internes, élus et responsables ; missions et responsabilités opérationnelles nouvelles confiées par la loi ; exigences d'un pilotage fin et permanent ; autant d'impératifs nouveaux auxquels l'organisation administrative de Lille 1 devait répondre. Cette démarche d'ensemble de réorganisation et d'adaptation a été renforcée avec le recrutement d'un nouveau DGS en 2008. Dans chacun des grands domaines désormais organisés en pôles, les responsabilités ont été redéfinies, les circuits et les chaînes de décision précisés. Le renouvellement des cadres à la faveur des départs à la retraite et des mutations a été mis à profit pour constituer de nouvelles équipes aux compétences affirmées dans le cadre d'un organigramme recomposé dans chacune des grandes fonctions supports.

Une priorité particulière a été donnée au développement des outils de pilotage d'une part, à la mise en place d'équipes aux compétences affirmées dans ce domaine d'autre part. Avec l'OFIP, Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle, Lille 1 disposait déjà d'outils de pilotage en matière de formations et de l'ensemble des aspects « étudiants », domaines sur lesquels l'OFIP produit des études récurrentes et des analyses ad hoc. L'effort a donc porté sur les autres dimensions de l'Université. Une équipe spécialisée (2 personnes) a été mise en place en 2010 pour ce qui concerne spécifiquement les aspects de suivi, d'analyse et de prospective relative à la masse salariale et le plafond d'emploi. Une équipe « contrôle de gestion-aide au pilotage » est aussidésormais chargée de produire les tableaux de bord et des analyses en matière financière d'une part et d'autre part, des analyses plus spécifiques en fonction des besoins de la Présidence. Depuis deux ans, l'établissement dispose ainsi d'une analyse en coûts complets de toutes les composantes de l'Université (services, UFR, écoles et instituts, laboratoires).

<sup>5</sup> Point développé également dans la partie 8 de ce rapport, Les moyens au service des missions, paragraphe 1.1.

## 1.5. L'affirmation de l'identité et la communication

La communication est devenue un élément incontournable dans le développement des universités. En interne, il s'agit d'informer l'ensemble de la communauté sur des réalisations nombreuses portées par toutes les composantes de l'Université, de faciliter l'adhésion au projet d'établissement et de favoriser l'émergence d'une identité commune. A l'externe, Lille 1 doit mieux faire connaître ses réalisations pour une meilleure connaissance et un plus grand accompagnement de l'Université par le monde économique et social (Annexe 1.6). Lille 1 dispose d'une stratégie de communication pilotée par un Vice-Président en charge des relations extérieures et de la communication. Elle vise à construire une image conforme à son positionnement, son identité, pour assurer sa reconnaissance et son attractivité. Dès 2008 le service de communication a été étoffé et professionnalisé en recrutant des spécialistes. Désormais un plan de communication (Annexe 1.7) est construit en collaboration avec les structures internes portant leur propre communication. Il définit notamment les cibles et les vecteurs de la communication dans une approche multi-outils, la priorité étant néanmoins donnée à l'utilisation du web et des technologies numériques. Le service opère en étroite collaboration avec le réseau interne d'une vingtaine de correspondants identifiés dans les composantes et laboratoires. Des rendez-vous réguliers permettent de renforcer la cohérence au sein de l'établissement, car le sentiment d'appartenance à l'Université reste un défi important.

L'identité est le choix d'une position différenciatrice et motivante sur la carte perceptuelle des publics, prenant appui sur les caractéristiques distinctives et les valeurs, les ambitions de Lille 1. L'Université a récemment retenu comme axe de positionnement « l'Université créatrice d'avenirS », pour les Sciences, pour les Individus, pour l'Humanité. Cela repose sur ses compétences scientifiques, mais non exclusivement : s'y intègrent une capacité d'innovation forte dans tous les domaines (recherche, offre de formation, mais également mode managérial), des compétences élevées, et des prédispositions à l'échange.

## 2. Autoévaluation avec analyse SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19

L'autoévaluation de type SWOT de la stratégie, la gouvernance et la structuration de l'établissement est donnée en Annexe 1.8. Cette analyse conduit à l'identification d'un certain nombre de points forts et de points de vigilance.

Le double enjeu du plan d'action 2015-19 est d'engager de profondes mutations internes dans une perspective à la fois mondiale et territoriale, tout en préservant l'identité de Lille 1, mais également d'affirmer en symbiose avec ses partenaires universitaires, la dimension économique et sociale de l'Université au-delà de ses missions fondamentales de recherche et de formation. Pour la période 2015-19, la stratégie de Lille 1 repose donc sur ses trois piliers fondamentaux, à savoir s'affirmer comme une université de recherche reconnue au niveau international dans ses domaines d'excellence, une université de la formation tout au long de la vie qui capitalise ses acquis dans la formation initiale, la formation continue et la recherche (parcours différenciés, accompagnement des étudiants), une université de la réussite académique, citoyenne et professionnelle. La nouvelle loi sur l'ESR, les volontés politiques locales et régionales, les PIA, l'ESPé ou encore la création de la SATT constituent de véritables opportunités dans l'évolution du processus de rapprochement des établissements régionaux et métropolitains, processus dans lequel Lille 1 doit jouer un rôle majeur.

L'Université Lille 1 s'inscrit depuis de très nombreuses années dans une gouvernance forte tout en s'appuyant sur une démarche participative, modèle qui porte ses fruits et qui contribue à un climat de confiance et de solidarité. L'Université est riche de ses nombreuses composantes, diverses et variées. Cependant, l'articulation entre la formation et la recherche apparaît parfois complexe, comme dans bons nombres d'établissements similaires, et peut constituer un frein à l'évolution de l'offre de formation corrélée aux activités de recherche. Cette faiblesse doit faire l'objet d'une attention particulière, par une réflexion sur l'évolution de la structuration. En effet, Lille 1 ne peut être forte qu'à travers le dynamisme et la capacité d'initiative et de cohésion de ses composantes. Ce modèle doit aussi permettre d'aller vers des rapprochements stratégiques entre composantes, respectueux de leurs spécificités, et de favoriser de nouvelles organisations. Ce modèle, compatible avec l'Université de Lille, doit alors conduire à améliorer l'image et la visibilité nationale et internationale de Lille 1, ce qui apparaît actuellement comme des points de vigilance. Cette évolution structurelle doit également permettre de trouver quelques opportunités de rationalisation des services et notamment une montée en compétence, et donc en reconnaissance de personnels.

L'organisation de la formation continue doit faire l'objet d'une attention particulière en termes de structuration et donc d'efficacité des missions de service public.

Enfin la cellule d'aide au pilotage et de démarche qualité doit également être structurée et étoffée. Les principaux objectifs internes sont avant tout d'améliorer les méthodes et l'environnement de travail, de pérenniser le savoir faire, de définir des méthodes de travail communes. Les objectifs externes sont quant à eux de veiller sans cesse à la qualité des formations et de la recherche par l'écoute des partenaires, de mieux identifier et anticiper les besoins, d'améliorer la satisfaction et l'image de l'Université, et donc d'améliorer sa reconnaissance ce qui conduit à développer son attractivité.

## II. La recherche et sa valorisation

L'Université Lille 1 joue un rôle majeur dans la mise en œuvre du nouveau modèle de développement économique et social, largement fondé sur la recherche, l'innovation et l'enseignement supérieur. Ce rôle crucial est très bien reconnu par les milieux socio-économiques, les collectivités territoriales, dans une région Nord-Pas de Calais et une Eurométropole lilloise en pleine mutation économique.

Le projet d'établissement de Lille 1 définissait les objectifs suivants pour positionner la recherche et l'innovation à un niveau d'excellence au service du développement économique et social :

- Renforcer les pôles d'excellence de la recherche par la mise en place d'instituts et de fédérations ;
- Accompagner le développement des laboratoires par une politique scientifique active ;
- Renforcer la dimension internationale de la recherche ;
- Poursuivre le développement des partenariats avec le monde socio-économique ;
- Proposer une offre de formation attractive, en lien avec la recherche, accompagnant l'étudiant et ouverte à l'international.

### 1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée

#### 1.1. La politique de recherche

La politique de recherche suivie au cours du contrat quadriennal, a principalement été axée sur :

- La structuration de la recherche ;
- Le renforcement des moyens des laboratoires tout en portant un intérêt particulier aux opérations menées dans le cadre du PIA ;
- Le renforcement du dispositif de valorisation à travers ses différents volets : activité contractuelle, brevets et création d'entreprises ;
- Le renforcement de la dimension internationale de la recherche ;
- Le développement de la formation doctorale et des formations à la recherche en licence, master et doctorat.

##### *1.1.1. La structuration de la recherche : renforcer les pôles d'excellence de la recherche par la mise en place d'instituts et de fédérations*

Au cours de ce contrat, Lille 1 est passée d'une organisation fonctionnelle structurée autour de grands axes disciplinaires rassemblant les directeurs de laboratoire, à une structuration autour de grands domaines thématiques et d'instituts et fédérations (Annexe 2.1). Ces instituts ou fédérations regroupent des équipes des universités, des écoles, des organismes de recherche autour de projets scientifiques pluridisciplinaires. Le fonctionnement de chaque institut est assuré d'une part par un directeur nommé par les tutelles et qui travaille en étroite relation avec le Vice-Président Recherche de Lille 1, et d'autre part par un bureau composé du directeur de l'institut et des directeurs des unités de recherche membres de l'institut.

L'objectif premier a été de renforcer les coopérations scientifiques et l'interaction des disciplines entre des laboratoires qui restent autonomes dans la conception et la mise en œuvre de leur politique scientifique. Des recherches pluridisciplinaires ont été menées et ont créé des conditions favorables pour le développement de nouvelles connaissances et de nouveaux concepts, favorisant les avancées scientifiques et technologiques notamment en réponse aux appels d'offre PIA. Cela a été particulièrement le cas des Instituts Chevreul (molécules et matériaux) et IRePSE (Institut de Recherche Pluridisciplinaire en Sciences de l'Environnement), de l'IRPBB (Institut de Recherche Pluridisciplinaire en Biologie et Biotechnologies) et de la Fédération Régionale en Mathématiques. La collaboration entre les laboratoires s'est développée (i) autour de l'hôtel à projets IRCICA (Institut de Recherche en Composants et systèmes pour l'Information et la Communication Avancée) dans le domaine des STIC, (ii) à l'interface avec d'autres secteurs de recherche (Mathématiques, STIC, Chimie, Environnement, Biologie, Physique...) et (iii) autour de la Maison Européenne des Sciences Humaines et Sociales (MESHS) en sciences sociales.

Le second objectif a été de développer les synergies entre ces instituts (IRI-Biologie, IRI-STIC, STIC-Physique, Environnement-Chimie-Physique-SHS, Physique-Biologie, SHS-Génie Civil, Mécanique-Environnement...).

Cette nouvelle organisation a constitué le cadre de la discussion et de la mise en œuvre de la stratégie de recherche, de la politique des emplois scientifiques, de l'attribution des moyens financiers aux laboratoires, de la politique de valorisation et de la formation doctorale. Les instituts ont eu également pour missions (1) de mener une

réflexion sur la stratégie de développement scientifique et d'emploi de moyens, (2) de mutualiser les moyens techniques et humains, (3) d'animer les plates-formes technologiques et (4) d'organiser l'activité d'appui à la valorisation (détection de projets, relations avec le secteur socio-économique, brevets,..) dans le cadre du PRES et de la Plate-forme Régionale de Valorisation.

Ces opérations sont venues en continuité des priorités affichées dans le Contrat de Projets État-Région (CPER) 2007-2013, tout en accentuant la focalisation thématique. Elles se sont articulées très fortement avec les dynamiques de développement des pôles de compétitivité dont elles constituent les composantes « recherche publique » et « dispositif de formation ». Des plates-formes technologiques de dimension régionale, nationale et internationale viennent en appui des recherches développées par les laboratoires dans tous les instituts.

Les instituts ont joué un rôle important pour la visibilité, l'attractivité de chercheurs et d'étudiants et le développement économique et social grâce à (i) leur taille critique (de 300 à 1000 enseignants-chercheurs/chercheurs, doctorants et IATOS/ITA, selon les instituts), (ii) l'association aux organismes de recherche (CNRS, Inserm, Inria, INRA...) et (iii) leurs équipements et qualités scientifiques. Ils apportent également un fort soutien à la formation au niveau master et assurent l'accueil de plus de 1000 doctorants dans le cadre de cinq écoles doctorales régionales.

#### **i. Dans le domaine des Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication**

Le Campus Intelligence Ambiante (CIA), porté par le CPER 2007-2013, est devenu un campus interdisciplinaire de recherche et d'innovation technologique de dimension internationale, à l'interface entre la physique des matériaux et des nanostructures, des micro- et nano-technologies, des systèmes et du logiciel. L'USR IRCICA a permis de fédérer, avec le soutien de la Mission Interdisciplinaire du CNRS, les équipes des laboratoires IEMN, LIFL, L2EP, LAGIS, et PhLAM en physique avec un fonctionnement de type hôtel à projets, en lien étroit avec l'Inria. Cette activité s'est développée autour de trois plates-formes de technologies de très haut niveau en photonique, image et réalité virtuelle, et télécom. Les STIC participent également aux autres projets phare du CPER : Campus Interdisciplinaire sur la Sécurité et l'Intermodalité des Transports (CISIT) et Maîtrise Énergétique Des Entraînements Électriques (MEDEE). L'Université Lille 1 a joué un rôle majeur en portant ce projet.

Ce secteur de recherche a bénéficié d'une part du soutien des trois pôles de compétitivité : le pôle industries du commerce (PICOM), I-TRANS dans sa dimension systèmes de communication et systèmes embarqués et Matériaux et Applications pour une Utilisation Durable (MAUD) dans le domaine des matériaux, et d'autre part du soutien des pôles d'excellence régionaux (PictaNovo, Ubiquitaire).

Les laboratoires de Lille 1 participent également à deux Labex de réseau (GANEX, FIRST-TF), à l'équipe IrDIVE portée par Lille 3 et coordonnent deux Equipex EXCELSIOR et LEAF.

Les laboratoires sont tous impliqués dans des actions formalisées de collaborations transfrontalières et internationales (Interreg, FP7, GDRI...), dans des laboratoires communs internationaux académiques (UMI, LIA) et avec le secteur industriel (EDF, THALES).

#### **ii. Dans le domaine de la physique**

Créée en 2010, la Fédération de Physique et Interfaces (SFR) comprend les deux laboratoires de physique de Lille 1 : le Laboratoire de Physique des Lasers, Atomes et Molécules (PhLAM) et l'Unité de Dynamique et de Structure de Matériaux Moléculaires (UDSMM). Elle s'est positionnée sur une stratégie d'animation scientifique, afin d'agir en complémentarité avec les autres instituts thématiques de Lille 1 (STIC, Environnement, Mathématiques, Molécules et matériaux).

L'implication du PhLAM dans de nombreux projets européens, dans les projets phare du CPER Campus Intelligence Ambiante (CIA) et Institut de Recherche en Environnement Industriel (IRENI), dans les Labex CaPPA et CEMPI et dans la coordination de l'Equipex FLUX avec des industriels, et son partenariat dans l'Equipex en réseau REFIMEVE+ témoignent de l'excellence et de la reconnaissance internationales du laboratoire dans les domaines de la physique atomique, la physico-chimie moléculaire théorique, la spectroscopie, la photonique et la dynamique non linéaire de systèmes optiques et biologiques.

L'UDSMM, laboratoire commun avec l'Université du Littoral, étudie les systèmes moléculaires pour des applications en électronique et électro-optique, les phénomènes de transport pour des applications à l'environnement ainsi que les nanostructures complexes et matériaux d'intérêt biologique. Ainsi, il développe une forte activité de valorisation et d'innovation sur les implants oculaires électro-actifs ayant donné lieu à des brevets et participe au pôle d'excellence régional Institut Technologique du Froid (INNOCOLD).

Deux plates-formes technologiques viennent appuyer les activités de ce secteur : le Centre régional d'Etudes et de Recherche sur les Lasers et Applications (CERLA) et la Plate-forme Photonique du PhLAM qui est la plus grande centrale de fabrication de fibres optiques académique en Europe et qui accueille également un laboratoire commun avec Prysmian, premier fabricant mondial de fibres optiques.

### iii. Dans le domaine de la biologie / santé

Dans ce domaine, le potentiel lillois est important et l'ambition a été de constituer un pôle à vocation internationale. Lille 1 s'est positionnée sur le volet fondamental et technologique de la recherche, en étroite synergie avec les équipes de Lille 2, du CHRU et du Centre Oscar Lambret (COL), davantage spécialisées dans le volet clinique.

L'Institut de Recherche Pluridisciplinaire en Biologie et Biotechnologies (IRPBB), porté par Lille 1, rassemble des laboratoires labellisés CNRS et Inserm. Ils s'inscrivent dans une démarche pluri- et interdisciplinaire visant à comprendre, à l'échelon moléculaire et cellulaire, le fonctionnement des cellules normales et pathologiques. Leurs recherches s'articulent autour de trois thématiques phares, la Glycobiologie (priorité du CNRS en Biologie-Santé en Région, IRT IFMAS, Labex DISTALZ), l'étude des canaux ioniques/calciques (Labex en réseau ICST) et le transport membranaire. Elles s'appuient sur des plates-formes d'analyse structurale et fonctionnelle d'envergure nationale en Imagerie (label national GIS-IBISA intégrée dans l'Equipex ImaginEx BioMed), en RMN et en Spectrométrie de Masse. L'IRPBB est en forte interaction avec l'IFR 147 (Protéomique, Modifications post-traductionnelles et Glycobiologie) et l'IFR 142 (Médecine cellulaire et moléculaire) auxquels participaient également les laboratoires de Lille 1.

Les laboratoires de biologie de l'université Lille 1 participent également activement à l'effort de recherche pluridisciplinaire sur le cancer et s'inscrivent à ce titre dans la Cancéropole Nord-Ouest. En 2012, la recherche sur le cancer dans la métropole lilloise a vu la labellisation par l'Institut National du Cancer d'un des 8 SIRIC nationaux (Site national de Recherche Intégrée sur le Cancer). Le SIRIC OncoLille regroupe notamment 6 équipes et laboratoires de l'IRPBB qui collaborent avec les laboratoires de Lille 2 sur les problématiques de la résistance de la tumeur et de l'hôte aux traitements locorégionaux, ainsi qu'à la dormance et la persistance tumorale.

La recherche en agroalimentaire de l'Université Lille 1 repose sur les biotechnologies, blanche et végétale, et sur l'éco-conception de procédés propres pour une transformation et une valorisation durable des agro-ressources. Elle s'appuie sur des plates-formes d'innovation (Purifonction - Nouvelles Vagues) et sur l'Equipex REALCAT (Plateforme intégrée appliquée au criblage haut débit de catalyseurs pour les bioraffineries). Cette recherche est en phase avec les axes stratégiques des quatre pôles de compétitivité Nutrition-Santé-Longévité (NSL), AQUIMER, MAUD et Textiles Hautes Performances (UP-tex), et du pôle régional d'excellence agro-alimentaire Agroé.

### iv. Dans le domaine de l'environnement et du développement durable

Deux instituts ont été mis en place dans ce secteur de recherche.

L'institut Michel-Eugène Chevreul (FR CNRS régionale) est porté par Lille 1 et mobilise des équipes de l'ENSCL (École Nationale Supérieure de Chimie de Lille), de l'École Centrale de Lille, de l'Université d'Artois. Il regroupe quatre laboratoires (UCCS, LASIR, UMET, CMF) et l'USR MSAP. Il est devenu un pôle scientifique pluridisciplinaire d'excellence à visibilité internationale dans le domaine de la Physico-Chimie des Molécules et Matériaux. L'institut, qui associe des physiciens et des chimistes, s'est fortement positionné en matière de développement durable, dans l'innovation concernant l'élaboration et la transformation des matériaux et dans la valorisation des ressources renouvelables. Les laboratoires de l'institut sont fortement impliqués dans le projet phare du CPER, Chimie et Matériaux pour le développement Durable.

L'institut s'appuie sur un ensemble de plates-formes d'élaboration et de caractérisations avancées : Très Grand Instrument en RMN (Résonance Magnétique Nucléaire) Très Hauts Champs, Très Grand Equipement en RPE (Résonance Paramagnétique Electronique), Instrument National en MET Analytique, Pôle Régional d'Analyse de Surface (XPS, ToF SIMS, LEIS). Il repose également sur des axes forts de valorisation en matériaux pour l'énergie, matériaux et technologies pour la santé, et molécules et matériaux biosourcés. L'UCCS (Unité de Catalyse et Chimie du Solide) est associé à deux Equipex, REALCAT (coordinateur) et ROCK sur le développement d'un spectromètre pour des applications au domaine des biocarburants tandis que le LASIR (Laboratoire de Spectroscopie Infrarouge et Raman) est partenaire du Labex CaPPA pour la caractérisation des aérosols atmosphériques.

L'institut Chevreul sert de support scientifique aux pôles de compétitivité MAUD et UP-tex, porte l'Institut d'Excellence en Energies Décarbonées IEED IFMAS, et est le principal porteur de recherche de l'IEED en réseau PIVERT pour créer de nouvelles filières de valorisation du végétal à des fins industrielles.

Les laboratoires sont tous impliqués dans des actions formalisées de collaborations transfrontalières et internationales (Interreg, FP7, GDRI, PICS...). Etant donné l'excellence de sa recherche en chimie, l'UCCS est devenue le site miroir de l'Unité Mixte Internationale E2P2L du CNRS et de Solvay en partenariat avec l'ENS de Lyon et l'East China Normal University, basée à Shanghai et dédiée à la chimie verte. Une équipe de l'UMET (Unité de Matériaux et Transformations) développe une démarche de modélisation multi-échelles du comportement rhéologique des minéraux constituant le manteau terrestre dans le cadre de l'ERC Advanced Grant Rheoman.

Les laboratoires (LOA, PC2A, GEOSYSTEMES, LOG, GEPV) de l'Institut de Recherches Pluridisciplinaires en Sciences de l'Environnement (IREPSE, SFR régionale), créé en 2010, mènent des recherches dans les domaines de la Physique et Chimie de l'atmosphère, de la Biodiversité, de l'Environnement des bassins sédimentaires, de l'Océanologie et des Géosciences. L'IREPSE participe au projet phare du CPER, Institut de recherche en Environnement Industriel (IRENI), dans le domaine de la qualité de l'air et de ses impacts sur le climat. Le laboratoire GEPV (Génétique et Evolution des Populations Végétales) porte le GIS (Groupement d'Intérêt

Scientifique) Régional Biodiversité récemment créé, qui développe des coopérations scientifiques interdisciplinaires (Ecologie, Biologie de la conservation, Sciences humaines, Sciences du paysage) en y associant les gestionnaires du patrimoine naturel de la région dans le domaine de la biodiversité. Lille 1, par les activités importantes en océanologie du LOG (Laboratoire d'Océanologie et de Géosciences) et sa Station Marine à Wimereux, est membre du GIS régional Campus de la Mer porté par l'Université du Littoral et des Universités Marines.

Lille 1 dispose d'un très important potentiel scientifique dans ce domaine, reconnu à l'échelle nationale et internationale, via des laboratoires qui sont tous associés au CNRS et dont certains (LOA, PC2A) sont les fondateurs du Labex CaPPA sur l'environnement atmosphérique. Un laboratoire commun a été créé en 2009 avec la Direction de la Prévention des Accidents Majeurs de l'IRSN et le PC2A sur les questions de sûreté nucléaire liées au devenir des émissions radioactives en cas d'accident. Le partenariat avec le CNRS a aussi été renforcé par la création en 2012 de l'OSU Nord qui a pour mission de rassembler les moyens et les projets d'observation des laboratoires INSU en région (Laboratoire d'Océanologie et Géosciences-UMR 8187, Laboratoire d'Optique Atmosphérique-UMR 8518, Geosystèmes-UMR 8217, Equipe Physique des minéraux de l'Unité Matériaux Et Transformations-UMR 8207)

Plusieurs plates-formes technologiques et observatoires viennent appuyer les activités de l'Institut, en termes d'expertise et de services, tels que la Plate-Forme Nationale de Métrologie Optique de Lille (CNRS), le Centre CERLA, la Plate-Forme d'Expérimentation et d'Observation du milieu côtier et de ses interfaces, le Service Commun des Serres et de Culture en environnement contrôlé, le Pôle Régional d'Analyse de Surface (XPS, ToF SIMS, LEIS). L'UMS ICARE, associée aux activités du CNES et du LOA, et membre de l'IRePSE et du Labex CaPPA, est impliquée dans l'Equipex en réseau IAOOS sur la surveillance du changement climatique en Arctique.

L'IRePSE développe des recherches pluridisciplinaires avec l'ensemble des secteurs de l'Université Lille 1 en partenariat avec les universités régionales (ULCO, Artois) et écoles d'ingénieurs notamment l'École des Mines de Douai. Ses laboratoires sont tous impliqués dans des actions de collaborations européennes et internationales.

#### v. Dans les domaines des mathématiques, de la mécanique et du génie civil

L'Université a accompagné le développement de la Fédération CNRS qui rassemble les laboratoires de mathématiques de la région, appuyée par une Bibliothèque de Recherche Régionale de Mathématiques. L'excellence dans ce domaine fait l'objet d'une reconnaissance internationale, notamment du laboratoire Paul Painlevé (LPP), reconnaissance qui a été confortée grâce à son implication et au portage du Labex Centre Européen pour les Mathématiques, la Physique et leurs Interactions (CEMPI) avec le laboratoire de Physique PhLAM, et à son partenariat privilégié avec l'Institut Fields. Le LPP fait partie des 200 premiers laboratoires mondiaux du classement thématique de Shanghai. Le LPP collabore également avec les laboratoires STIC et l'Inria notamment à travers l'équipex IrDIVE. Le laboratoire d'Astronomie de Lille est une petite équipe d'excellence de Lille 1 rattachée à l'Institut de Mécanique Céleste et de Calculs des Ephémérides de l'Observatoire de Paris lui-même rattaché à l'Université Paris VI.

Dans le domaine de la mécanique, le Laboratoire de Mécanique de Lille, fédérant des équipes de Lille 1, de l'École Centrale de Lille et de l'ENSAM, s'est restructuré. Il développe des recherches en mécanique des matériaux et structures (mécanique et génie civil) et en mécanique des fluides.

Il est très actif dans le pôle de compétitivité I-TRANS, pôle à vocation mondiale pour répondre aux enjeux internationaux des transports innovants, et dans le projet phare du CPER, Campus Interdisciplinaire sur la Sécurité et l'Intermodalité des Transports (CISIT). Il joue un rôle moteur dans l'Institut Européen de Recherche Technologique RAILENIUM sur les infrastructures ferroviaires du futur et participe au pôle d'excellence régional INNOCOLD associé aux technologies du froid. Le LML est associé au PC2A à travers la Plate-Forme Nationale de Métrologie Optique ; il dispose également de plates-formes technologiques de haut niveau telles que la microtomographie sous rayons X et une soufflerie instrumentée. Il développe de nombreux partenariats internationaux.

Créé en 2009, le Laboratoire de Génie Civil et géo-Environnement (LGCgE) développe des recherches sur les géomatériaux et l'ingénierie urbaine pour répondre aux défis de la construction et de l'aménagement durable, de la protection des ressources naturelles et de la biodiversité, de la gestion rationnelle de l'énergie et la sécurité des constructions et des infrastructures. Son activité dans le domaine de l'eau a conduit en 2012 à la création du laboratoire commun international « Réseaux Intelligents Eau » avec l'Institut de l'eau des Pays Bas (KWR), l'association internationale sur la sécurité de l'eau W-Smart et CEA-List. Le LGCgE pilote le projet SUNRISE, la plus importante plate-forme d'expérimentation en région pour faire du campus, un site pilote des réseaux urbains intelligents. Laboratoire régional, le LGCgE collabore avec les pôles de compétitivité UP-tex, et TEAM2, spécialisés en technologies de recyclage, de valorisation des déchets, avec les parcs technologiques ainsi qu'avec l'ensemble des secteurs de recherche de Lille 1. Il développe de nombreux partenariats internationaux.

#### vi. Dans le domaine des sciences humaines et sociales

La métropole lilloise abrite la plus forte communauté de chercheurs en Sciences Humaines et Sociales (SHS), en dehors de l'Île de France. Un objectif essentiel du quadriennal a été de renforcer ce domaine des SHS, qui bénéficie d'un fort potentiel, bien que toujours insuffisamment bien exploité et structuré.

La Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (USR) en a été un acteur principal. Elle fédère l'ensemble des équipes des universités de la région Nord-Pas de Calais et de l'Institut Catholique en favorisant des approches pluridisciplinaires notamment entre SHS et sciences « dures » dans trois axes « Argumenter, Décider, Agir », « Travail et Création » et « Situations de handicap, Espaces et Qualité de vie ». Lille 1 participe activement à la MESHS. Le renforcement de ses laboratoires, principalement pluri-tutelles (STL, CIREL, LEM, EQUIPPE, TVES), s'est poursuivi en confortant notamment les regroupements opérés lors du précédent contrat dans le domaine de l'économie, de la gestion, de la sociologie (LEM, EQUIPPE, CLERSE). Dans le domaine des sciences de l'éducation, le laboratoire CIREL, commun à Lille 1 et Lille 3, devrait se renforcer en accueillant une équipe de l'Université d'Artois. Le laboratoire TVES, commun à l'Université de Lille 1 et l'Université du Littoral, s'est développé dans les domaines de la géographie et de l'aménagement territorial en s'impliquant dans le projet phare IRENI du CPER et le GIS régional Campus de la Mer.

Les laboratoires sont associés au pôle de compétitivité PICOM et au parc technologique IMAGE (LEM). Ils développent des collaborations internationales formalisées telles que ARCUS- Brésil (LEM) et Méditerranée (TVES), un LIA France-Bésil (TVES), un LIA France-Japon (CLERSE)... ou sont impliqués dans des réseaux collectifs tels que le GIS national GENRE (CLERSE). Une attention particulière a été accordée par Lille 1 à l'internationalisation de ce secteur à travers un soutien à la mobilité internationale et à la diffusion de la production scientifique dans des revues internationales.

### *1.1.2. Le soutien aux laboratoires : accompagner le développement des laboratoires par une politique scientifique active*

Lille 1 a conforté son potentiel de recherche en poursuivant une politique scientifique ambitieuse, volontariste et maîtrisée, dans le cadre de partenariats forts et équilibrés avec les organismes de recherche.

La Direction de la Recherche, de la Valorisation et des Études Doctorales (DIRVED), rassemble 17 personnes. Elle est chargée de la mise en œuvre de la politique de recherche dont les principes directeurs sont définis par le CS et le CA. La DIRVED a accompagné le montage des grands projets structurants (IEED, IRT, SATT, LABEX, EQUIPEX, plateforme d'innovation) et assure le suivi de plusieurs d'entre eux. L'Université participe activement aux comités de direction, de pilotage et d'exploitation ainsi qu'aux conseils scientifiques de laboratoires communs, de LIA, d'instituts, de plateformes, de TGIR, de GIS. Elle est présente dans les conseils d'administration, de fonds d'amorçage et de capital risque régionaux et de la SATT.

La cellule ingénierie de projets assure la veille, la stratégie dans le choix des appels à projets, le montage administratif et financier ainsi que la rédaction des parties gouvernance ou impacts socio-économiques de projets européens, industriels, ANR, régionaux... en lien avec le SAIC (Service d'Activités Industrielles et Commerciales), qui prend en charge la gestion administrative et financière des contrats et conventions européennes.

Dans le domaine de la valorisation, le service juridique du SAIC négocie les contrats avec les industriels et notamment les droits liés à la propriété intellectuelle ; le pré-incubateur CREINNOV accompagne le montage de projets de créations d'entreprises en lien avec la recherche. Le service des affaires doctorales assure le lien avec les écoles doctorales sur l'ensemble des procédures concernant la formation doctorale. Une attention particulière est également accordée au pilotage de la recherche à travers le système d'information et le suivi des indicateurs. La DIRVED travaille en relation avec le Service des Relations Internationales et assure la communication interne avec les laboratoires ainsi que la communication externe liée à la recherche.

La reconnaissance et l'attractivité internationales des laboratoires supposent une politique ambitieuse d'accompagnement (Annexe 2.2). L'attribution des moyens financiers récurrents aux laboratoires, dans le cadre de la gestion d'une enveloppe globale, permet à Lille 1 de renforcer sa politique scientifique. Elle est complétée par la politique du Bonus Qualité Recherche (BQR) accompagnant les projets structurants et émergents ainsi que la coopération internationale, sur la base d'un cofinancement par les organismes de recherche et par les laboratoires sur leurs ressources propres. L'appui aux laboratoires passe aussi par la poursuite de la politique de soutien aux plates-formes technologiques, centrée autour de trois objectifs : le développement et l'animation des plateaux et des plates-formes technologiques ; le développement et le fonctionnement des centres de ressources ; la mise en place des opérations transversales. Ce support porte sur les actions transversales suivantes : la Plate-Forme Interactions Réalité Virtuelle Images (PIRVI), la centrale de technologie de l'IEMN, la centrale de fabrication de fibres photoniques, la Plate-Forme interdisciplinaire en Biophotonique et Imagerie Cellulaire et Fonctionnelle, l'animalerie, la Spectrométrie de masse pour la protéomique, la glycomique et l'analyse organique, la Plate-Forme Nationale de Métrologie Optique, le service commun des Serres, la Plate-Forme Universitaire pour les Données de Lille (PUDL), la Bibliothèque Régionale de Mathématiques, la Bibliothèque numérique mutualisée en histoire et épistémologie des sciences, la Bio-Informatique et le Calcul Scientifique Intensif, le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Lasers et Applications, les fédérations régionales de physique et de mathématiques.

Le soutien aux laboratoires se concrétise également par un accompagnement des personnels et par une gestion des ressources humaines favorisant le renforcement du potentiel technique et de recherche des laboratoires et des fédérations. La politique d'emplois a porté sur les postes vacants (mutations et départs à la retraite) qui sont libres et permettent d'assurer la politique scientifique de l'Université pour la recherche et la formation. Depuis 2007, les emplois libérés vacants par des enseignants-chercheurs non-publiants sont systématiquement redéployés

en fonction des projets scientifiques portés par les laboratoires et des besoins pédagogiques des UFR, écoles et instituts. Les postes libérés par des enseignants-chercheurs publiants (critères AERES) sont affectés prioritairement à leur laboratoire d'origine, mais en appui d'un projet scientifique ou de thématiques émergentes. Enfin, un aménagement du service d'enseignement (réduction de 64hTD) a été proposé aux nouveaux maîtres de conférences l'année de leur prise de fonction. Une politique d'incitation a été pratiquée pour encourager les demandes de congés de recherche et de conversion thématique (notamment pour les enseignants-chercheurs non-publiants) et pour les délégations auprès des organismes de recherche, CNRS et Inria. Pour constituer un vivier de recrutement international, des postes vacants ont été mis à disposition comme support pour des postes ATER et des chercheurs invités.

## **1.2. L'insertion de la stratégie de recherche dans une politique de site (partenariats académiques)**

Bon nombre des laboratoires portés par Lille 1 le sont avec d'autres tutelles, en premier lieu le CNRS, mais aussi les universités et les écoles régionales. Pour cette raison, la coordination des politiques scientifiques, à l'échelle du site métropolitain ou du site régional (PRES) est nécessaire. Plusieurs des instituts ou des fédérations (Chimie et Matériaux, Mathématiques, Environnement, Transports...), ont ainsi une base régionale. Des laboratoires régionaux ont aussi été constitués (LGCgE).

Le PRES (Annexe 1.4) a aussi financé des projets émergents portés par des équipes multi-tutelles. La dimension « politique de site » a été récemment renforcée au sein du PRES ULNF avec la mise en place d'un groupe de travail recherche piloté par un président d'Université et composé des vice-présidents recherche (écoles, universités) et des représentants des organismes de recherche. Les principales réalisations sont les suivantes : (i) la participation à l'élaboration de la stratégie Recherche-Innovation Spécialisation Intelligente (SRI-SI) (ii) la participation aux groupes de travail sur les Programmes Opérationnels (CPER) afin de faire émerger les grandes priorités liées à la recherche et (iii) la mise en œuvre de grands réseaux thématiques de recherche structurants.

## **1.3. Les réseaux et partenariats nationaux et internationaux : renforcer la dimension internationale**

L'ouverture à l'international de la recherche est un point fort de Lille 1. L'Université a renforcé son ancrage dans l'espace européen, notamment grâce à ses laboratoires, à la proximité géographique des grands centres universitaires belges, hollandais, allemands et britanniques avec lesquels elle a développé des coopérations. Lille 1 met en place une politique volontariste pour le rapprochement avec les équipes de ces grands centres à travers l'affectation des moyens pour les projets de mobilité, de projets de recherche communs et les accords institutionnels.

La création des équipes de recherche communes, la mise en réseaux et le rapprochement des écoles doctorales a constitué une priorité du quadriennal 2010-2013.

Un effort particulier a également été consacré à la participation aux projets européens (Interreg, FP7, LIA, ERC...) à travers le renforcement du dispositif d'accompagnement au montage et à la gestion de projets européens. Depuis la création du Service Ingénierie de Projets en septembre 2009, 100 projets européens ont été montés (2010 : 20, 2011 : 30, 2012 : 40), pour lesquels le taux de succès s'élève à 30%. Au total, 14 Interregs, 17 PCRD 7 et 4 EUREKA sont actuellement en gestion à Lille 1 (Annexes 2.3 et 2.4).

L'ouverture à l'international de la valorisation de la recherche est renforcée, avec l'objectif de se rapprocher des centres de valorisation en Allemagne, en Belgique, en Grande Bretagne et aux Pays Bas, en liaison avec le Parc Technologique de la Haute Borne et le Centre d'Innovation CIEL.

## **1.4. Les études doctorales : renforcer la formation doctorale et l'accueil de doctorants étrangers, conforter les dispositifs d'accompagnement de l'insertion professionnelle**

Renforcer la formation doctorale et l'accueil de doctorants étrangers a constitué l'un des axes majeurs de la politique de Lille 1 dans le cadre du PRES Université Lille-Nord-de-France (Annexe 1.4) avec la mise en place de six écoles doctorales régionales et d'un collège doctoral européen. Partenaire de cinq écoles doctorales régionales, Lille 1 porte les Écoles Doctorales SMRE (Sciences de la Matière, du Rayonnement et de l'Environnement), SPI (Sciences pour l'Ingénieur) et SESAM (Sciences Economiques et Sociales de l'Aménagement et du Management) et joue un rôle moteur dans l'animation du Collège Doctoral. Lille 1 joue un rôle important avec l'accueil de plus de 1000 doctorants par an, dont environ 52% sont internationaux en 2013.

L'internationalisation de la formation doctorale a été l'une des priorités. Elle est organisée, au sein du PRES, par le Collège Doctoral qui poursuit ses actions vers l'Europe sur la mobilité des doctorants, le rapprochement des écoles doctorales de la région avec les écoles doctorales européennes (Belgique), la mise en place des formations et des écoles d'été dans un cadre européen. Le programme de co-tutelles de thèses (137 en cours) est

également renforcé ainsi que la participation de Lille 1 aux écoles doctorales internationales. Le Collège Doctoral publie tous les 6 mois un appel à projets « Mobilité » (mobilité entrante et sortante, aide au montage de projets européens Marie Curie, rencontres internationales de doctorants, projets internationaux portés par des associations régionales de doctorants)... 28 projets ont été portés en 2012. Pour dispenser des cours de très haut niveau aux doctorants, un appel à projet « Visiting Professors » est lancé chaque année (7 professeurs invités en 2012/2013).

La formation doctorale bénéficie en outre de collaborations actives avec le monde socio-économique pour l'insertion professionnelle des jeunes docteurs. Celle-ci est une priorité affirmée, et se décline selon deux axes (i) concevoir et animer des activités dédiées aux doctorants et aux encadrants de thèses pour aider l'insertion professionnelle des docteurs, (ii) favoriser les rencontres entreprises - doctorants en organisant des événements et actions autour de la problématique de la reconnaissance du doctorat en entreprise. Un grand nombre d'actions ont été réalisées : une trentaine de séminaires et conférences dédiés aux doctorants (1136 inscriptions en 2011/2012), deux sessions à l'intention des encadrants de thèses, l'animation mensuelle d'un réseau de référents « insertion professionnelle des docteurs », des actions de communication (élaboration de plaquettes, sites web...) ainsi que l'organisation de rencontres nationales et franco-belges (collèges doctoraux, comité de pilotage de l'Association Bernard Grégory, conférences MEDEF, doctorales transfrontalières...).

Les activités du Collège Doctoral bénéficient aussi du soutien des programmes européens. Le Collège Doctoral a ainsi assuré la coordination et le management du projet Interreg PRODOC sur le volet insertion professionnelle.

### 1.5. La politique de valorisation : poursuivre le développement des partenariats avec le monde socio-économique

L'Université Lille 1 s'est fortement impliquée dans le développement économique à travers la formation de cadres, les contrats industriels, le transfert de technologie et la participation à six pôles de compétitivité (NSL, MAUD, I-TRANS, PICOM, UP-tex, AQUIMER). Lille 1 est membre actif des bureaux ou comités de pilotage de 3 pôles et s'investit dans la construction de leurs feuilles de route. Les liens avec ces pôles sont renforcés avec la mise en place de l'IRT RAILENIUM (I-TRANS) et de l'IEED IFMAS (Maud), tant dans les applications de la recherche que dans la formation. Le Learning Center Innovation sera créé en partenariat avec les pôles de compétitivité. Cette cogestion sera progressivement renforcée avec la mise en place du Learning Center Innovation qui les associera à la sélection des projets de valorisation de la recherche qui seront exposés dans l'expérimentarium et leur offrira des services (accès aux bases de données bibliographiques, accès au complexe événementiel et aux espaces d'exposition et de promotion de l'innovation).

La participation au développement des parcs technologiques européens de la Métropole s'est poursuivie. Les partenariats avec leurs agences de valorisation et d'innovation se sont étoffés dans le cadre de l'animation de la filière économique régionale : mise en œuvre d'une démarche d'intelligence économique et stratégique, accompagnement des projets de développement et de diversification des entreprises régionales, développement international, valorisation de la recherche régionale, soutien à l'innovation, soutien à l'implantation d'entreprises. Lille 1 est ainsi le partenaire privilégié du parc de La Haute-Borne qui jouxte le campus de la Cité scientifique. Elle est naturellement un acteur majeur du parc Euratechnologies, consacré aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, et des parcs Eurasanté et Pictanovo (Images)». Lille 1 participe aussi à des plate-formes d'innovation telles que Nouvelles Vagues (en lien avec le pôle de compétitivité AQUIMER) et le Retail Innovation center (porté par le pôle de compétitivité PICOM en partenariat avec l'Inria et Lille 1).

Le développement de l'activité de valorisation de la recherche a été également une priorité du contrat quadriennal. La gestion des contrats et le développement de l'activité de valorisation des brevets sont assurés par le SAIC, dont les moyens d'encadrement ont été renforcés. Avec ses partenaires du PRES, Lille 1 a mis en place le SATT NORD qui mutualise des moyens humains et financiers sur la maturation de projets, la recherche de partenaires, la protection de la propriété intellectuelle et les prestations de service. Lille 1, dans le cadre du PRES, continuera également à être très active dans le domaine de la création d'entreprises à travers son incubateur CREINNOV inséré dans le dispositif régional des incubateurs.

### 1.6. Un Centre de Ressources Informatiques haute performance

Le Calcul Haute Performance est depuis longtemps un aspect important la politique de Lille 1 de renforcement de l'usage des TIC pour la recherche. Cette priorisation a naturellement conduit à nommer un chargé de mission spécifique au calcul haute performance, responsable de la veille dans le domaine du calcul, mais aussi de l'animation scientifique de la communauté.

Au cours du contrat, la puissance de calcul de Lille 1 a fortement augmenté (de 5 Tflops en 2008 à plus de 44 Tflops en 2013), en offrant notamment quatre structures de calcul : 1 super-calculateur, 2 grilles de production (EGEE/EGI, Cluster) et 1 grille de recherche (Grid5000). Ces moyens représentent aujourd'hui un véritable outil de compétitivité et d'innovation, et un indicateur de progrès scientifique (classement mondial Top500). Ainsi, ils

constituent un enjeu majeur à l'échelle européenne (PRACE et EGI), nationale (GENCI et France Grilles), et régionale/locale (CPER Norpale / Calcul intensif, Calcul scientifique intensif à Lille 1).

En termes de moyens humains, une équipe du Centre de Ressources en Informatique (CRI) de l'Université, est dédiée à la recherche en matière de calcul intensif. Son activité se situe au niveau du support en termes de compétences techniques, de mise à disposition de moyens de calcul matériels et logiciels opérationnels, de formation et d'animation scientifique. Le CRI décharge ainsi des chercheurs de plusieurs laboratoires de l'administration de leurs clusters. La politique de Lille 1 est fondamentalement tournée vers la mutualisation de moyens de calcul et des logiciels ce qui met à disposition des laboratoires une puissance de calcul permettant l'obtention beaucoup plus rapide des résultats et un gain de temps important.

Un effort important est réalisé en direction de la formation des chercheurs. Des formations en calcul intensif destinées aux chercheurs sont organisées en forte collaboration avec le CRI et le Centre National de Calcul du CNRS IDRIS. Le CRI contribue aussi à l'animation scientifique de l'établissement notamment à travers l'organisation logistique d'événements scientifiques.

### **1.7. Le lien entre recherche et formation : une offre de formation attractive, en lien avec la recherche, accompagnant l'étudiant et ouverte à l'international**

En matière de masters, Lille 1 présente une offre de formation diversifiée avec à la fois des masters et des diplômes d'ingénieur, dont la spécificité est la forte cohérence avec l'activité de recherche des laboratoires et dont les enseignants-chercheurs et les chercheurs participent à l'élaboration et aux enseignements. Cet adossement à la recherche est un gage de qualité pour l'offre de formation, d'évolution pour le diplômé et de notoriété.

Lille 1 a intensifié la mise en place d'enseignements d'initiation à la recherche en licence, notamment avec le label « Recherche » organisé depuis 2008 pour sensibiliser les étudiants à la recherche et les former aux méthodes de raisonnement et de travail de la recherche.

D'autres actions sont poursuivies, en partenariat avec les laboratoires : les stages en laboratoire dès la licence, les bourses de mobilité sortante pour les étudiants de licence et de master, l'organisation de programmes de conférences ouverts à toutes les disciplines et visant à parfaire une culture scientifique et pluridisciplinaire, l'organisation de concours comme « faites de la science » envers les collégiens et les lycéens, la participation à la fête de la science, les formations de mise à niveau des enseignants.

En partenariat avec les organismes de recherche, Lille 1 exploite toutes les possibilités données à ses chercheurs de délivrer des enseignements, en master comme en licence.

## **2. Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19**

L'autoévaluation de type SWOT de la politique de la recherche (Annexe 2.5) réaffirme le haut niveau du potentiel de recherche de Lille 1 mais révèle qu'il subsiste des faiblesses, sur lesquelles il est nécessaire de se concentrer dans le cadre du prochain contrat. Ainsi, pour 2015-2019, l'Université Lille 1 a l'ambition de conforter sa recherche d'excellence à un haut niveau international. Pour cela, les structures de recherche sont soutenues en assurant la collégialité des décisions grâce à un dialogue approfondi, en permettant la pluridisciplinarité et l'émergence de projets innovants, et en renforçant le partenariat avec les autres établissements métropolitains et régionaux, avec les grands organismes de recherche, avec les partenaires socio-économiques privés et publics et à l'international.

La recherche, centrée sur les laboratoires, est organisée autour de fédérations et de plates-formes technologiques performantes et d'équipements d'excellence mutualisés. La structuration de la recherche en plaçant les laboratoires au cœur de grands domaines scientifiques pluridisciplinaires, favorisera l'interdisciplinarité et rendra visible les équipes et infrastructures de recherche de Lille 1, à l'échelle internationale.

L'accompagnement des structures de recherche s'appuie sur un dialogue approfondi, et sur un Contrat d'Objectifs et de Moyens basé sur des dotations propres, des Bonus Qualité Recherche Convergence, Emergence et Innovation, des post-doctorats ou des chercheurs invités ainsi que sur des allocations de thèse cofinancées. Un Observatoire des Performances de la Recherche permettra d'auto-évaluer annuellement la qualité de la recherche. La mise en place de conventions de site confirmera les liens privilégiés de Lille 1 avec les Organismes et les EPIC.

L'Université doit se développer dans un réseau d'universités européennes centré sur l'Europe du Nord-Ouest. La dimension internationale de la recherche et l'attractivité s'appuient sur une politique, en cohérence avec les axes stratégiques et les priorités scientifiques des laboratoires, en termes de BQR coopération transfrontalière, de cotutelles de thèse, d'invitations d'enseignants-chercheurs étrangers et de chaires internationales environnées,

académiques et industrielles, permettant d'attirer des chercheurs à fort potentiel, avec une grande notoriété internationale. L'effort de développement des fonctions supports de la recherche et l'accompagnement dans le montage de projets européens (Horizon 2020, ERC...) ou de la constitution de réseaux (LIA, GDRI, Marie Curie...) sera accentué.

La recherche doit favoriser l'innovation. La création d'activités et l'innovation sont facilitées en s'appuyant sur le pré-incubateur académique CREINNOV et sur le dispositif régional d'accompagnement et de soutien à la valorisation et à l'innovation (SATT NORD). Le renforcement des partenariats avec les entreprises régionales et nationales, à travers les pôles de compétitivité et les IRT et IEED, s'accompagne d'une coopération avec la société civile (Région Nord-Pas de Calais, Lille Métropole Communauté Urbaine) et les organismes au travers de chaires venant en appui de programmes de recherche et/ou de formation. Les fonctions supports doivent être mutualisées avec celles des grands organismes de recherche et des partenaires universitaires et écoles de la métropole lilloise.

La recherche est fortement en interaction avec la formation doctorale. L'affirmation de la place du doctorant dans la recherche (charte du doctorant, règles d'éthique, qualité de l'encadrement, comité de suivi des thèses, formation à l'entrepreneuriat et à l'innovation, publications, label international, mobilité internationale...) est confortée par l'implication et les responsabilités de Lille 1 dans cinq Ecoles Doctorales régionales et le Collège Doctoral. L'internationalisation du doctorat est renforcée en incitant à la mobilité sortante (BQR coopération internationale bilatérale, bourses de mobilité, cotutelles de thèse...). L'insertion professionnelle étant la priorité, le doctorat et sa valeur professionnelle doivent être reconnus par les acteurs du monde économique.

### III. L'offre de formation

L'offre de formation de l'Université Lille 1 est reconnue pour sa diversité, son interaction avec la recherche et ses résultats en matière d'insertion professionnelle. Le projet stratégique d'établissement pour 2010-2013, se donnait comme objectifs ambitieux l'accompagnement des étudiants et d'un important public de formation continue vers la réussite professionnelle et citoyenne.

#### 1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée

##### 1.1. L'évolution de l'offre de formation

###### 1.1.1. Les objectifs du contrat

L'offre de formation actuelle a été façonnée par deux contrats. Avec le contrat 2006-2009, l'établissement a retravaillé son offre de formation. Cette volonté s'est traduite par :

- L'amélioration de la lisibilité de l'offre de formation ;
- L'intégration des formations IUP (Institut Universitaire Professionnalisé) dans le schéma LMD (Licence, Master Doctorat) sous forme de parcours identifiés ;
- L'élargissement de l'offre « licence professionnelle » ;
- La réhabilitation des DEUST (Diplômes d'Etudes Universitaires Scientifiques et Techniques) pour la période contractuelle 2006-2009.

Avec le contrat 2010-2013, le travail sur la lisibilité de l'offre s'est poursuivi et l'accent a été mis sur la démarche de Formation Tout au Long de la Vie (FTLV). Dans cette optique, l'Université s'est appuyée sur les enquêtes menées par l'OFIP et tout particulièrement sur une évaluation du LMD réalisée entre janvier et mai 2008 auprès des étudiants de licence (L3) et de master (M1 et M2) et des équipes pédagogiques (Annexe 3.1).

Le contrat 2010-2013 prévoyait de renforcer l'attractivité de l'offre de formation dans la logique de la FTLV et de la création de l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur en améliorant sa cohérence et sa lisibilité vis-à-vis des :

- Étudiants et futurs étudiants afin de faciliter leur orientation, leur poursuite d'études et leur mobilité ;
- Employeurs afin de favoriser leurs recrutements et leur politique de formation ;
- Salariés et demandeurs d'emplois à la recherche de validations d'acquis d'expérience et de formation continue ;
- Partenaires de l'orientation, lycées ;
- Partenaires universitaires européens et non-européens.

Il s'agissait de :

- Mieux structurer l'offre de formation et d'assurer l'acquisition de compétences professionnelles ;
- Constituer un pôle de FTLV de premier plan ;

- Mettre en place un plan pluriannuel pour améliorer les conditions matérielles de l'enseignement et les placer aux standards internationaux ;
- Accentuer la synergie avec la recherche, en particulier au sein des masters, mais aussi dans les autres cursus ;
- Etoffer l'offre de formation de masters et de licences professionnelles ;
- Informer les publics sur les formations, leurs contenus, les compétences acquises et les métiers de référence ciblés et rédiger une charte qualité.

### 1.1.2. Les principales modifications

Pour atteindre ces objectifs, un travail important associant composantes, services et laboratoires, a été réalisé sur l'offre de formation, en particulier:

- En licence professionnelle : la volonté de Lille 1 a été d'étoffer cette offre de formation, en tenant compte des évolutions et besoins du monde économique et social ; deux spécialités ont été supprimées et 16 nouvelles créées ;
- En licence générale : les options ont été réduites, des parcours de licence ont été transformés ou supprimés, certaines mentions modifiées (Sciences de la matière, en particulier), d'autres mentions créées (Physique, Chimie, Physique-Chimie, Sciences Naturelles, Sciences Exactes). Les enseignements de langue et d'informatique d'usage et le Projet Professionnel et Personnel de l'Étudiant (3PE) et un stage ou projet à finalité professionnelle ont été rendus obligatoires.
- En master : le nombre d'options a été réduit, des parcours transformés ou supprimés, certaines mentions transformées (Environnement, Sciences de la Matière,...) et d'autres créées (Physique, Physique-Chimie, Chimie, Écologie, Mathématiques et Finances,...), des spécialités modifiées ou transformées. La sélection est maintenue à l'entrée de la 2<sup>ème</sup> année, mais un choix de la spécialité est offert dès l'entrée en 1<sup>ère</sup> année, voire pour certains masters, dès la L3. En effet, le master est construit sur deux ans et des UEs de pré-orientation et orientation vers des spécialités (orientation progressive) sont proposées en 1<sup>ère</sup> année. Les masters sont tous indifférenciés, un stage en environnement socio-économique et un autre en laboratoire sont obligatoires pendant les deux années de master. Les masters sont également tous professionnalisants et tiennent compte des projets professionnels des étudiants. Le travail sur les métiers et les compétences (approche compétences) a permis de mieux informer les étudiants sur les finalités d'un diplôme : poursuite d'études en doctorat ou insertion professionnelle immédiate. La dénomination des mentions est disciplinaire à l'image des licences, tandis que celle des spécialités repose sur les métiers ou les domaines de recherche auxquels prépare la formation. Chaque spécialité génère une fiche RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles) décrivant les compétences acquises par les diplômés, interdisant ainsi les spécialités cachées dans les parcours. L'avis des laboratoires, en plus de celui de la composante, est exigé pour chaque spécialité.

D'autres changements sont également intervenus. Le site a été entièrement refondu. Des documents d'information ont été élaborés et la participation aux salons renforcée. Une charte qualité des formations a été rédigée. Le contrôle continu des connaissances est de rigueur depuis 2008-2009. L'aide à la réussite académique et professionnelle traitée en partie 4 est un objectif fondamental de l'établissement. L'accompagnement des étudiants, le dossier unique, l'orientation active, l'orientation progressive, la gestion des diversités des publics..., sont des actions poursuivies, évaluées et perfectionnées.

### 1.1.3. L'offre actuelle

Avec ces modifications, l'Université Lille 1 propose donc actuellement une offre de formation LMD de 112 spécialités de master réparties sur 29 mentions de master, 33 spécialités de licence professionnelle et 18 mentions de licence générale, réparties en 3 domaines (Annexe 3.2) :

- Sciences, Technologies, Santé (STS): 60 spécialités de master réparties sur 18 mentions, 12 mentions de licence générale et 20 spécialités de licence professionnelle.
- Sciences Économiques et de Gestion (SEG): 42 spécialités de master réparties sur 8 mentions, 3 mentions de licence générale et 11 spécialités de licence professionnelle.
- Sciences Humaines et Sociales (SHS): 10 spécialités de master réparties sur 3 mentions, 3 mentions de licence générale et 2 spécialités de licence professionnelle.

#### i. Les parcours de Licence

Un parcours de formation Licence est repéré par le domaine de formation et la mention. Au sein d'une même mention figurent plusieurs parcours; pour chacun d'eux, la validation entraîne la délivrance du même

diplôme. Lille 1 présente des licences générales pour une poursuite d'études, surtout en master, dans les trois domaines de formation, et pour une insertion professionnelle immédiate. Les semestres 5 et 6 sont particulièrement dédiés à la préparation à la mention de master choisi. L'entrée des étudiants titulaires d'un DUT (Diplôme Universitaire de Technologie), d'un BTS (Brevet de Technicien Supérieur) ou d'un DEUST, s'effectue au semestre 3 ou 5 après étude de dossier. A chaque licence correspond au moins un master à accès de droit.

## ii. Les parcours de master

Depuis 2010, les masters s'effectuent sur deux ans, sont indifférenciés et il n'y a plus de distinction entre les masters recherche et les autres. Ils sont tous professionnalisants et initient ou préparent à la recherche, suivant le projet personnel et professionnel de l'étudiant. Un parcours de formation comporte se compose du M1 (S1 et S2) et M2 (S3 et S4), soit deux fois deux semestres. Chaque mention de master est déclinée en spécialités, dont certains enseignements sont communs. L'accès en S1 d'un parcours Master est de plein droit pour tout titulaire d'une licence « cohérente » (en adéquation avec son parcours disciplinaire). A l'entrée d'un parcours master (M1), l'étudiant opte pour une mention et choisit la spécialité à l'issue du S1 ou du S2. Certaines L3 préparent aux spécialités. Les étudiants sont alors sélectionnés dès leur entrée en S5 de la licence pour une spécialité sous condition de réussite.

L'accès en S3 est sélectif. Il s'effectue, pour les étudiants non déjà sélectionnés dès la L3, sur dossier, et entretien pour certaines formations.

## iii. Les parcours de formation doctorale

Lille 1 accueille près de 880 doctorants (soit globalement 31,6 % des 2780 doctorants régionaux répartis sur 6 écoles doctorales et 35,6% des 2470 doctorants hors Sciences juridiques, politiques et de gestion) répartis sur les 5 écoles doctorales régionales suivantes. Lille 1 est établissement support des 3 premières ci-après :

- SPI (Sciences pour l'Ingénieur : 800 doctorants en région) qui comprend les formations Mathématiques Pures, Mathématiques Appliquées, Mécanique, Génie Civil, Énergétique, Matériaux, Génie Électrique, Informatique, Automatique, Génie informatique, Traitement du Signal et des Images, Micro- et Nano-Technologies, Acoustique et Télécommunications ;
- SMRE (Sciences de la Matière, du Rayonnement et de l'Environnement : 372 doctorants en région) offrant des formations Molécules et matière condensée, Optique et lasers, Physico-chimie, Atmosphère, Géosciences, Écologie, Paléontologie, Océanographie, Ingénierie des fonctions biologiques.
- SESAM (Sciences Economiques, Sociales, de l'Aménagement et du Management : 300 doctorants en région) dont le champ disciplinaire recouvre les Sciences économiques, les Sciences de gestion, la Sociologie, l'Anthropologie/Ethnologie, la Géographie, l'Aménagement/Urbanisme, et la Préhistoire.
- BIOLOGIE SANTE (350 doctorants en région) dont les formations sont Aspects moléculaires et cellulaires de la biologie, Physiologie et biologie des organismes, Biomolécules, Pharmacologie, Thérapeutique, Recherche clinique, Innovation technologique, Santé publique, Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
- SHS (Sciences de l'Homme et de la Société, 550 doctorants en région), structurée autour de 5 domaines scientifiques : Philosophie, Philologie, Linguistique, Arts / Préhistoire, Archéologie, Histoire, Histoire de l'Art/ Langues, Littératures, Civilisations / Psychologie comportementale et cognitive / Information-Communication, Sciences de l'Education.

## iv. Les autres parcours

Deux écoles préparent au diplôme d'ingénieur, Polytech'Lille - École Universitaire Polytechnique (EPU) et Télécom Lille. L'EPU recrute des étudiants à Bac+2 et Telecom Lille au niveau bac et au niveau bac+2 en formation par apprentissage.

Le DUT est une filière sélective à capacité d'accueil limitée. L'IUT se compose de 7 départements préparant chacun à une spécialité de DUT.

Le DEUST est un diplôme sur 2 ans dans un domaine professionnel ciblé conçu pour une insertion professionnelle immédiate. L'organisation et le choix des matières s'effectuent en collaboration étroite avec les entreprises. Cette formation est accessible sur dossier, entretien ou tests soit directement après le bac ou plus généralement au terme d'un semestre de licence.

Les parcours à l'agrégation sont adossés aux formations master, en particulier les masters préparant aux métiers de l'enseignement.

Le DAEU (Diplôme d'Accès aux Études Universitaires) (A et B) constitue une deuxième chance offerte aux non-bacheliers d'accéder à l'enseignement supérieur universitaire.

### 1.1.4. Les effectifs

#### i. L'évolution des effectifs

On observe entre 2007 et 2013 une légère décroissance du nombre d'inscrits à Lille 1 en formation LMD et hors LMD, passant de 17 568 inscrits à 17 217, IUT compris (Annexe 3.3). Cette décroissance (constatée depuis les années 2000) est le plus souvent liée au contexte socio-économique de la région Nord-Pas de Calais et à une désaffection des filières scientifiques. Depuis 2011, les classes préparatoires sont comptabilisées dans les inscrits à Lille 1 expliquant ainsi un nombre total d'inscrits en 2013 de 19843 étudiants (étudiants de la FUPL compris).

Dans le domaine des Sciences et Technologies, la baisse des effectifs en parcours L, M, D entre 2007 et 2013 est minime (de 7415 à 7345 étudiants). Les effectifs de la licence générale ont légèrement diminué (d'environ 6,9%), ceux des masters ont augmenté sur la période (+13% en M1, et +7,7% en M2).

Dans le domaine du Droit, Economie, Gestion, la progression des effectifs en LMD est significative, de 20% entre 2007 et 2013. En licence générale, les inscrits ont augmenté de 24% et de 23% en M2.

Les Sciences Humaines et Sociales voient une diminution des inscrits en parcours de LMD de 24%, résultat d'une régression de près de 35% en licence générale et de 45% en M1.

## ii. La répartition par types et par domaines

On peut répartir les étudiants par diplôme dans les formations LMD et hors LMD et par domaines (Annexe 3.3). Il s'agit des inscrits administratifs au 15 janvier 2013. Sur le total des inscrits à Lille 1 en 2013, 78% suivent des formations LMD, avec une majorité en STS (55%), 35% en DEG et 10% en SHS. On peut remarquer, de manière générale, dans chacun des grands domaines (Sciences, Technologies, Santé / Droit, Economie, Gestion / Sciences Humaines et Sociales), des effectifs significatifs en licence générale (49%) et en licence professionnelle (7%), mais qui se réduisent en Master (38%). Cela est notamment le cas pour les SHS (56% en Licence Générale et 29% en Master). Concernant les formations hors LMD, la majorité des étudiants inscrits sont en formation d'ingénieurs (43%) et en IUT (46%).

### 1.1.5. La mobilité et l'attractivité

La mobilité en master peut être appréciée par la part des inscrits en M1, titulaires d'une licence de Lille 1 en 2012 et la part des inscrits en M2 titulaires d'un M1 de Lille 1 en 2012. Il s'agit d'un élément, parmi d'autres, qui permet de mesurer la mobilité et l'attractivité des masters, en particulier des spécialités pour lesquelles les entrées sont sélectives.

En 2012, 1441 étudiants, titulaires d'une licence de Lille 1, sont inscrits en M1 (les étudiants des masters AUDT (Aménagement, Urbanisme et Développement Territorial) sont comptés en STS). Au niveau de l'établissement, suivant le domaine de formation, on compte 840 étudiants sur 1355 en Sciences et Technologies (environ 62%), 548 sur 866 en Sciences Economiques et de Gestion (environ 63%), 53 sur 127 en Sciences Humaines et Sociales (environ 42%). En 2012, 786 étudiants titulaires d'un M1 de Lille 1 sont inscrits en M2. Au niveau de l'établissement on compte alors, 341 étudiants sur 1063 en Sciences et Technologies (environ 32%), 398 sur 1353 en Sciences Economiques et de Gestion (environ 29%) et 47 sur 262 en Sciences Humaines et Sociales (environ 18%). Lille 1 est donc particulièrement attractive pour son offre de formation en Master 2 : 71% des étudiants en M2 n'étaient pas inscrits à Lille 1 en M1 (en M1, c'est le cas pour 38% d'entre eux)(Annexe 3.3).

## 1.2. Les principes directeurs de l'offre de formation

L'offre de formation à Lille 1 est construite suivant plusieurs principes directeurs.

L'orientation progressive poursuit un double objectif : asseoir le bagage pluridisciplinaire de l'étudiant et faciliter son orientation pour une meilleure réussite.

La professionnalisation en licence et en master vise à préparer les étudiants à une insertion professionnelle immédiate.

L'internationalisation de l'offre répond à l'ambition de Lille 1 d'être une Université internationale proposant une politique volontariste en la matière.

Le modèle de FTLV est progressivement développé dans l'offre de formation de l'Université, afin de garantir à tout individu, à tout âge, d'intégrer ou de réintégrer l'enseignement supérieur.

L'environnement de travail est une priorité de Lille 1. L'Université s'attache à améliorer les conditions de travail des étudiants en mettant au standard les plateformes utilisées et en favorisant les usages des TICE (Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement) et la production de ressources numériques dans la formation.

### 1.2.1. Le principe d'orientation progressive

A l'entrée en première année de licence à Lille 1, un étudiant s'inscrit dans un profil conduisant à une ou plusieurs mentions de licence. Ces profils sont conçus en fonction du type de baccalauréat et du projet de l'étudiant

qui pourra s'orienter progressivement. Dans un parcours, l'étudiant ayant achevé un semestre, peut choisir de suivre des UEs du semestre suivant, s'il n'est pas en « retard » au plus, d'un semestre. La diversité des profils, les UEs communes à certains profils et mentions et la flexibilité des parcours de formation proposés permettent une orientation progressive.

Pour les étudiants hors Lille 1 souhaitant intégrer un parcours de l'Université, deux cas se présentent : soit l'accès est de plein droit, soit il nécessite la mise en place d'une procédure de validation. Dans les deux cas, un aménagement (éventuel) du parcours souhaité peut être proposé par l'équipe pédagogique.

### i. Domaine des Sciences et Technologies

Le profil MIMP (Mathématiques, Informatique, Mécanique, Physique) prépare aux mentions Mathématiques (2 parcours), Informatique (2 parcours), Mécanique-Génie/Mécanique-Génie-Civil (3 parcours) et Physique (2 parcours), sans toutefois exclure certaines autres mentions.

Le profil PC (Physique Chimie) prépare principalement l'étudiant aux mentions Chimie (2 parcours), Physique (2 parcours), Physique-Chimie (2 parcours) et Sciences exactes (1 parcours).

Le profil SPI (Sciences Pour l'Ingénieur) prépare principalement l'étudiant aux mentions à orientation plus technologique : EEA (Électronique Électrotechnique Automatique) (3 parcours), Mécanique-Génie/Mécanique-Génie Civil (3 parcours) et Informatique (2 parcours).

Le profil MASS (Mathématiques Appliquées et Sciences Sociales) conduit à la licence MASS (1 parcours).

Le profil SVTE (Sciences de la Vie, de la Terre et de l'Environnement) permet aux mentions Biologie (4 parcours), Terre et Environnement (1 parcours), de partager le semestre 1 et aux mentions Biologie et Sciences naturelles (2 parcours) de partager la première année.

Le profil PEIP (Préparation aux Ecoles d'Ingénieurs Polytech) est proposé aux étudiants admis aux concours et sélectionnés par Polytech Lille. Ce profil sur deux ans a reçu cette année (2012-2013) respectivement 121 étudiants en SESI et 24 en SVT en première année, 90 et 18 étudiants en seconde année. Ces étudiants peuvent poursuivre dans toutes les licences STS.

Un parcours-type est mis en place et conseillé; toutefois, des UEs libres et d'ouverture sont proposées aux étudiants.

3 parcours spécifiques adaptés aux publics entrants sont proposés<sup>6</sup> :

- Le parcours renforcé, destiné aux étudiants préparant un concours, (30 étudiants en SESI et 30 en SVTE).
- Le parcours aménagé, pour les baccalauréats technologiques (30 étudiants en SESI et 30 en SVTE).
- Le parcours concours et recherche (20 étudiants en SESI) permettant aux étudiants d'approfondir des enseignements fondamentaux, en particulier en Physique.

2 labels qui accueillent chacun entre 25 et 30 étudiants, sont proposés aux étudiants de L3 depuis 2008 :

- Le Label International pour favoriser la mobilité, l'interculturalité et l'apprentissage des langues.
- Le Label Recherche, créé en 2008, pour attirer des étudiants vers la recherche.

### ii. Domaine des Sciences Economiques et de Gestion

Dans le domaine des Sciences Économiques et de Gestion, un profil unique composé des deux premiers semestres, prépare les étudiants aux 3 mentions de licence Sciences Économiques et de Gestion : Mention Economie appliquée (2 parcours), Mention Économie et Management (6 parcours), Mention Sciences du Management (4 parcours).

Une classe préparatoire fondée sur un partenariat fort et ancien avec le lycée Gaston Berger de Lille, intégrée dans la licence SEG, mention Économie Appliquée, parcours Économie et Sociétés, permet de donner aux étudiants un haut niveau technique et réflexif en alliant formation universitaire "classique" et techniques propres aux classes préparatoires dans les domaines de l'Économie, de la Gestion et des Sciences Sociales.

### iii. Domaine des Sciences Humaines et Sociales

En Sciences Humaines et Sociales, les deux mentions Sociologie-Ethnologie (3 parcours) et Géographie et Aménagement (3 parcours) partagent des unités en S1 favorisant ainsi le changement de mention lors de la première année. La mention Sciences de l'Éducation et Formation des Adultes (co-habilitée avec Lille 3) en S5 intègre des étudiants des trois domaines. Le recrutement pour le S4 n'a pas été satisfaisant. Il est arrêté en 2013 après une expérimentation de 3 ans.

<sup>6</sup> Point développé également dans la partie 4 de ce rapport, La réussite des étudiants, paragraphe 1.1.

### 1.2.2. La professionnalisation

Les DEUST et les licences professionnelles préparent à une insertion professionnelle immédiate. Les langues, l'informatique d'usage, le Projet Professionnel et Personnel, un stage ou un projet à vocation professionnelle sont obligatoires en licence. Les masters sont tous professionnalisants et proposent des stages de fin d'études (S4) et certains des stages en première année (S2).

Lille 1 a souhaité élargir, en harmonisation avec l'offre régionale, sa palette de licences professionnelles dans les trois domaines de formation pour les raisons suivantes :

- Apporter une réponse à la professionnalisation avec une insertion immédiate en licence, en permettant à des étudiants n'ayant pas le goût ou les aptitudes pour des études longues, d'accéder à un diplôme de niveau licence ;
- Offrir au bachelier s'inscrivant en licence à l'Université, un projet « licence professionnelle » et offrir une perspective d'insertion immédiate au niveau licence à des publics qui, de façon traditionnelle dans la région, s'orientent vers des filières technologiques (bacs technologiques puis BTS).

Dans cette perspective, un chargé de mission a été recruté début 2008 afin :

- D'assurer une veille sur les potentialités de création, développement ou transformation de l'offre de formation en licences professionnelles ;
- D'envisager les passerelles vers ces licences professionnelles ;
- D'étudier les potentialités de mise en place des différents modes d'alternance dans les formations et aider à leur développement ;
- De développer des liens avec les acteurs socio-économiques ;
- De proposer les ingénieries de formation et ingénieries pédagogiques nécessaires à ces développements.

Lille 1 compte 33 licences professionnelles aujourd'hui contre 19 en 2009. Les dispositifs liés à l'alternance (contrats de professionnalisation et apprentissage) ont été développés : 33 formations sont ouvertes en contrat de professionnalisation et 21 en contrat d'apprentissage. La majorité des formations accueillent des étudiants en formation continue.

Pass'Pro, le Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle de l'Université Lille 1, a pour principale mission d'accompagner les étudiants dans leur recherche de stage et d'emploi :

- En développant des actions à l'attention des étudiants autour des pratiques et outils du recrutement, de la valorisation des compétences et de la consolidation du projet professionnel : ateliers en petits groupes, conférences, rencontres avec des professionnels, accueil individualisé,...
- En réalisant l'ingénierie pédagogique de modules intégrés dans les formations, en concertation avec les équipes pédagogiques ;
- En mobilisant un réseau de partenaires internes (les correspondants dans les composantes, le nouveau Hubhouse) et externes (la Plate-forme Régionale Insertion Professionnelle du PRES Université Lille Nord de France, un réseau de professionnels de l'entreprise et du monde socio-économique, un réseau de consultants en ressources humaines, des structures régionales d'accompagnement à la création d'entreprises (Maison de l'Entrepreneuriat...) et l'APEC).

Pass'Pro organise aussi un dispositif de sensibilisation à l'esprit d'entreprendre et assure la « mission stages » par la collecte et la diffusion des offres de stage (et aussi d'emploi et d'alternance) et par la gestion administrative des conventions de stages (environ 4400 conventions de stages sont signées chaque année). Le HubHouse, ouvert depuis un an dans le cadre d'un réseau porté par le Conseil Régional et le PRES, a pour mission d'accompagner les étudiants ayant un projet de création d'entreprise.

### 1.2.3. L'internationalisation de l'offre

Lille 1 développe une politique ambitieuse de relations internationales, qui se traduit par plusieurs actions de délocalisations et créations de doubles diplômes. Un Label International a été créé pour favoriser la mobilité sortante. L'Université reçoit et envoie plusieurs centaines d'étudiants dans le cadre de conventions ou non. En 2012-2013, 509 étudiants de Lille 1 (niveau de diplôme Licence, Master, DUT, formation d'ingénieurs) étaient en mobilité. 3831 étudiants internationaux étaient inscrits à l'Université. Deux masters sont labellisés Erasmus Mundus. 11 masters et 1 licence sont proposés en langue anglaise. En 2012-2013, Lille 1 compte 3831 étudiants internationaux (19% de l'effectif total)<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Point développé également dans la partie 6 de ce rapport, Les relations européennes et internationales, paragraphe 1.3.

### 1.2.4. De la Formation Continue à la Formation Tout Au Long de la Vie

L'Université Lille 1, forte de son expérience en Formation Initiale (FI), en Formation Continue (FC) et dans l'accompagnement des étudiants, a progressivement intégré le modèle de la Formation Tout au Long de la Vie, mettant en synergie la FI et la FC.

La politique de formation continue de l'Université est validée par le CA, après avis du CEVU. Le service commun en charge de son développement, le SUDES (Service Universitaire de Développement Economique et Social) (<http://www.univ-lille1.fr/sudes/>), n'assure pas d'activités d'enseignement. Celles-ci sont prises en charge par les différentes composantes de l'Université. En revanche, le SUDES assure l'harmonisation de l'activité Formation Continue de l'Université Lille 1; la coordination de la négociation des conventions avec l'État, la Région, les collectivités territoriales, les branches professionnelles, et les entreprises; la cohérence et la complémentarité des activités d'accueil, d'information et d'orientation et des relations avec l'extérieur pour tout ce qui relève de la formation continue; la définition des règles communes de fonctionnement comprenant notamment la gestion des contrats, la politique de tarification, la gestion et la rémunération des personnels ou des intervenants en FC. Le service commun de formation continue est donc un service au service de toutes les autres composantes.

Dans le contrat 2006-2009, l'objectif affiché était de franchir une étape vers la FTLV, via la construction d'un dispositif global offrant à toute personne, jeune ou moins jeune, un accès à l'Université à tout moment de sa trajectoire personnelle et professionnelle, en lui garantissant la validation de ce qu'elle aura appris en dehors de l'Université dans d'autres dispositifs de formation en France et à l'étranger, en formation initiale et continue, par son expérience professionnelle, dans des activités bénévoles,... Pour accompagner ce modèle basé sur la notion de parcours, l'implication et la mobilisation de tout l'établissement, personnels enseignants et personnels administratifs, était nécessaire. De même, le dispositif d'accueil et d'accompagnement spécifique des publics engagés dans la vie professionnelle devait se transformer pour prendre en compte les nouvelles demandes adressées au SUDES.

Le contrat 2010-2013 s'inscrivait dans la poursuite du contrat précédent et fixait 2 objectifs principaux :

- Poursuivre la politique ambitieuse développée selon une logique de parcours personnel continu tout au long de la vie ;
- Créer un centre de ressources en gestion de carrières.

#### i. La logique de parcours

Il s'agit d'une part de poursuivre le travail de création de modules (sous-ensembles de diplôme), permettant l'acquisition de compétences à valider par des crédits et ouverts en cours d'année; d'autre part, de mettre en place une offre de formations courtes mobilisables dans le cadre du DIF (Droit Individuel à la Formation). Une soixantaine de modules sont actuellement proposés par différentes composantes.

Ce travail a notamment été mis en œuvre grâce à la signature d'une convention avec Pôle Emploi, dont l'objectif était de travailler sur l'évolution des emplois et des compétences et de mettre en place une réponse formation adaptée aux besoins des demandeurs et correspondant à des emplois repérés.

Les pôles de développement économique sont accompagnés par la mise en place de méthode prospective d'analyse de l'évolution des emplois et celle de formation spécifique pour anticiper l'évolution de ces emplois.

Le développement de l'alternance, en particulier des contrats de professionnalisation a nécessité l'aménagement des formations. 72 formations sont aménagées pour ces contrats.

Lille 1 a renforcé l'accompagnement des entreprises et organisations dans la mise en œuvre de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) pour la montée en qualification des personnels (GPEC,...). L'Université a aussi développé un partenariat avec plusieurs entreprises et organisations (Crédit Mutuel, Groupe Accord, La Redoute, ANAFOC, MFR,...) par l'instauration de sessions d'accompagnement collectif et l'aménagement de cursus de formation pour une gestion individualisée des parcours de formation prenant en compte les acquis de l'expérience.

Dans l'objectif de réduire la durée des parcours pour des jeunes proches du niveau du baccalauréat, l'Université a créé des actions qualifiantes à l'IUT pour certains stagiaires, en parallèle avec le DAEU. Les 7 départements de l'IUT participent à ces actions.

Le PCIE (Passeport Européen de Compétences Informatiques) a été institué dans le cadre de la préparation au C2I adulte et pour les demandeurs d'emplois.

#### ii. La création d'un centre de ressources en gestion de carrières

Durant ce contrat, Lille 1 a renforcé les activités d'accueil, d'information, de conseil, d'accompagnement, d'aide à la gestion de parcours professionnels et personnels et mis en place des prestations spécifiques pour les demandeurs d'emploi de longue durée, seniors, emploi d'avenir... Elle a aussi expérimenté le Portefeuille d'Expériences et de Compétences) sur un public « adulte ». Un travail sur les évolutions de l'outil pour servir dans le cadre d'une gestion de carrières est en cours. Il est conduit avec les autres universités de la région.

Dans le cadre de la sécurisation des parcours professionnels, l'ensemble de la filière métiers de la formation a été aménagé pour répondre aux besoins d'obtention d'un master pour les formateurs de la région Nord-Pas de Calais. Il s'agit de mettre en œuvre le modèle suivant :

- Co-construire, co-élaborer et co-piloter le projet de formation entre l'organisme de Formation et l'Université ;
- S'inscrire dans la logique de la FTLV et s'appuyer sur la VAE pour rationaliser et diversifier les parcours d'accès à la certification universitaire ;
- Individualiser le parcours de professionnalisation et accompagner individuellement et collectivement ces parcours ;
- Articuler Formation Initiale et Formation Permanente ;
- Puiser dans l'offre de formation existante au sein des filières de sciences de l'éducation de l'Université ;
- (et) Valoriser les actions de formation suivies par les personnes au sein de leur organisme ou via le catalogue régional de la mission APAF du C2RP (formations déjà suivies ou à venir) ;
- Associer les différents partenaires (politiques, économiques et sociaux) à la mise en œuvre du dispositif au profit : de la capitalisation des expérimentations et démarches initiées par les personnes ; et de la constitution d'un réseau d'acteurs de la professionnalisation (qui pourraient en outre intervenir dans nos filières plus « classiques ») ;
- Mettre à disposition une plateforme de ressources formatives mais aussi d'échanges et de collaboration dédiés au dispositif de professionnalisation ;
- Hormis les situations de VAE totale, dimensionner le parcours de professionnalisation en fonction des acquis de l'expérience et du projet, parcours qui sera contractualisé sur un temps défini ;
- Faciliter l'entrée en formation : sécuriser les parcours et recourir, dans certains cas, aux différents contrats possibles, tel le contrat de génération, pour favoriser le remplacement des formateurs engagés dans la professionnalisation et leur dégager du temps pour la formation ;
- Associer, au dialogue social sur l'évolution des compétences, les partenaires sociaux des organismes impliqués ;
- S'inscrire dans une démarche de recherche ;
- Mettre en place le volet formation de l'IFMAS (depuis avril 2013).

### 1.2.5. L'environnement de travail

#### i. Les Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement

Les TICE se déclinent en quatre grands ensembles d'applications interdépendantes. La plate-forme Moodle Lille 1 concerne les enseignements formels en lien avec le catalogue de formations Lille 1. Les réseaux sociaux hébergés à Lille 1, Blogs Lille1 et Mahara, sont mobilisés dans des contextes informels. La web tv, Lille1.tv, héberge l'ensemble de la production vidéo de Lille 1. La plateforme de ballado-diffusion, Lille1.pod, autorise les personnels et étudiants authentifiés à déposer des créations vidéos.

L'ensemble de ces moyens constitue un bouquet de services numériques nécessitant une appropriation de la part des usagers. La formation TIC s'articule donc en deux thématiques que sont la formation technique et la formation aux usages. Les formations sont planifiées via un catalogue de formations standard, en fonction des évolutions de l'offre de services et des moments universitaires.

Les formations TIC, en fonction des personnels, concerne l'usage de la vidéo, la prise en main de Moodle Lille1, la création d'activités pédagogiques dans Moodle Lille1, les techniques d'animation d'un cours à l'aide du numérique, les techniques d'évaluation ou encore l'usage des réseaux sociaux. Concernant les personnels enseignants, les formations TIC interviennent toute l'année mais avec des moments plus marqués en début d'année et en cours d'année pour accueillir les nouveaux enseignants. Un enseignant est formé à créer son espace de cours, à l'administrer techniquement et à mettre en place des activités pédagogiques. Le cas échéant, un enseignant peut s'appuyer sur les compétences d'un référent, d'un secrétariat pédagogique ou bien d'un administrateur des différents services numériques. Concernant les étudiants, la phase d'accueil prend en compte la familiarisation avec les services numériques disponible à Lille 1. A l'issue de ces formations, un étudiant est ainsi en mesure d'accéder à l'ensemble des services numériques. En continu sur l'année et pour l'ensemble des acteurs de Lille 1, une hotline est mise en place pour répondre à des demandes et interrogations complémentaires.

L'effort pour la production des ressources pédagogiques numériques, inscrit dans les missions du SEMM (Service Enseignement et Multimédia) (<http://semm.univ-lille1.fr/>), a été une constante de la politique TIC de l'Université. L'implication de Lille1 est locale avec des appels d'offres internes soutenant des projets de mise en ligne de contenus numériques ; nationale et internationale avec une participation très active dans les UNT UNISCIEL, UNIT et UVED. L'Université Lille1 a obtenu en 2012, deux prix au festival du film universitaire pédagogique. Depuis la rentrée 2008-2009, la plate-forme MOODLE est officiellement l'unique plate-forme utilisée. Elle fait partie de l'ENT de l'établissement. Le nombre d'espaces de cours actifs est de 1040. Chaque espace de cours contient 37 ressources et activités pédagogiques. Les enseignants ont un accès centralisé grâce à une pédagogothèque Lille1 capitalisant 30 000 ressources de toutes les UNT.

Des centres de ressources multimédia sont à la disposition des étudiants. Neuf salles équipées peuvent accueillir les étudiants inscrits à Lille 1. Un moniteur est continuellement présent pour aider les utilisateurs. Chaque salle dispose de l'ensemble des productions pédagogiques (cours en ligne, cours multimédia avec simulations, banques d'exercices avec aide progressive et corrections, banque de tests d'évaluation, des logiciels de préparation aux TP, des ressources électroniques de la Bibliothèque Universitaire (SCD)...).

Lille 1 dispose de Centres de ressources en langues et d'une plateforme préparant à la certification au C2I. L'enseignement des TICE est obligatoire en Licence, l'objectif étant de certifier tous les étudiants de licence. 12 salles multimédias sont utilisées pour l'enseignement des langues. Lille 1 dispose de deux centres de ressources à accès libre.

## ii. La politique de rénovation et d'innovation pédagogique

Une nouvelle politique de répartition des crédits de rénovation et d'innovation pédagogique a été mise en œuvre ; il s'agit d'une politique de projet et non plus de redistribution automatique et récurrente. Le choix et le financement des projets présentés par les composantes s'effectuent à l'issue d'appels d'offres. Il est demandé aux composantes de justifier ces projets sur le plan pédagogique et sur le plan financier et aussi de les classer par ordre de priorité et d'indiquer leurs fonds propres. Cette politique permet le soutien de projets importants dans un cadre pluriannuel. Ainsi, environ 2.500.000 euros ont été utilisés de 2008 - 2013.

### 1.3. L'évaluation et le pilotage

#### 1.3.1. Les évaluations de l'OFIP

Les évaluations sont confiées à l'OFIP (Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle) (<http://ofip.univ-lille1.fr/>) (Annexe 3.4) dont les activités consistent à :

- Analyser l'insertion professionnelle des diplômés de Lille 1 ;
- Décrire les caractéristiques scolaires et sociodémographiques des étudiants de Lille 1 ;
- Organiser l'évaluation des enseignements et diffuser les synthèses auprès des responsables de formation ;
- Étudier les cursus des étudiants de Lille 1 (suivi de parcours en licence, master) ;
- Réaliser des études à caractère ponctuel sur les conditions de vie des étudiants de Lille 1 ;
- Mener des études prospectives concernant les étudiants de Lille 1 par niveau et par filière ;
- Participer aux études et à la réflexion menée au niveau régional et national ;
- Fournir des indicateurs nécessaires aux instances décisionnelles de l'Université (équipe de direction, CA, CEVU, Composantes et Directeurs d'études de formation).

#### i. Les enquêtes d'insertion professionnelle

Les enquêtes d'insertion professionnelle sont réalisées tous les ans depuis 20 ans. Elles couvrent l'ensemble des diplômes (licence professionnelle, master, doctorat, DUT...) et se sont adaptées aux aspects méthodologiques voulues par l'enquête nationale de la DGESIP (tronc commun de variables, date d'interrogation). Les taux de réponse aux enquêtes d'insertion professionnelle sont généralement élevés. En décembre 2012, pour la promotion 2010, le taux de réponse est de 80% pour les diplômés de DUT, 88% pour les diplômés de licence professionnelle, 88% pour les diplômés de master et 57% pour les doctorants (Annexe 3.5).

#### ii. Les études des parcours des étudiants

Les études des parcours des étudiants concernent :

- La cohorte LMD : cette étude ambitieuse démarrée en septembre 2004 lorsque Lille 1 a adopté le système LMD, a pu atteindre ses objectifs à savoir suivre toute la cohorte de bacheliers 2004 entrés en 1<sup>ère</sup> année de licence en septembre 2004 pendant 7 années (avec un taux de connaissance de leur situation de 80% au bout des 7 ans), afin de constater chaque année la progression dans leur parcours (en interne à Lille 1 et en externe) et décrire quel diplôme de l'enseignement supérieur ces bacheliers ont finalement obtenu.
- Un suivi des doctorants entrant en 1<sup>ère</sup> année de thèse a également été fait pendant 3 ans, montrant les conditions d'études et d'accueil dans les laboratoires mais aussi les sortants.
- Compte tenu du poids des étudiants internationaux à Lille 1 (20%), plusieurs enquêtes se sont intéressées à eux, aussi bien sur la réussite (notamment les étudiants qui ne font pas partie des programmes institutionnels) que sur les conditions d'études ainsi que l'analyse de l'évolution des flux d'étudiants au sein de Lille 1.
- L'Université Lille 1 ayant une forte activité de formation continue, quelques études ont été spécifiquement mises en place concernant les Validation des Acquis Professionnels (VAP) et les VAE ainsi que l'exploitation des enquêtes d'insertion pour les diplômés de master et licence professionnelle en formation continue.

- Sur les conditions de vie et d'études, les enquêtes ont porté principalement sur la façon dont les étudiants s'informent, travaillent et se documentent sur le campus.

### iii. L'évaluation des enseignements et des formations

L'évaluation des enseignements réalisée par les étudiants, se fait chaque année sur un niveau d'études et s'intéresse, matière par matière, à différents critères concernant les cours, TD et TP ainsi qu'à des questions plus générales (organisation des examens, accès aux secrétariats...). A côté de ces évaluations de niveau, des évaluations par champ disciplinaire sont réalisées, permettant de mieux adapter le vocabulaire des questions aux spécificités disciplinaires et d'interroger sur des activités pédagogiques autres que les enseignements (mémoires, projets, cycle de conférences...). Enfin les années de préparation de contrat, l'évaluation est davantage axée sur la construction des parcours, ainsi que l'évaluation de certains parcours spécifiques (parcours renforcé, PEIP...).

### iv. Les tableaux de bord et les tâches statistiques

L'OFIP réalise chaque année le tableau de bord de l'Université au 15 janvier, qui fournit toutes les statistiques nécessaires sur la population étudiante, ses caractéristiques et la répartition des inscriptions. Il assure également l'information statistique ponctuelle demandée à tout moment de l'année par la direction de l'Université ou d'autres acteurs universitaires. Cette année, le service a notamment fourni plus de 400 fiches pour l'évaluation des dossiers AERES et tous les documents permettant une évaluation des formations.

#### 1.3.2. Le pilotage

##### i. Le pilotage stratégique

La préparation des maquettes de formations pour le contrat en cours, est le fruit d'un travail collectif au sein de groupes constitués des responsables de formation et des directeurs de composantes, encadrés par le Vice-Président en charge de la FTLV et mobilisant l'ensemble des services, des composantes et des équipes pédagogiques. Tous les services touchant aux formations ont été associés.

La construction des maquettes tient compte des évaluations réalisées par l'établissement. Ainsi, l'OFIP a établi à partir des évaluations réalisées ces dernières années, un bilan de toutes les formations. Un chargé de mission auprès du Vice-Président FTLV, a réalisé une étude sur la mise en œuvre du LMD à Lille 1. Les autres services le SUP, le SUDES le SUAIO-IP(BAIP) et le SEMM ont participé, chacun selon ses compétences, à l'élaboration du cadrage de l'offre de formation et aux différentes réunions avec les directeurs des études et de composantes, instituts, et écoles pour l'élaboration des maquettes : le SUP pour l'innovation pédagogique, l'enseignement des TICE et les langues et l'enseignement des TEC (Techniques d'Expression et de Communication) ; le SUDES pour la formation Tout au Long de La Vie et l'approche compétence; le SUAIO-IP(BAIP) pour les métiers, le 3PPE (projet professionnel et personnel de l'étudiant) et l'orientation ; le SEMM pour l'utilisation et les enseignements à distance.

Le travail ainsi réalisé a conduit à un cadrage et des maquettes de type licence et master, qui ont été discutées et votées par les conseils. Les critères pris en compte dans l'élaboration de l'offre de formation sont l'insertion professionnelle, la réussite des étudiants, les publics en entrée et les potentiels et compétences de l'établissement. La richesse de l'offre de formation est due à la volonté délibérée de Lille 1 de répondre à la diversité des publics. L'évaluation interne des maquettes a été réalisée (deux rapporteurs par maquette, coordonnés par un responsable par domaine), et a mis en avant des améliorations souhaitables. Toutes n'ont pas pu être intégrées, compte tenu des délais très courts imposés initialement, mais l'ont été à la rentrée 2010.

##### ii. Le pilotage opérationnel

Les formations sont gérées au niveau des composantes. Sept services communs assurent l'aide au pilotage des formations, l'accueil, l'information, l'accompagnement et l'insertion professionnelle des étudiants et la pédagogie :

- Le BAIP (<http://pass-pro.univ-lille1.fr/>) (Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle) accompagne les étudiants dans leur recherche de stage et d'emploi.
- L'OFIP (<http://ofip.univ-lille1.fr/>) (Observatoire des Formations et de l'Insertion professionnelle) évalue les formations, les enseignements, l'insertion professionnelle, la vie étudiante,...
- Le SCFM (Service commun de Formation des Maîtres) gère les relations avec l'IUFM, et les modules de préprofessionnalisation et préparations aux concours des métiers de l'enseignement.
- Le SEMM (<http://semm.univ-lille1.fr/>) (Service Enseignement et Multimédia) aide à la production et gère les ressources et les salles de ressources.
- Le SUAIO (<http://suaio.univ-lille1.fr/>) (Service Universitaire Accueil, Information, Orientation, Insertion Professionnelle) fournit des informations sur l'insertion professionnelle des diplômés, les cursus des étudiants, la réussite, les conditions de vie et d'études, préparer à l'insertion professionnelle,...

- Le SUDES (<http://www.univ-lille1.fr/sudes/>) (Service Universitaire de Développement Économique et Social) gère la formation continue.
- Le SUP (<http://sup.univ-lille1.fr/>) (Service Universitaire de Pédagogie) assure les formations en langues vivantes pour non spécialistes, le Français Langue Étrangère (FLE), les certifications (C2I, CLES,...), les Techniques d'Expression et de Communication (TEC), gère les Centres de ressources en Langues (CRL),.... Un département CAPE (Centre d'Aide aux Pratiques Pédagogiques), chargé de l'innovation pédagogique et de l'aide aux pratiques enseignantes, est en activité depuis un an au SUP (Annexe 3.6).

Les Commissions Pédagogiques Paritaires (CPP) sont constituées pour tous les parcours de licence et se réunissent une fois par semestre. Un Conseil de Perfectionnement (CP) par diplôme de formation professionnalisante est constitué pour une majorité des formations. Il se réunit une fois par an. Les comptes-rendus des CPP et CP sont exploités au niveau des équipes pédagogiques.

Deux documents, en plus du calendrier de l'année (Annexe 3.7), l'un intitulé « Règlement des études » (Annexe 3.8) et l'autre « Règlement des examens » (Annexe 3.9) sont discutés chaque année en CEVU avant validation par le CA et envoi aux personnels et étudiants. Le règlement des études concerne essentiellement : le pilotage et l'organisation pédagogique des parcours de formation Licence et Master ; on y précise notamment le rôle des différents acteurs pédagogiques : responsable d'UE, directeur des études, jury et président de jury, commission et président de la validation des études,... ; les modalités de validation des parcours ; les conditions d'accès à différentes étapes d'un parcours ; les dispositions relatives à la progression dans les parcours. Le règlement des examens régit le comportement des étudiants pendant les examens. Les évaluations sont organisées par le service des examens qui vérifie la conformité au règlement. Ce règlement traite l'organisation, le déroulement, le comportement des étudiants pendant l'évaluation et les conditions d'évaluation. Le cadre proposé prend en compte les dispositions réglementaires fixées par des arrêtés et les dispositions spécifiques validées par l'Établissement. Les règlements proposés dans ces documents et mis à jour chaque année ne peuvent couvrir l'intégralité des multiples situations. Les cas particuliers sont traités au niveau de la Vice-Présidence. Dans tous les cas, les demandes d'octroi de dérogations sont adressées au Vice-Président chargé de la Formation. Le calendrier fixant les dates de rentrée, les périodes des vacances et celles des examens est voté en CEVU.

Tous les rapports d'évaluation de l'OFIP, présentés au CEVU, sont envoyés au Vice-président avant mise en ligne. Il est demandé aux directeurs des études d'exploiter les résultats des évaluations et de proposer des améliorations. Toutes les modifications de maquette sont soumises au CEVU et au CA. Les données issues des évaluations sont bien exploitées pour l'élaboration de l'offre de formation dans le cadre du contrat. Les responsables des services communs, OFIP, SEMM, SUAIO, SUDES, et SUP participent à l'élaboration de l'offre de formations dans le cadre du contrat depuis 2008 (contrat 2010-2013 et suivant). Certains participent aux rencontres avec les directeurs de composante pour discuter de chaque formation dont il a la charge. Des résumés par formation sont envoyés aux directeurs d'études et directeurs de composantes.

## 1.4. La formation dans son environnement

### 1.4.1. Les partenariats socio-économiques au service de la formation

Durant ce contrat, l'Université s'est engagée dans de nombreux partenariats, dont certains ont valeur d'exemples. Le rôle moteur de Lille 1 en matière de VAE est reconnu tant sur le plan régional que national. L'Université est porteuse de nombreuses conventions réunissant les 6 certificateurs publics de la région et assure l'animation du groupe.

Actuellement, Lille 1 accompagne de nombreuses entreprises dans l'intégration de la VAE dans leur politique « ressources humaines » (CMH, LEROY MERLIN, Orange, Crédit Mutuel, la Redoute, FINAREF,...). Il s'agit de prestations sur mesure qui vont du diagnostic RH, en passant par la mise en œuvre d'un dispositif spécifique et qui inclut des actions de formation des managers ainsi que la création d'outils de transfert en direction d'entreprises similaires.

Lille 1 est sollicitée par les entreprises pour sa capacité de modélisation, de méthodes d'approche et d'accompagnement dans la mise en œuvre de dispositifs collectifs.

L'Université travaille avec OPCALIA en matière de détection de l'illettrisme dans les PME-PMI. Cette action a été initiée avec la généralisation de l'entretien annuel d'évaluation.

Des conventions plus spécifiques ont amené Lille 1 à travailler en partenariat avec des entreprises comme le Crédit Mutuel Nord Europe et le Crédit Agricole. Elles associent ingénierie, formation et validation. C'est ainsi qu'a été construit le Master « Banque - finances » proposé aux personnels du Crédit Mutuel et du Crédit Agricole. Ce dispositif intègre la formation en centre et en entreprise ainsi que la VAE.

L'Université Lille 1 est un membre actif du réseau européen des services de formation continue (EUCEN). La présidence de ce réseau a été assurée par un enseignant-chercheur de Lille 1 jusqu'en 2012. A ce titre, l'établissement participe à de nombreux programmes notamment ceux qui sont relatifs à la mise en place de la FTLV. C'est ainsi qu'après le projet Beflex Lille 1 fait partie de Beflex +, qui poursuit trois objectifs principaux : mettre à jour les développements de la FTLV en Europe à la suite de Beflex ; promouvoir le développement de la

stratégie et de la pratique de la FTLV avec les instruments de Bologne ; appuyer les universités pour l'implémentation de stratégies régionales de la FTLV. De même, Lille 1 travaille en partenariat avec de nombreuses universités européennes dans le domaine de la validation des acquis et de la certification (le projet OBSERVAL par exemple).

Plusieurs partenariats relatifs à l'accompagnement des tuteurs en entreprises sont en cours et avec OPCALIA en matière de détection de l'illettrisme dans les PME-PMI. Cette action a été initiée avec la généralisation de l'entretien annuel d'évaluation.

#### *1.4.2. La politique d'offre de formation commune avec les établissements partenaires*

L'Université Lille 1 participe activement à la commission FTLV du PRES ULNF (Annexe 1.4).

Le cadrage des formations du contrat 2010-2013 demandait une construction des masters en co-habilitation ou en coopération avec les universités et écoles de la région. Ainsi, 35 spécialités de master sont co-habilitées avec un ou plusieurs de ces 13 établissements : Lille 2, Lille 3, l'Artois, le Littoral, Valenciennes, Centrale Lille, ENSCL, ENSAM, Mines de Douai, Ecole d'Architecture de Lille, ENS pétrole et moteurs (Paris). Une mention de master est commune à 5 universités régionales (Nutrition, Sciences des Aliments et Agroalimentaire).

Une licence de psychologie est co-habillée avec Lille 3. Certaines licences professionnelles sont construites en partenariat avec 7 lycées : Gaston Berger de Lille (AGEFI), Montebello de Lille (PME européennes sur le marché international), Wingles (Métiers de l'entrepreneuriat et développement PME), Jean Prouvé de Lomme et Institut de Genech (aménagement territorial durable et géomatique), Beaupré d'Haubourdin (Industrialisation et valorisation des matériaux polymères), Lycée Behal de Lens (Inspection contrôle et maintenance préventive des installations industrielles), Lycée Industriel et Commercial privé de Tourcoing (Techniques d'emballage). La licence Banque Finance est co-habillée avec Brest, Strasbourg et Paris 10.

En matière de formation continue, la coopération entre les 6 universités de la région est régulière. De nombreux dispositifs sont proposés de manière coordonnée sur l'ensemble du territoire notamment dans le domaine de l'orientation et de la VAE, du DAEU. Les demandes de financement en direction de la région sont coordonnées.

En ce qui concerne la coopération avec les autres universités lilloises, ce contrat a vu de nombreux rapprochements avec l'Université de Lille 3 en matière de langues notamment. Lille 1 accompagne également Lille 3 dans la mise en place d'un dispositif d'accueil des personnes engagées dans la vie professionnelle. Lille 1 et Lille 2 instaurent une plateforme commune de professionnalisation. Les 3 universités ont mis en place une formation à la préparation aux concours d'entrée à l'IUFM qui s'appuie sur les compétences respectives des uns et des autres.

#### *1.4.3. L'information et la communication*

L'information et la communication commencent avec les visites des lycées dans le cadre des Relations Lycées Universités. Chaque année, un guide de l'Université est distribué aux étudiants. La prérentrée leur permet de découvrir les infrastructures de l'Université.

Le site internet de Lille 1 présente toutes les formations de l'établissement. Ces formations sont aussi accessibles sur le site régional des formations et sur les sites des composantes. Une brochure « Etudier à Lille 1 » donne toutes les informations nécessaires à un meilleur choix de formation.

Des campagnes de communication par affichage ou par voix de presse sont organisées chaque année.

Lille 1 participe à différents salons et organise des journées portes ouvertes.

En direction des entreprises et des organisations, une communication spécifique est mise en place par le SUDES, elle vient compléter celle qui est prise en charge par Lille 1 et les composantes dans le domaine. Une documentation spécifique concernant les formations diplômantes, les formations courtes, les dispositifs d'accueil et d'accompagnement, est envoyée dans la plupart des entreprises de la région. Elle s'ajoute à l'intervention directe des conseillers en formation du SUDES dans les entreprises. Une documentation spécifique existe également en direction du public Formation Continue. Elle couvre non seulement l'offre de formation mais aussi une information sur les différents dispositifs législatifs existants (CIF, plan de formation, DIF, Contrat de professionnalisation,...). Un site internet spécifique au SUDES complète cette communication. Le SUDES organise également régulièrement des petits déjeuners thématiques, qui outre les entreprises, sont également destinés aux informateurs du public (FONGECIF, Pôle Emploi, Missions locales, CIO...). Le SUDES participe à de nombreux salons et forums. Chaque année une journée « portes ouvertes » est organisée pour les publics FC.

## **2. Autoévaluation avec analyse SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19**

Lille 1 propose une offre de formation pluridisciplinaire, diversifiée, couvrant tous les niveaux d'étude et offrant toutes les modalités pédagogiques. Cette offre s'inscrit dans le dispositif de l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur et intègre le modèle de la Formation Tout Au Long de La Vie. La qualité de sa formation continue, les excellents résultats en matière d'insertion professionnelle, la politique d'accompagnement des

étudiants en font une université reconnue. Pour autant, l'autoévaluation de type SWOT (Annexe 3.10) témoigne de nouveaux défis à relever dans le cadre du prochain contrat.

Lille 1 doit s'engager dans l'affirmation et l'implantation d'un modèle de FTLV, processus original mettant en synergie la Formation Initiale et la Formation Continue, avec un adossement affirmé à la recherche. Ce modèle a pour objectif de proposer à toute personne un accès à l'Université à tout moment de sa trajectoire personnelle et professionnelle et en lui garantissant la prise en compte de son bagage personnel et professionnel. Démarche portée par les établissements du PRES, cette approche sera également développée au niveau métropolitain par les partenaires de l'Université de Lille.

L'offre de formation de Lille 1 est riche et très diversifiée mais manque de lisibilité envers les étudiants, les futurs étudiants et les employeurs, ce qui nuit à son attractivité. Il s'agira, pour 2015-2019, de renforcer sa cohérence et sa lisibilité en l'articulant mieux avec les offres de formation des partenaires au niveau métropolitain et régional. Ainsi, la rénovation de l'offre de licence sera poursuivie (dimension professionnelle renforcée, apprentissage des langues et initiation à l'informatique obligatoires, insertion professionnelle améliorée) et les possibilités de passerelles proposées dans le cadre de l'Université de Lille, systématisées. La formation des enseignants, désormais dans le cadre de l'ESPé, ne constitue pas un obstacle à l'implication de Lille 1 dans la formation aux métiers de l'enseignement.

Lille 1 s'engage également à accompagner les publics dans leurs diversités. Le SUDES et le SUAIO seront alors étoffés, tandis qu'un centre de ressources en gestion de carrière sera mis en place. L'Université est reconnue pour la qualité de l'insertion professionnelle de ses étudiants, fruits de toute une palette de dispositifs d'accompagnement, qui seront renforcés (dispositif d'aide aux étudiants dans leur recherche de stage et d'emploi, mise en œuvre d'un site de professionnalisation commun à Lille 2 et Lille 3, activités du BAIP étoffées dans le cadre du PRES, actions du Hubhouse poursuivies). L'accueil et le suivi personnalisé en particulier en début de parcours (licence) de manière à proposer des pédagogies différenciées répondant aux projets de différents publics accueillis et à améliorer les dispositifs de repérage et d'accompagnement des étudiants en difficulté (tutorat, parcours différenciés) sera conforté.

L'ouverture à l'international de l'offre de formation sera confortée. La mobilité sortante est encouragée par différentes sources de financement, le développement des langues, le processus de certification, le label international. Un effort particulier portera sur la qualité des dispositifs d'accueil des étudiants étrangers.

Lille 1 privilégiera la synergie avec la recherche (en master mais aussi en licence), gage d'un enseignement supérieur de qualité. Des actions seront poursuivies en collaboration avec les laboratoires et les organismes de recherche.

Lille 1 dispose avec l'OFIP d'un dispositif riche, reconnu et efficace d'évaluation de son offre de formation. Les évaluations assurées par l'OFIP doivent devenir des outils de pilotage pédagogique. Le pilotage de la formation sera décliné par différents niveaux du plus proche de l'étudiant au pilotage central. Le CAPE travaillera davantage avec le SEMM pour mieux former les enseignants aux usages du numérique.

## IV. La réussite des étudiants

Afin de situer le propos, il est important de donner quelques repères<sup>8</sup> en matière d'offre de formation et de population étudiante en région Nord-Pas de Calais. L'offre de formation de la région se caractérise par un poids des bacs+2 supérieur à la moyenne française (16,7% contre 15,4%), une part importante de formations paramédicales et sociales s'élevant à 7,2% (France 6,6%), un poids important d'écoles d'ingénieurs publiques et privées (4<sup>ème</sup> rang national), une FULP (Université Catholique de Lille) qui représente 13% de la population étudiante régionale (en 2009). La part d'étudiants dont les parents sont ouvriers est de 13%<sup>9</sup> à Lille 1 (France 10,4%), le taux de chômage régional est de 3,5 points plus élevé que la moyenne nationale (13,2%, France 9,7%), le taux de boursiers sur critères sociaux dans la région est de 30,7% (France 25,1%).

Dans ce contexte, les orientations et les modalités de la politique d'accompagnement des étudiants en particulier en licence depuis 2008, début de certaines expérimentations et depuis 2010, début du nouveau contrat, ont clairement établi des priorités sur les Relations Lycées-Université et le continuum Lycée-Université, sur l'accompagnement différencié des publics dont les plus fragiles, sur l'acquisition des compétences additionnelles et transversales et sur l'accompagnement vers l'insertion professionnelle. L'objectif affiché dans le précédent contrat était de poursuivre et d'intensifier la politique d'aide à la réussite des étudiants, dans toutes ses dimensions académique, professionnelle et citoyenne.

En terme de réussite en licence, Lille 1 se place parmi les cinq universités dont le taux de passage des étudiants de L1 en L2 ou niveau équivalent (à Lille 1 ou hors Lille 1) est le plus élevé (54,2% des nouveaux bacheliers inscrits en L1 en 2010-2011 sont passés en L2 l'année suivante<sup>10</sup>). Le taux de réussite en licence en trois ans n'est

<sup>8</sup> Les données régionales et comparaisons françaises sont issues de STRATER Nord-Pas De Calais 2012.

<sup>9</sup> Source : OFIP, *Tableau de bord 2012/2013, Les étudiants de l'Université Lille 1*, Effectif au 15 janvier 2013.

<sup>10</sup> Source : MESR-DGESIP-DGRI-SIES.

pas un indicateur pertinent dans la mesure où un certain nombre d'étudiants quitte l'Université en 1<sup>ère</sup> année (voir l'étude LMD -2006 de l'OFIP) mais également en 2<sup>ème</sup> année (parcours spécifiques) pour aller par exemple en écoles d'ingénieurs et que l'Université accueille en L2 et L3 d'autres publics. En revanche, il est intéressant de constater que les taux de réussite en semestre 5 et 6 s'améliorent régulièrement (respectivement 74% et 75% en 2008-2009, 76% et 79% en 2009-2010, 77% et 77% en 2010-2011, 80% et 80% en 2011-2012<sup>11</sup>).

## 1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée

### 1.1. Les parcours des étudiants : de l'orientation à l'insertion professionnelle

#### 1.1.1. *Le développement des actions Lycées-Université : mieux connaître les lycéens et mieux faire connaître l'Université et ses débouchés*

L'Université Lille 1 développe une politique active d'information, d'aide à l'orientation des lycéens, de sensibilisation aux sciences et d'accompagnement du lycéen vers l'Université à travers la mission Relations Lycées/Université et la mission du SUAIO. Ces activités sont présentées dans le livret « Les rendez-vous Lille 1 » édité chaque année. Depuis 2010, des stages d'une semaine en sciences (en Mathématiques, en Chimie, en Physique, en IEEA) sont proposés à des élèves de classe de seconde, en juin. Entre 2010 et 2012, ces stages ont permis d'accueillir 218 lycéens.

Le projet « Demain l'Université », lauréat de l'appel à projets « Expérimentation pour les jeunes » lancé en juin 2009, a été mis en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010 (Annexe 4.1). Piloté par les trois universités lilloises - Lille 1, Lille 2, Lille 3 -, il a pour objectif de renforcer le dispositif d'orientation active conçu comme un processus englobant les trois années déterminantes que sont les classes de première, de terminale et la première année de licence. Des conventions de partenariat ont été établies entre 16 lycées de la métropole et les trois universités. Le programme s'intègre ainsi dans les parcours Découvertes des Formations et des Métiers des lycées et a pour objectif d'accompagner le lycéen dans sa réflexion sur son projet de poursuite d'études à l'université. Plus de 8500 lycéens de classe de première et de terminale et 1840 parents d'élèves ont bénéficié de ce programme depuis 2010. Un comité de pilotage composé de 6 représentants des lycées partenaires, d'un représentant du rectorat, d'un représentant du Fonds Européens de la Jeunesse (FEJ) et des représentants des trois Universités a lieu tous les ans en juillet.

Depuis 2010, le portail « demain l'université » (<http://www.demainuniversite.fr/>) met à disposition des lycéens, des tests et quizzes afin de les aider dans leur choix de filières à Lille 1 : tests en Biologie, en Sciences de la terre, en Mathématiques, en Physique-Chimie, en Sociologie, en Géographie-Aménagement. Un outil de suivi de la fréquentation du portail a été développé et a mis en évidence 4686 visites d'une durée moyenne de 4 minutes et 10 secondes entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 8 juillet 2013.

Les journées « Découverte de Lille 1 » complètent le dispositif en organisant pour les lycéens non inscrits dans le partenariat «Demain l'Université», des activités de découverte de l'Université (environ 400 lycéens par an).

#### 1.1.2. *Le renforcement des parcours différenciés en licence*

##### i. Les Parcours Aménagés en Sciences (Sciences Exactes Sciences pour l'Ingénieur SESI et Sciences de la Vie de la Terre et Environnement)

Les Parcours Aménagés en Sciences (Sciences de la Vie de la Terre et Environnement / Sciences Exactes Sciences pour l'Ingénieur) ont été créés en 2004, pour accueillir des bacheliers technologiques (exceptionnellement des bacheliers professionnels) ou des étudiants titulaires du DAEU. Ces parcours sont à capacité d'accueil limitée (30 étudiants).

Les études menées sur les trois premières promotions 2005 à 2007 par l'OFIP (Annexe 4.2) ont montré que la réussite comparée en 1<sup>ère</sup> année, en 1 an, des bacheliers technologiques, est de 3% dans les parcours classiques et de 26% dans les parcours aménagés. En ce sens, les parcours aménagés apportent une vraie valeur ajoutée à l'offre de formation de licence pour ces publics. Il existe une différence forte entre les 2 parcours, la réussite dans le parcours SESI est de 11%, celle dans le parcours SVTE est de 39%. Les publics accueillis dans les 2 parcours sont en effet très différents : le public du parcours aménagé SVTE, assez stable durant l'année, est majoritairement un public ayant choisi ce parcours sur le portail Application Post Bac (APB), alors que le public du parcours aménagé SESI est venu par défaut, en général refusé dans les filières courtes professionnelles, une partie de ce public se réoriente en semestre 2 vers les DEUST (dispositifs démarrant en second semestre à Lille 1). Depuis 2008, la synergie entre parcours aménagés et dispositif PREL (Parcours et Réussite en Etudes Longues) a permis d'améliorer la

<sup>11</sup> Source : OFIP, *Tableaux de bord 2009/2010, 2010/2011, 2011/2012, 2012/2013, Les étudiants de l'Université Lille 1.*

réussite. En 2011-2012 par exemple, le taux de réussite (admis sur présents pédagogiques) global dans les 2 parcours aménagés était de 35%.

## ii. Les Parcours Renforcés en Sciences (Sciences Exactes Sciences pour l'Ingénieur SESI et Sciences de la Vie de la Terre et Environnement SVTE)

Ces Parcours Renforcés s'adressent aux bacheliers de la filière scientifique souhaitant suivre une filière universitaire dans le but d'intégrer une école d'ingénieurs des secteurs Mathématiques, Physique, Chimie, Sciences de l'Ingénieur (parcours SESI) ou du secteur des Sciences de la Vie (parcours SVTE). Depuis 2010, en moyenne 89% des étudiants de ces parcours réussissent leur première année de Licence (L1) et 96% leur deuxième année (L2).

La majorité des étudiants du parcours SESI part en troisième année de licence (L3) et ne passe pas les concours.

Concernant le parcours renforcé SVTE, les remontées des responsables des semestres 3 et 4 montrent que chaque année environ 50% de l'effectif est admis en école d'ingénieurs sur dossier.

## iii. Le Parcours Concours et Recherche

Le Parcours Concours et Recherche s'adresse aux bacheliers de la filière scientifique souhaitant s'orienter vers les métiers de chercheurs, d'enseignants-chercheurs ou d'ingénieurs. Ce parcours de haut niveau propose une formation poussée en Physique et en Mathématiques afin de (i) préparer au mieux les étudiants à un master (Physique, Chimie ou Mathématiques), (ii) préparer l'agrégation (Physique ou Chimie en particulier), (iii) intégrer une école d'ingénieurs sur concours ou dossier.

Ce parcours a ouvert en septembre 2010. Chaque année une quinzaine d'étudiants est accueilli en L1. Ce dispositif est actuellement limité à la première année de licence mais devrait à terme, être ouvert en L2. Il s'adresse à des étudiants très motivés, désirant poursuivre des études longues (en particulier en Physique). En effet, ces étudiants reçoivent dès la première année une formation poussée qui facilite la réussite en L2 et surtout en L3. Presque tous les étudiants des promotions 2010-2011 et 2011-2012 ont validé leur L1 ; la première année, 2 étudiants ont redoublé. Les étudiants de ce parcours actuellement en L3 de Physique réussissent particulièrement brillamment leurs études. Enfin, l'ouverture vers les laboratoires de recherche améliore de façon visible la motivation des étudiants.

## iv. Le Parcours Etudiant Ingénieur Polytechnique (PEIP)

Le Parcours PEIP est destiné à préparer en deux ans des bacheliers de la filière scientifique et étrangers, à intégrer l'une des écoles du réseau Polytech (13 écoles Polytech en France). Ce parcours est, depuis septembre 2011, un parcours dissocié dans son organisation, même si les UEs suivies sont les mêmes que pour les licences classiques. En 2011-2012, le taux de réussite s'élevait à 97,5% en licence 1 et à 95,7% en licence 2.

## v. Le Parcours ENS Cachan

Cette classe préparatoire est fondée sur un partenariat fort et ancien entre le lycée Gaston Berger de Lille et la FSES (Faculté des Sciences Économiques et Sociales). Le parcours existe depuis plus de 20 ans en L1 et L2 et prépare au concours ENS Cachan D2 (Économie/Gestion). En 2009, le partenariat a été élargi à une 3<sup>ème</sup> année. Sur les dernières années, tous les ans, un ou deux étudiants de L2 sont admissibles à l'ENS, et 3 étudiants ont été reçus.

### *1.1.3. La mise en place des dispositifs d'accompagnement des étudiants en licence dans l'élaboration de leur Projet Personnel et Professionnel et dans la définition de leur parcours de formation*

Depuis 2010, toutes les maquettes licence de Lille 1 ont intégré des UEs méthodologie et projet personnel de l'étudiant. Le 3PE (Projet Personnel et Professionnel de l'étudiant) se décline dans les trois premiers semestres de la licence.

Lille 1 fait également partie depuis 2009 du projet d'expérimentation national PEC (Portefeuille d'Expériences et de Compétences) (Annexe 4.3), participe au groupe de pilotage national et à l'animation du pôle d'ingénierie pédagogique. Ainsi, depuis 2010, au travers du 3PE, l'étudiant est initié à la gestion d'un Portefeuille d'Expériences et de Compétences. Il est alors sensibilisé à la méthodologie qui lui permettra d'analyser ses différentes expériences vécues (tant dans le domaine de la formation que dans des activités extra universitaires), de les traduire en compétences acquises et de chercher celles à acquérir au regard de ses projets de formation et professionnels.

#### 1.1.4. *La mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des étudiants en difficulté et des « décrocheurs »*

Les études de l'OFIP ont permis d'identifier les indicateurs de risques d'échec des étudiants en première année de licence (Annexe 4.4). Ainsi, depuis 2011, les directeurs d'études de première année reçoivent dès le mois d'octobre, une cartographie de leurs étudiants leur permettant de mettre en place avec les équipes pédagogiques des stratégies de suivi. Pour l'année 2012-2013, le repérage effectué par l'OFIP a mis en avant que 47% des néobacheliers entrants à Lille 1 présentaient des risques d'échec, 13% des risques très significatifs<sup>12</sup> et 34 % des risques significatifs<sup>13</sup>.

Différents dispositifs d'accompagnement des étudiants sont proposés en première année. Ces dispositifs sont propres à chaque formation et pilotés par les directeurs des études. Le secteur SESI, par exemple, a mis en place des colles dans les principales disciplines de la première année ; le secteur SVTE s'appuie sur les enseignants référents. Certaines disciplines proposent en début de S1, des tests de positionnement associés à des ateliers ou du tutorat de remise à niveau (voire des groupes de niveau). Le tutorat prend différentes formes suivant les formations :

- Le tutorat d'accueil par des étudiants avancés dans leur parcours, en début d'année, pour accompagner les néo entrants ;
- Le tutorat disciplinaire proposé par les enseignants et généralement prévu dans les emplois du temps ;
- Le tutorat ou atelier de remise à niveau associés à des tests de positionnement ;
- Le tutorat d'accompagnement par des étudiants en L3 ou Master, sous la responsabilité d'un enseignant référent, proposé à des étudiants en difficulté pour les aider sur le plan méthodologique et disciplinaire.

Le PREL, Parcours de Réussite en Études Longues pour des jeunes de milieu modeste, a été mis en place dès 2007 avec l'aide de la région Nord-Pas de Calais (Annexe 4.5). Il vise à aider des jeunes bacheliers technologiques souvent issus de milieu modeste, à démarrer dans des conditions de réussite la première année universitaire. Globalement entre 2007 et 2012, le dispositif a accueilli 459 étudiants (360 bacheliers technologiques voire quelques professionnels ou DAEU et 99 bacheliers généraux sans mention<sup>14</sup>). Il a permis la réussite (au sens validation et enjambement de la première année) d'environ 50% des étudiants entrés dans le dispositif. Néanmoins, l'autre moitié a également pu, grâce au suivi et au dispositif de réorientation, intégrer des formations courtes (DEUST - DUT - BTS), dans lesquelles ils sont en position de réussite.

En ce qui concerne l'accompagnement des « décrocheurs », une procédure a été instaurée par le SUAIO depuis 2011, en relation avec le repérage des étudiants à très forts risques mené par l'OFIP. Cette procédure s'appuie sur plusieurs étapes : -1- mini questionnaires à la rentrée avec proposition de rencontres avec un conseiller (octobre 2011 : 109 étudiants contactés suite au questionnaire, 51 entretiens réalisés) -2- ateliers de réorientation dès novembre (2011 : 449 demandes de réorientation dont 330 provenant de l'extérieur, 18 ateliers) -3- croisement des listes d'étudiants à très gros risques avec les résultats obtenus au semestre 1 et prise de contact par téléphone et mail avec les étudiants n'ayant pas participé aux étapes précédentes et dont la moyenne est inférieure à 6 (février 2012 : 178 étudiants contactés) -4- invitation à participer au dispositif PHARE Pas d'Hésitation, Agissez et Repartez (ateliers remotivation et bilan-projet) (11 participations).

#### 1.1.5. *Le développement et la généralisation des certifications en langue et TIC*

Depuis 2010, le volume horaire dédié à l'apprentissage de l'anglais a augmenté de manière significative. Cet apprentissage est dispensé à chaque semestre à partir du S2 (en moyenne 22 heures par semestre) en licence et en master. L'objectif visé, clairement affiché auprès des étudiants, est d'atteindre en fin de L3 le niveau requis pour le passage du CLES 2 (Certificat de Compétences en Langue pour l'Enseignement Supérieur, niveau 2). Le nombre d'étudiants inscrits à la certification CLES 2 en anglais est passé de 41 inscrits en 2010 (34 présents, 9 reçus) à 203 inscrits en 2012 (163 présents et 75 reçus).

Depuis 2010, une formation TICE a été rendue obligatoire pour tous les étudiants inscrits en 1<sup>ère</sup> année de licence. Cette formation a été élaborée de sorte que tout étudiant qui le souhaite peut tenter la certification C2I niveau 1. Une plate-forme d'enseignement, d'accompagnement et d'auto-formation, a été développée pour les enseignements des TICE en complément de la plateforme C2I nationale pour les évaluations des compétences (en 2011, 412 inscrits à la certification C2I niveau 1, 65% étaient présents et 51,1% ont réussi. En 2012, 331 inscrits, 59,2% étaient présents et 73,5% ont réussi).

<sup>12</sup> Bachelier professionnel, bachelier technologique (sauf moins de 19 ans avec mention), DAEU.

<sup>13</sup> Bachelier général 19 ans et plus sans mention, bachelier technologique moins de 19 ans avec mention, bachelier avec ou sans mention dont le bac n'est pas adapté à la formation choisie.

<sup>14</sup> 45 en 2007, 66 en 2008, 91 en 2009, 134 en 2010, 123 en 2011.

### 1.1.6. Des dispositifs d'accompagnement de l'insertion professionnelle confortés

Pass'Pro, le Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle de Lille 1, a été créé en janvier 2009. Piloté par une chargée de mission, ses deux missions principales sont d'une part l'accompagnement des stages et d'autre part la préparation à l'insertion professionnelle.

En 2012, 5500 étudiants ont fait un stage, environ 4000 stages concernent les étudiants de licence, master et DEUST. Ce nombre est en augmentation régulière, notamment en licence 3 (47% des étudiants de L3 ont fait un stage en 2012). Une application de gestion des conventions de stage a été conçue permettant un meilleur suivi et un traitement centralisé plus rapide des conventions. Les informations sur les stages sont restituées sous forme d'un annuaire des entreprises ayant accueilli des étudiants en stage, ce qui constitue un outil d'aide pour les étudiants en recherche de stage et un outil stratégique pour l'établissement pour une meilleure connaissance de ses partenaires.

De nombreuses actions d'accompagnement à l'insertion professionnelle (recherche de stages ou d'emplois), sont proposées aux étudiants sous forme de conférences, d'ateliers ou de conseils individualisés. En 2012, 500 heures d'accompagnement (dont 250 par des consultants RH) ont été réalisées par le BAIP dans les sessions de préparation à l'insertion professionnelle pour près de 1100 étudiants des niveaux licence 3 à master 2. Une journée « A vos stages ! » est organisée depuis 3 ans et met en relation des professionnels et des étudiants à la recherche de stages (en 2012, cette journée a mobilisé 70 chargés de recrutement représentant une quarantaine d'entreprises ou collectivités et a donné lieu à 800 entretiens flash (pour 300 étudiants)).

Depuis 2010, le BAIP développe une activité originale de veille sur les secteurs d'activité, les métiers, l'actualité des entreprises. Les informations récoltées à l'aide d'un outil d'exploration du web (liens vers des sites professionnels, études prospectives, jobboards et annuaires d'entreprises,...) sont restituées à la communauté universitaire sur le site web du BAIP.

Expérience unique en France menée dans le Nord-Pas de Calais, les HubHouses ont été conçus pour favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs au sens large du terme issu de l'enseignement supérieur. Plus concrètement, ce sont des espaces d'initiatives et de projets initiés par le Conseil Régional et les établissements universitaires régionaux regroupés dans le PRES. Ils ont un rôle de catalyseur et de développement d'idées pour les étudiants.

Ouvert aux étudiants en janvier 2011, le HubHouse Lille 1 développe l'esprit d'entreprendre, en les amenant à innover, à concrétiser leurs idées, à élargir leur champ d'action, à s'engager au sein de la communauté, à s'ouvrir différemment au monde du travail. Cette culture se construit progressivement par des expériences entrepreneuriales menées sous forme de projets, de modules de formation, de rencontres avec des personnes issues de l'entrepreneuriat, qui font preuve de créativité dans leur manière de penser et d'agir. Depuis l'ouverture, plus d'une soixantaine d'étudiants (de L1 à M2) sont venus s'informer, échanger sur leurs projets et une trentaine de projets d'activités sont suivis par l'équipe du HubHouse.

## 1.2. Les conditions et dispositifs d'accueil des étudiants

Le projet d'établissement prévoyait d'améliorer la qualité de l'accueil logistique et social des nouveaux étudiants français et étrangers. La semaine de préentrée a pour objectif l'accueil des nouveaux entrants. Le guide et l'agenda de Lille 1 sont offerts à cette occasion. Un accueil spécifique supplémentaire est organisé en collaboration avec le CROUS pour les étudiants étrangers. Ceux accueillis dans un cadre conventionnel sont pris en charge par le service des relations internationales. Actuellement, un partenariat avec le CROUS permet d'accueillir les étudiants sans logement pendant 5 nuits le temps d'enclencher les démarches d'obtention d'un logement et permettre en particulier à ceux qui arrivent le week-end d'être logés. Ces chambres sont occupées en permanence. Enfin, l'accueil des étudiants étrangers hors convention fonctionne de septembre à janvier. Il permet de déposer les demandes de titre de séjour en évitant les attentes à la préfecture (environ 1800 demandes ou renouvellement par an.)

## 2. Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19

Une action en profondeur des cinq dernières années est la mise en place progressive d'un processus structurant d'accompagnement vers la réussite des étudiants en amont de l'Université et tout au long de leur formation (Annexe 4.6). Il convient de poursuivre globalement ce processus d'accompagnement en renforçant l'accueil notamment des primo entrants et des étudiants internationaux hors convention, ainsi que le suivi personnalisé en particulier en début de parcours, (maintien des parcours différenciés, amélioration de la cohérence des dispositifs de repérage et d'accompagnement des étudiants). Il s'agit également de prolonger tout au long du parcours de l'étudiant, la démarche d'identification et de valorisation des compétences, engagée en début de parcours licence avec le PEC (Portefeuille d'Expériences et de Compétences), en exploitant notamment les UEs de

prises en situation (projets, stages, ateliers, engagement de l'étudiant ...). L'Université, reconnue pour la qualité de l'insertion professionnelle de ses étudiants, poursuivra les efforts engagés par le BAIP.

## V. Les ressources documentaires, la politique culturelle et la diffusion des savoirs

Un objectif du contrat était de renforcer l'activité du Service Commun de Documentation (SCD). Un effort financier important a été fait en ce sens : entre 2008 et 2013, le SCD a bénéficié d'une augmentation de 1,3 M€ en dotation budgétaire. Avec le Plan Campus, un projet de Learning Center Innovation a été fortement porté. Grand équipement assis au cœur de l'Université, le Learning Center Innovation a pour ambition de repenser la bibliothèque pour en élargir les missions, notamment en matière de pédagogie. Fusion de trois ingrédients - une bibliothèque augmentée, un complexe événementiel et un espace de découverte de la recherche scientifique - le nouvel ensemble contribuera à la rencontre des mondes universitaire, de l'entreprise et du grand public. L'équipement sera livré à la fin 2015, pour une ouverture au public début 2016.

Lille 1 s'est donnée pour ambition de participer au développement de la culture et d'un esprit critique éclairé par la diffusion et l'échange des connaissances, de l'information scientifique et technique, tout en articulant les relations entre recherche, enseignement, éducation, art, science et patrimoine. Le projet d'établissement engageait l'Université à poursuivre ses actions en matière de politique culturelle notamment via l'Espace Culture et fixait deux objectifs en matière de culture et de patrimoine scientifique : la valorisation du patrimoine scientifique en coordination avec les espaces régionaux de la culture scientifique et une meilleure collaboration entre les différents acteurs universitaires permettant de présenter une programmation conjointe.

### 1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée

#### 1.1. La politique documentaire

Dans le contrat quadriennal, la politique documentaire devait être mise au service des étudiants et de la recherche, permettre la valorisation et l'ouverture du patrimoine documentaire et renforcer le rôle et la place du numérique.

##### 1.1.1. *L'amélioration de l'accès aux ressources offertes*

Un accès fluide et transparent, adossé au service d'authentification unique de l'Université, a été mis en place pour l'ensemble des ressources. ORION, l'interface de recherche fédérée de Lille 1, a été personnalisée et valorisée. Les services de prêt se sont élargis, notamment par le développement de la réservation de documents en ligne ou encore de la prolongation des prêts. La mobilité est prise en compte grâce à la création d'un site mobile, BUMOBILE, offrant désormais les services de base attendus dans une bibliothèque sur smartphones. En 2011, tous documents au format électronique confondus, on comptabilise 1 439 897 consultations.

##### 1.1.2. *Le renforcement du fonds papier pour le 1<sup>er</sup> cycle*

En soutien à la politique de lutte contre l'échec en licence, un fonds de transition Lycée-Université et de manuels de 1<sup>er</sup> cycle a été acquis. Une politique d'achat en plusieurs exemplaires des manuels les plus utilisés a été instaurée et se poursuit dans la durée. En 2011, 7354 volumes ont été achetés au format papier.

##### 1.1.3. *La modernisation de l'informatique documentaire*

La généralisation de l'informatique et la mise en œuvre de la RFID étant étroitement dépendantes de l'ouverture du Learning Center, cette action sera menée dans le courant du quinquennal 2015-2019.

##### 1.1.4. *La poursuite du développement de la bibliothèque numérique*

Une politique ambitieuse de numérisation de collections patrimoniales en histoire des sciences (19<sup>e</sup> - début 20<sup>e</sup> siècle) a été menée par le laboratoire SCité et la Bibliothèque Universitaire avec le soutien financier du Conseil Régional, en partenariat fructueux avec la Société Géologique du Nord, l'Université de Liège et la région Nord-Pas

de Calais. La bibliothèque numérique IRIS constitue aujourd'hui une référence en histoire des sciences. En 2011, 128 272 pages ont été numérisés.

Les thèses courantes de l'Université sont directement déposées en version numérique et viennent compléter le fonds de thèses plus anciennes numérisées de manière rétrospective. La bibliothèque numérique de thèses constitue la plus riche collection de thèses au format numérique en France.

Une collection de livres électroniques (8562 livres acquis au format électronique en 2011) - documentation étudiante comme fonds pour la recherche - a été acquise et fait l'objet d'un enrichissement régulier. La documentation recherche dans son ensemble, essentiellement au format électronique, a été complétée pendant la durée du quadriennal : l'offre est désormais riche et adaptée aux besoins d'une grande université scientifique.

En lien avec le SEMM, la Bibliothèque Universitaire valorise aujourd'hui plusieurs centaines de ressources pédagogiques numériques produites et librement diffusées par l'Université. Elle propose par ailleurs, en intranet, une collection de plus de 15000 sujets d'examen depuis 1997.

### 1.1.5. *L'amélioration de l'information et de la formation des usagers*

Des formations aux compétences documentaires et informationnelles ont été mises en place (visites, 3PE, Licence 3, Master). En 2011, 1 199 étudiants ont pu en profiter.

### 1.1.6. *La variation des horaires d'ouverture*

La Bibliothèque Universitaire provisoire est actuellement ouverte 59 heures par semaine, du lundi au samedi. L'élargissement des horaires d'ouverture est conditionné à l'ouverture du Learning center en 2016.

## 1.2. La politique culturelle

La vie culturelle est de longue date une dimension importante de la vie et de la reconnaissance de Lille 1. La politique culturelle se décline suivant trois champs qui sont en étroite relation : (i) cycles conférences, publications et propositions artistiques autour de thèmes, (ii) participation au développement d'une "culture de la science" dans la société et ainsi à son appropriation citoyenne, (iii) préservation et valorisation du patrimoine scientifique universitaire.

Les actions menées par l'Espace Culture ont été poursuivies et développées. L'Espace Culture accueille environ 200 événements par an, un quart est programmé dans le cadre de la saison culturelle, les trois-quarts restants résultent :

- De l'accompagnement d'initiatives culturelles des étudiants ou de personnels de l'Université ou de l'accueil dans les locaux avec le soutien logistique de l'équipe de l'Espace Culture ;
- De propositions culturelles issues d'associations, de laboratoires ou de composantes de l'Université.

La fréquentation de ces événements est variable et peut être augmentée (Annexe 5.1). Durant ce mandat, certains événements ont été programmés dans le cadre de partenariats : journée d'études « Raison et folie » en partenariat avec le pôle de psychiatrie 59G21 de l'établissement Public de Santé, cycle "Quel devenir pour le travail social ?" en partenariat avec la Sauvegarde du Nord, l'Association Recherche Formation / Ecole Européenne Supérieure en Travail Social du Nord-Pas de Calais (EESTS) et l'Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux du Nord-Pas de Calais (URIOPSS), journée d'études "Les mouvements arabes de révoltes deux ans après" en co-construction avec l'Institut du monde arabe dans le cadre de la phase de préfiguration de son antenne en Région Nord-Pas de Calais, propositions artistiques en partenariat avec des structures culturelles de la région... La recherche d'une articulation forte des propositions artistiques avec les thèmes des cycles de conférences a également été une caractéristique.

La création du "Pass'Culture", en lien avec le SUAIO, gratuit et diffusé dans l'agenda Lille 1, est un dispositif destiné à inviter l'ensemble de ses étudiants à découvrir la richesse de la programmation culturelle régionale à des tarifs préférentiels. Une vingtaine de structures culturelles de la région<sup>15</sup>, structures reconnues et également de taille plus réduite, participe à l'opération et propose une grande diversité de manifestations (pièces de théâtre, expositions, concerts, danse, cinéma...) couvrant l'ensemble de la Métropole lilloise élargie.

En 2011, une première conférence inaugurale de l'Université de Lille a été lancée et donnée par Edgar Morin. En 2012, cette conférence a accueilli Jacques Bouveresse.

L'Espace Culture est également reconnu pour ses publications (la collection « Les Rendez-vous d'Archimède) et sa revue trimestrielle « Les nouvelles d'Archimède ».

<sup>15</sup> Lille3000, le LAM, l'ONL, Le Grand Mix, Le Colisée Roubaix, le CCN Roubaix, le Méliès, la Rose des Vents, le théâtre de la Découverte à la Verrière, l'Aeronef, le théâtre Massenet, le théâtre du Prato, l'Opéra, la Piscine de Roubaix, le Fresnoy, le théâtre du Grand Bleu, la Comédie de Béthune, le Musée des Beaux-Arts de Lille, le Vivat d'Armentières.

### 1.3. La diffusion des savoirs : l'enrichissement du patrimoine et le développement de la culture scientifique et technique

L'essentiel de l'action sur le patrimoine a concerné l'instrumentation scientifique. Démarré à l'initiative de l'ASA (Association de Solidarité des Anciens), cette action s'est vue renforcée par la mission nationale de sauvegarde du Patrimoine Scientifique et Technique Contemporain (PATSTEC), confiée à Lille 1 depuis 2007 et portée par le CNAM. La coordination avec les espaces régionaux de culture scientifique est plus récente et s'appuie :

- Sur la constitution d'une coordination entre les établissements au sein du PRES (Annexe 1.4);
- Sur la reprise des contacts avec le réseau des Centres de Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CCSTI) animé par le Forum Départemental des sciences et avec le Musée d'Histoire Naturelle.

L'action dans le domaine de la culture scientifique et technique a davantage concerné les publics externes (scolaire, grand public) que les étudiants de Lille 1. Dans le cadre des relations avec les établissements scolaires, les dispositifs de « Science itinérante » qui amènent la science dans les établissements, l'accueil d'élèves dans les laboratoires ou des ateliers par l'implication dans l'organisation de concours, l'accompagnement scientifique de projets, se sont développés au cours du contrat. L'organisation des actions vers le grand public bénéficie de l'appui du PRES qui les coordonne et en assure la visibilité, notamment pour la Fête de la Science.

## 2. Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19

### 2.1. La politique documentaire

L'analyse SWOT (Annexe 5.2) de la Politique documentaire révèle que le Learning Center Innovation est une véritable opportunité pour Lille 1 de gagner en visibilité et en reconnaissance. Il a en effet vocation à nourrir l'activité de l'Université dans cinq domaines : documentation, pédagogie, recherche, vie du campus, innovation.

L'activité du Learning Center s'appuie sur une Bibliothèque Universitaire rénovée et augmentée. L'effort en matière de fourniture de documentation, tant pour la formation que pour la recherche, sera poursuivi. La bibliothèque numérique sera confortée dans ses volets existants et complétée. L'accès aux ressources sera amélioré via la rénovation des applications documentaires existantes reliées par un discovery tool. Le quinquennal à venir verra enfin l'implémentation, pour les collections en libre accès, de la RFID. Les outils en ligne du Learning center seront fondés sur le développement de la mobilité et des technologies sans contact. Avec la mise en œuvre du Learning center, l'évolution des activités des bibliothécaires en direction des services au public sera poursuivie. La fonction « renseignement » sera revue et intensifiée pour la déployer vers le virtuel, synchrone et asynchrone. Un effort accru sera en outre réalisé en matière de formation des étudiants aux compétences documentaires et informationnelles, ceci sur l'ensemble des grades Licence, Master et Doctorat. L'ouverture du Learning Center s'accompagnera d'une augmentation significative des horaires d'ouverture, le soir et le samedi, pour répondre notamment à la demande étudiante.

S'appuyant sur des collections riches, complètes et usitées, l'offre documentaire sera mieux mise en synergie avec les enseignements. Le Learning center constituera le chaînon manquant entre la salle de cours traditionnelle et la bibliothèque, en offrant d'une part des espaces de travail en groupe adaptés aux nouveaux besoins des étudiants, d'autre part des salles de cours en horaires décalés.

La recherche universitaire manquant souvent de visibilité auprès du grand public, le Learning Center intégrera un espace dénommé *expérimentarium* pour valoriser la recherche et l'innovation menées à l'Université et chez ses partenaires. Il abritera également un complexe événementiel complet, intégrant amphithéâtres, salles de commissions, espace déjeuner et espace d'exposition.

Le Learning Center a vocation, avec l'Espace Culture et la Maison Des Etudiants, à offrir un espace de découverte de l'Université, de travail et de détente et un lieu de sociabilité de premier plan.

Le Learning Center a pour ambition de mettre la thématique « innovation » au cœur de son identité, en offrant notamment un ensemble de services : mise en œuvre d'une politique événementielle fondée sur ce thème, en lien avec les partenaires de l'Université ; déploiement de l'*expérimentarium* et d'un espace de promotion de l'innovation ; acquisition de fonds documentaires grand public mais aussi spécialisés autour de l'innovation ; etc.

### 2.2. La politique culturelle

Comme explicité dans l'analyse SWOT (Annexe 5.3), l'Université Lille 1 contribue, à travers sa politique culturelle, au débat démocratique en favorisant l'échange et la confrontation des savoirs, des approches culturelles et artistiques autour de questions de société. Elle s'adresse à un public le plus large possible par-delà la communauté universitaire. L'enjeu de cette politique est l'affirmation de la place centrale et spécifique de l'Université dans la vie culturelle régionale, nationale voire internationale par sa contribution à la création de connaissances, leur mise en débat dans la société et leur connexion aux pratiques artistiques. L'objectif de Lille 1

pour le prochain contrat sera d'affirmer sa place centrale au niveau régional, national voire international. Dans ce cadre, il sera important d'impliquer davantage les personnels et étudiants dans la définition et la mise en œuvre de la politique culturelle, de développer les partenariats, de promouvoir les rapports entre recherche et pratiques artistiques, qui seront davantage valorisées.

### 2.3. La diffusion des savoirs : l'enrichissement du patrimoine et le développement de la politique de culture scientifique et technique

L'analyse SWOT (Annexe 5.3) démontre que Lille 1 dispose d'un patrimoine riche et varié mais insuffisamment valorisé. Dans le cadre du prochain contrat quinquennal, Lille 1 mettra en place une politique du patrimoine scientifique universitaire, qui permettra notamment de compléter l'inventaire actuel, de poursuivre les actions dans le cadre de la mission PATSTEC et d'intégrer la dimension muséale de la valorisation du patrimoine universitaire dans différents projets. La numérisation des collections patrimoniales sera poursuivie et étendue, et la coopération dans le cadre du PRES renforcée.

Pour 2015-2019, Lille 1 se fixe comme objectif de participer à la structuration territoriale des acteurs de la culture scientifique et au développement d'une culture de la science dans l'université et dans la société. La « culture de la science » devra également faire partie des enseignements disciplinaires, tandis que des amateurs pourront davantage être intégrés dans les activités de la recherche ou de valorisation de la recherche. Une politique de valorisation des contenus culturels, avec notamment le soutien du SEMM, sera mise en œuvre, notamment par le développement d'outils pour leur sauvegarde et leur accès facilité.

## VI. Les relations européennes et internationales

Le projet d'établissement de Lille 1 prévoyait cinq priorités pour la période 2010-2013 :

- Le développement de l'ancrage de l'Université Lille 1 en Europe du Nord-Ouest ;
- La constitution de réseaux européens pour renforcer les équipes de recherche et attirer de nouveaux publics internationaux ;
- Le développement des mobilités entrantes et sortantes des étudiants ;
- Le renforcement de l'ouverture à l'international de la formation ;
- La poursuite du développement d'une politique de coopération et de solidarité internationales ;

### 1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée

#### 1.1. Le développement de l'ancrage de Lille 1 en Europe du Nord-Ouest

L'Université Lille 1 est parvenue à davantage se positionner en Europe du Nord-Ouest et notamment vers la Belgique : la coopération renforcée avec l'Université de Gand se traduit par de nombreux développements en matière de recherche et la mise en place de 3 doubles masters à la rentrée 2013. Avec les autres partenaires Groninge (NL), Maastricht (NL) et Louvain (BL), Lille 1 a systématisé des réponses communes à des appels d'offres européens. Des rapprochements sont effectifs en matière de formation avec les universités allemandes de Bonn et d'Aix-la-Chapelle. En revanche, avec les universités belges francophones, les progrès sont trop timides et avec les universités britanniques, ils sont embryonnaires et se limitent à la définition en 2013 d'une stratégie commune avec Lille 2 et Lille 3.

#### 1.2. Le renforcement de la dimension internationale de la recherche

En matière d'internationalisation de la recherche, l'Université a progressé pendant la durée du contrat.

La coopération en Europe du Nord-Ouest s'est renforcée, ce que montre le dépôt de nombreux projets « Interreg ». Au total, Lille 1 en a obtenu 14 et est coordinatrice pour 5 d'entre deux (Annexe 6.1), ce qui la positionne comme l'une des universités les plus dynamiques de France. Ces Interregs entrent dans le cadre de deux programmes : IVa (coopération transfrontalière France, Belgique, Pays-Bas et Royaume-Uni) et IVb (Europe du nord-ouest). Ils sont le signe de nombreuses coopérations informelles entre chercheurs.

Concernant la structuration de la recherche sous forme de Laboratoires Internationaux Associés (LIA), Groupements de Recherche Internationaux ou Européens (GRDI ou GDRE), ou Groupements d'Intérêts Scientifiques à

caractère International (GIS), l'Université a insuffisamment progressé avec 3 GDRI, 2 GDRE, 3 GIS et 3 LIA mais ces structures se sont mises en place surtout en fin de contrat et la dynamique a été amorcée (Annexe 2.4).

De même, on ne compte actuellement que deux chaires internationales montées en partenariat avec le Conseil Régional. Dans un autre domaine, les partenaires étrangers sont insuffisamment intégrés dans les dossiers de l'Agence Nationale de Recherche.

### 1.3. Le développement des mobilités internationales entrantes et sortantes des étudiants

En termes de mobilité d'étudiants, l'Université Lille 1 est l'une des universités les plus actives en France. En effet, le nombre de mobilités entrantes a progressé passant de 3740 étudiants étrangers en 2008-2009 à 4039 en 2011-2012. Cette augmentation est parallèle à celle du nombre d'étudiants. Aux deux dates, 21% des étudiants de Lille 1 sont des étudiants internationaux. Néanmoins, en 2012-2013, on observe pour la première fois depuis 10 ans, un tassement du nombre d'étudiants étrangers qui est descendu à 3831 soit 19% du total.

L'origine géographique des étudiants étrangers est variée même s'ils viennent pour 44%, de 3 pays : Maroc, Algérie et Chine. Parmi les autres nationalités, l'Université continue d'attirer des étudiants africains avec deux nationalités en croissance : les sénégalais et les camerounais. Quelques nationalités nouvelles des pays émergents, sont également arrivées à Lille 1 et constituent un groupe d'étudiants de bon niveau et motivés. Il s'agit par ordre d'importance des brésiliens, des russes, des indonésiens, des argentins, des vietnamiens et des kazakhstanais.

La question de l'accueil des étudiants européens est la problématique la plus complexe pour Lille 1 car les résultats sont très mitigés. Globalement, on observe une légère baisse. L'Université continue d'accueillir des étudiants d'Europe du sud et du centre, alors que le nombre d'étudiants d'Europe du nord-ouest diminue fortement excepté pour les allemands. La raison principale est linguistique. Bien que Lille 1 ait fait des efforts, l'enseignement en langue anglaise n'est pas suffisant, ce qui constitue un frein très important à l'accueil de ces étudiants peu francophones. A cela s'ajoute la perte d'accords Erasmus par non renouvellement. L'année 2013 a vu la mise en place d'une stratégie commune avec Lille 2 et Lille 3 pour inverser la tendance et ainsi offrir une offre de formation complète.

Les mobilités sortantes ont une logique différente et il convient de distinguer les mobilités d'études et de recherche de celles de stage. En 2011-2012, 1287 étudiants de Lille 1 ont fait un séjour d'études ou de stage à l'étranger (510 en études, et 777 en stage) (Annexe 6.2).

Les étudiants de l'Université souhaitent faire des mobilités vers des universités européennes et nord-américaines de bon niveau et plutôt anglophones. Dans ce cadre, Erasmus reste la base, en particulier entre la deuxième et la quatrième année d'études supérieures<sup>16</sup>. De plus, les doubles diplômes ont aidé à maintenir les flux. Ces mobilités se font à 75% vers les universités européennes. Des accords spécifiques ont également permis de les développer vers le Canada, les États-Unis et le Japon. Dans le reste du monde, elles sont anecdotiques avec des partenariats naissants vers le Brésil, l'Argentine et la Russie.

Une progression significative est à marquer au niveau des stages en entreprise, qui ont augmenté de 15% pendant le contrat. Cela résulte d'une stratégie développée par certaines composantes comme l'IUT-A, Polytech ou l'UFR de Géographie et d'Aménagement qui en ont fait leurs priorités. Les directions sont essentiellement l'Europe et les pays développés d'outre-mer : 90% des stages se font en Europe, au Canada, aux États-Unis et au Japon. Souvent ces développements de stage sont fortement liés à l'internationalisation des formations.

Afin de valoriser le parcours universitaire international de ses étudiants, l'Université s'est dotée d'un label international qui figurera dans leur supplément au diplôme. Ce label a été attribué pour la première fois à 30 étudiants en 2012. Pour ce label, Lille 1 a obtenu le label européen des langues. C'est la première fois qu'il était attribué à une université française.

### 1.4. L'internationalisation des formations et l'ouverture à l'international de l'offre de formation

L'internationalisation des formations est un domaine pour lequel les progrès ont été sensibles en termes de structuration et de projets.

Le Conseil d'Administration a voté en 2007 une charte sur les délocalisations de diplômes et les doubles diplômes (Annexe 6.3) afin d'en garantir la qualité. En conséquence, le nombre de doubles diplômes est passé de 9 à 20 sur la durée du contrat : avec la Belgique, la Suède, la Russie, le Liban, la Chine... Les doubles diplômes avec la Chine se sont mis en place dans le cadre d'un programme d'accompagnement à la réussite en trois temps : un début d'apprentissage intensif du français en Chine qui se prolonge ensuite à Lille avec une intégration progressive dans les formations de l'Université. Ce programme a montré son efficacité avec un taux de réussite en licence proche de 100% par exemple. Afin d'étendre ce programme d'accompagnement à d'autres nationalités, l'Université s'est

<sup>16</sup> D'après le document Strater Nord-Pas-de-Calais 2012, en 2010-2011, 2 305 étudiants inscrits à l'université soit 7,6% des bénéficiaires au niveau national, ont obtenu une bourse de mobilité dans le cadre du Programme Erasmus (1902 pour des études et 403 pour des stages). Les étudiants de l'Université Lille 1 représentent près d'un tiers de ces étudiants.

dotée en 2013 d'un Diplôme Universitaire de Français Langue Etrangère qui verra ses premiers diplômés à l'été 2013. Des conventions sont en cours de négociation avec le Japon, l'Indonésie et le Kazakhstan.

En outre, l'Université a initié une politique de dépôt de master Erasmus Mundus avec des succès variables. Pendant le contrat, nous avons été coordonateur d'un Erasmus mundus (ASC en Spectroscopie) et partenaire de deux autres MITRA coordonnés par l'Université Lille 3 et le second en Économie du commerce international et de l'intégration européenne coordonné par Anvers (Belgique).

L'internationalisation des formations s'est également traduite par le développement de formations en langue anglaise dans tous les secteurs de l'Université. Elles sont maintenant 12 : 11 masters et 1 licence. Lille 1 travaille actuellement sur de nombreux projets dans la cadre de la compagne d'habilitation en préparation, permettant une augmentation rapide des formations en langue anglaise.

### 1.5. La poursuite du développement d'une politique de coopération et de solidarité internationales

Lille 1 a poursuivi ses efforts en matière de coopération et de solidarité internationales par la prise en considération de problématiques locales que représentent la francophonie, le passage au LMD, la formation des enseignants, les opérations de recherche, la coopération avec les partenaires du monde socio-économique. L'Université a donc renforcé ses liens en matière de coopération et de recherche avec l'Université libanaise (mise en place de doubles-diplômes en génie civil et en physique et tenue régulière des Journées franco-libanaises) et avec l'Université d'Oujda (doubles-diplômes et nombreuses publications communes). Les relations ont aussi été renforcées avec le Sénégal et le Cameroun grâce notamment au programme Erasmus Mundus ACP (Action 2) qui permet depuis 2010 de financer des mobilités étudiantes et enseignantes. Ces mobilités ont été l'occasion de développer la coopération et sont un moyen de la pérenniser. Ainsi, 6 cotutelles de thèse ont pu être mises en place avec Yaoundé et 15 cotutelles sont en cours avec le Liban. Les cotutelles sont le moyen adéquat pour inscrire dans la durée, le travail mené conjointement par des équipes de recherche. L'Université Lille1 a également une coopération très active avec la Centrafrique dans le domaine de la chimie. Cette coopération, financée par l'Ambassade de France à Bangui, permet l'échange de chercheurs et d'étudiants ainsi que l'achat et l'envoi d'équipements.

La charte de délocalisation adoptée en 2007 a permis à Lille 1 de conforter cette politique, en délocalisant à l'étranger des diplômes habilités ou des diplômes d'université avec le même souci d'efficacité, de transparence, de lisibilité et de responsabilité que le diplôme réalisé effectivement à l'Université. La délocalisation est la première étape avant la mise en place d'un double-diplôme. Elle permet aux équipes enseignantes de s'adapter progressivement à une pédagogie européenne. Un diplôme d'économie est délocalisé à l'Université de Dakar depuis plusieurs années. Certaines coopérations ne nécessitent pas le passage par la délocalisation: le double-diplôme peut directement être mis en place (Liban par exemple).

L'aide aux missions d'expertise, de formation et d'échange a également été confortée. C'est essentiellement dans le cadre du programme européen Erasmus Mundus que cette aide a été organisée. Les missions d'enseignants et la mise en place de programmes de formation ou de recherche communs constituent une véritable expertise pour les Universités qui doivent aussi s'adapter aux mutations mondiales de l'enseignement supérieur.

## 2. Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19

La situation géographique de l'Université ainsi que la politique menée depuis plusieurs années ont conforté le positionnement international de Lille 1. Les faiblesses révélées par l'analyse SWOT (Annexe 6.4) mais aussi le contexte actuel d'internationalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche et le double processus d'européanisation et de mondialisation exigent de Lille 1 de renforcer sa dimension internationale, dans le cadre :

1. D'une stratégie géographique, reposant sur la définition de six zones avec lesquelles travailler en priorité : l'Europe du Nord-Ouest (sans être exhaustif, Universités du Kent et de Brighton (Royaume-Uni), de Louvain et de Bruxelles (Belgique), de Maastricht et de Groninge (Pays-Bas), d'Aix-la-Chapelle, Cologne et Bonn (Allemagne)) ; l'Amérique du Nord, le Japon et la Corée du Sud; le Maghreb et le Machreck (Université libanaise d'Oujda, universités d'Algérie); le sud et l'est de l'Union Européenne (Roumanie, Bulgarie, Espagne, Italie, République Tchèque, Slovaquie et Pologne) ; les pays émergents (Chine, Brésil, Russie, le Kazakhstan, l'Indonésie, le Viêt-Nam, l'Inde l'Argentine, le Chili) ; le reste du monde avec des partenaires montrant une réelle capacité de gouvernance (Yaoundé, Dakar, Phnom Penh...).

2. De la structuration de projets et de moyens, avec l'objectif d'utiliser les outils à disposition et de mieux communiquer sur les résultats. Il est nécessaire d'augmenter le nombre de cotutelles de thèses et de mener une politique volontariste d'incitation auprès des étudiants lillois. L'effort engagé en matière de doubles diplômes doit être poursuivi, notamment par la création d'un label « filière internationale ». Les mobilités de courte durée ou les programmes intensifs doivent devenir un outil de renforcement de la coopération de Lille 1 en Europe du Nord-Ouest. L'offre de formation en langue anglaise doit se développer dans tous les secteurs de l'Université et à tous les niveaux, tout en coexistant avec les cours enseignés en français. Il s'agit aussi de mieux accompagner les laboratoires, de favoriser le développement de LIA, de mieux utiliser le dispositif des chaires internationales. Enfin,

la politique culturelle doit être intégrée dans les conventions qui lient Lille 1 aux établissements d'enseignement supérieur étrangers notamment la Belgique et les Pays-Bas.

3. De gouvernance et de communication, en améliorant la structuration interne et en communiquant mieux sur l'internationalisation. A cet effet, une Commission Relations Internationales de l'Université est une alternative et aurait pour fonction de se prononcer sur la mise en place et les moyens de l'internationalisation, ainsi que d'évaluer les stratégies d'internationalisation de chaque composante, stratégies articulées avec celle de l'Université. Les missions du service des relations internationales doivent être redéfinies partiellement afin d'apporter une assistance technique plus efficace sur la réponse aux différents appels à projets (Erasmus Mundus, Tempus, Interreg, AUF, PHC...). Une systématisation de la recherche de financements extérieurs dans le cadre de partenariats renouvelés avec différentes institutions publiques et privées apportant un soutien à l'internationalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche est à mettre en place. En termes de communication, il est indispensable de disposer d'un site internet de qualité en anglais, de rééditer annuellement les brochures en anglais de présentation de l'Université et de promotion des formations en langue anglaise, créer des brochures de promotion des filières internationales, des mobilités de courte durée ou des programmes intensifs, des collèges doctoraux communs..., de participer à des salons de promotion de l'Université Lille 1 en Europe du Nord-Ouest.

## VII. La vie du campus

Durant les quatre dernières années, l'Université a engagé une politique très ambitieuse en matière de qualité de vie de campus. Cette politique permet aujourd'hui aux étudiants de s'approprier le campus, non seulement comme un espace de travail, mais aussi comme un espace de vie et de convivialité. C'est une condition essentielle pour que se développe le sentiment d'appartenance à leur Université et pour qu'ils soient aussi des acteurs responsables de la mise en œuvre du projet d'établissement. C'est aussi une condition pour les accompagner vers l'autonomie, l'action citoyenne et leur permettre de s'accomplir dans leur projet personnel. Pour appuyer les approches pédagogiques, la vie étudiante contribue à ce que l'étudiant soit un acteur qui échange, propose et agit. Cet enrichissement se fait par un accompagnement dans le temps (entre son arrivée et son insertion professionnelle) et dans l'espace vie qu'est le campus, sujet à de nouvelles réflexions pour sa gestion durable et la qualité de vie.

### 1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée

#### 1.1. La qualité de la vie étudiante

L'Université Lille 1 mène depuis plusieurs années une politique de la vie étudiante aux objectifs très ambitieux. À l'exemple de nombreux campus étrangers, l'attractivité de Lille 1 est d'autant plus forte que la notoriété scientifique et de l'enseignement supérieur s'accompagne d'une réputation de qualité de la vie et du travail sur le campus. Cette politique s'articule autour de plusieurs axes.

##### 1.1.1. Le développement de la vie associative

La vie du campus via le développement du tissu associatif, s'est démarquée par un réel engagement étudiant, concrétisé par l'augmentation du nombre d'associations, passant de 41 en 2008 à plus d'une centaine aujourd'hui. Cet accroissement s'est accompagné d'une offre d'activités plus variées (activités festives, culturelles, sportives,...) à l'initiative des étudiants et soutenue essentiellement par le FSDIE (Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes) (Annexe 7.1). La création d'une Maison des Étudiants (MDE) en 2007, reposant sur un modèle d'autogestion par les étudiants avec un accompagnement administratif, a constitué un appui essentiel à cette évolution. La MDE propose des manifestations récurrentes (les concerts des jeudis : « les jeudifférents ») et ponctuelles auxquelles s'ajoutent les services proposés : locaux associatifs, salle multimédia, bibliothèque alternative, épicerie durable, paniers Bio, cafétéria, ateliers de coopération, vélos... La dynamique de campus se distingue également par le développement de la vie locale dans les composantes, qui soutiennent la création d'associations et de bureaux d'élèves (Chimie, Physique, Sciences Économiques et Sociales, Biologie, IAE, Polytech'lille, Telecom Lille, IUT). La configuration d'un campus éclaté ne favorise pas la rencontre entre les étudiants et les personnels des différentes composantes. C'est pourquoi à partir de sa 9<sup>ème</sup> édition (2011), le festival Mixité (Annexe 7.2) s'est orienté vers une manifestation d'enrichissements mutuels, un grand moment de convivialité et d'ouverture sur la Cité : il fédère l'ensemble des acteurs de la vie étudiante, les personnels accompagnés de leur famille ou amis ainsi que les habitants de la métropole. En moyenne, le Festival accueille 1 500 personnes en journée et entre 4 000 et 6 000, en soirée.

### 1.1.2. *La politique volontariste d'aide individuelle aux étudiants en difficulté*

Le développement de la vie du campus s'est accompagné d'une politique volontariste d'aide individuelle aux étudiants en difficulté. En effet, pour atteindre les objectifs d'intégration des étudiants à l'Université et la réussite dans leur parcours, il faut avant tout garantir et favoriser l'égalité des chances. Pour faire face à des situations qui requièrent une attention particulière, chaque année, d'importants moyens matériels et humains sont engagés.

Lille 1 a pris en considération le sujet des étudiants en situation de handicap (ESH) dès 1991. Une évolution lente et progressive, marquée par une profonde volonté politique, a permis au Relais Handicap, au sein du Service Vie Étudiante, de devenir une structure d'accueil à la hauteur de la thématique. L'effectif des ESH suivis par le Relais Handicap connaît une très nette expansion depuis la rentrée 2008. Cette évolution concerne essentiellement les troubles moteurs (+ 200%), les troubles psychiques (+ 169%) et les troubles viscéraux (+ 50% depuis 2007) (Annexe 7.3). Pour l'année 2011-2012, le recensement de l'enquête ministérielle dénombre 206 ESH. Depuis 2011, la Commission Handicap Plurielles d'Établissement (CHPE) a été mise en place pour traiter de manière collective (en regroupant l'ensemble des services concernés) les dossiers des étudiants en situation de handicap. En 2012, cette commission s'est réunie 15 fois. En parallèle, des actions de sensibilisation sont menées : il s'agit par exemple, de la journée annuelle du handicap qui vise à sensibiliser les personnels de l'Université et les établissements partenaires accueillant le public (comme le CROUS). Cette journée concerne également les étudiants inscrits dans les formations RH.

Une autre catégorie d'étudiants faisant l'objet d'un suivi attentif, est les étudiants en grande difficulté. Au delà du fonds d'aide abondé par l'établissement au sein de la commission FSDIE (Annexe 7.1), la politique s'appuie sur un fort partenariat avec le CROUS pour toutes les situations d'urgence (commission FNAU 1fois par semaine), une action rapide et efficace du monde associatif pour identifier au plus près les étudiants en difficultés sociales (Secours Populaire) ou scolaires (réseau 3E) ou d'insertion (Jardin de cocagne).

### 1.1.3. *L'accueil des étudiants internationaux*

Lille 1 continue à mener des opérations pour accompagner les étudiants internationaux. Pour les étudiants hors conventions, des actions en concertation avec le CROUS permettent de leur faire découvrir le campus et un dispositif d'accueil des étudiants sans logement est opérationnel pour 5 nuits. L'amélioration de la qualité de l'accueil repose aussi sur la réalisation d'un schéma directeur du logement étudiant, ayant pour ambition, d'une part de positionner l'offre au standard international pour compenser sa vétusté et son inadaptation, d'autre part de rattraper le déficit global de l'offre par rapport à la demande, mis en évidence par les deux Rapports Anciaux<sup>17</sup>. La future résidence REEFLEX (Annexe 7.4) permettra d'augmenter l'offre et selon un mode de gestion flexible. 538 nouvelles chambres de dimensions variées seront proposées à partir de fin 2015 aux étudiants et aux chercheurs invités. Elle accueillera également une crèche de 30 places.

### 1.1.4. *Le suivi santé des étudiants*

Depuis sa création en 1997, le Centre de Santé, composé de 2 médecins généralistes, 1 psychiatre, 1 conseiller conjugal, 1 assistante sociale, 1 gynécologue et plusieurs infirmières, propose des actes de santé gratuits aux étudiants de Lille 1. Depuis quelques années, des actions concrètes sont conduites pour sensibiliser les étudiants à la fois aux services proposés au niveau du SIUMPPS (Service Interuniversitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé) mais aussi pour lutter contre l'alcoolisme et la consommation des drogues. Une journée a été instaurée depuis 2 ans pour faciliter ce contact : la Journée Santé-Bien-être menée en étroite collaboration avec les services de la vie étudiante.

## 1.2. La politique environnementale

Lille 1 est engagée dans le développement durable par sa recherche ambitieuse en la matière, ses formations spécialisées dans différents volets environnementaux et socio-économiques liées à ces enjeux, et par sa politique sociale ancienne et très développée. Cependant, la formalisation de l'existant et l'élaboration d'objectifs co-construits entre acteurs de l'Université, plaçant le développement durable comme une des priorités de l'établissement, restent nécessaires. Lille 1 souhaite en effet assumer pleinement son rôle d'exemplarité et sa responsabilité environnementale, accorder sa politique de site à son engagement et ses compétences en recherche et formations, et son engagement pour la qualité de vie de campus et l'attractivité.

Ainsi, la politique d'établissement en matière de développement durable, a été formalisée à partir de 2009 par la création d'un groupe de travail Développement durable (personnels et étudiants), s'est poursuivie en 2010

<sup>17</sup> Jean-Paul Anciaux, Rapport de mission, *Le logement étudiant et les aides personnels au logement*, janvier 2004 et février 2008, 63 et 70 pages.

par le vote par le CA d'une charte et la nomination d'une Vice-Présidente en charge de la politique environnementale (Annexe 7.5). Un ingénieur chargé de la gestion transversale aux services des actions en la matière a été recruté. En 2012, un Agenda 21 (plan pluriannuel d'actions en matière de développement durable) des services centraux a été présenté au CA (Annexe 7.6). L'évaluation 2011-2012 utilisant le référentiel de la CPU (Annexe 7.7), situe Lille 1 comme très proche du niveau de conformité aux objectifs Plan Vert - CPU (en 2012 : 2,7 contre une moyenne de 2,44 des établissements répondants et un objectif de 3).

La volonté générale est d'assurer un équilibre entre les actions de fond, les actions visibles et la sensibilisation, dans une démarche qualité visant à ancrer la politique environnementale dans la durée, au travers de son insertion dans la vie concrète de l'établissement et une approche participative. Les actions font collaborer, autant que possible, personnels, formations et associations, et Lille 1 travaille activement avec les autres établissements d'enseignement supérieur au niveau national et régional (Annexe 1.4).

Des progrès très importants ont été réalisés pour rendre le campus plus agréable à vivre et à travailler. La réorganisation des services au sein du pôle patrimoine y a beaucoup contribué, et ce pôle intègre aujourd'hui le poste d'ingénieur Plan Vert assurant la coordination de la démarche qualité en matière environnementale. Par ailleurs, le recrutement en 2013 d'un chef de service Espaces verts et la formation à la gestion différenciée du service, permet l'élaboration d'un plan de gestion écologique des espaces verts formalisant les actions entamées.

De nombreux volets ont également été mis en oeuvre : gestion différenciée des espaces verts incluant arrêt des pesticides et pâturage écologique, gestion des déchets, appui aux déplacements non polluants pour se rendre sur le lieu de travail, mise en oeuvre de diagnostics de performance énergétique et eau, d'un bilan carbone pour contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et les pollutions (Annexe 7.8), développement des actions de sensibilisation et de formation au développement durable, éco-événements, soutien à une alimentation de qualité, politique d'achats responsables, soutien aux associations étudiantes environnementalistes et solidaires, Village Environnement au festival Mix Cité etc. La transformation du Campus a démarré en donnant la priorité aux mobilités douces (zone de rencontre, zone 30, réduction de la circulation dans le centre du campus). Dans le cadre du Plan Campus, mais aussi d'une manière plus générale, la volonté a été de donner la priorité à la rénovation de bâtiments, complétée si nécessaire par des extensions<sup>18</sup>. La rationalisation des usages de surfaces procède de la même logique.

### 1.3. La politique de la vie sportive

La pratique sportive est une dimension essentielle de la vie d'un campus. Dans le contrat d'établissement 2010-2013, il s'agissait en particulier d'intensifier la pratique sportive dans le cadre des activités associatives, et de mieux l'intégrer aux parcours de formation. Un programme ambitieux de remise à niveau et d'extension des installations devait également être mené. L'activité sportive à Lille 1 a ainsi connu ces dernières années un accroissement important suite à la mise en place d'une politique ambitieuse menée par une équipe volontariste. Au total, le service comptabilise aujourd'hui une centaine d'activités contre une dizaine avant mai 2008 et la fréquentation hebdomadaire (toutes pratiques confondues), est passée de 2000 à 3000 personnes.

Cette dynamique s'explique, entre autres, par la mise en place de plusieurs pôles. C'est le cas du pôle animation qui concerne la pratique autonome et associative également le week-end. Cela s'est accompagné de la création de l'événement « Jeudis soirs du Campus » dont l'organisation est prise en charge en grande partie par les associations. D'un point de vue de la pratique liée à la formation, l'activité a augmenté de 50% avec une participation féminine atteignant 40% bien au dessus de la moyenne nationale et 23% pour les étudiants internationaux. Un travail efficace a été effectué en partenariat avec les associations et a conduit à la création du Pôle associatif et compétition. Ce dernier a permis d'augmenter le nombre des licenciés de 50% à la FFSU (environ 1500 adhérents). L'Association Sportive de Lille 1 est régulièrement première du challenge régional FFSU et a obtenu 5 titres nationaux universitaires. Une attention particulière est aussi portée à la pratique du sport de haut niveau. Au sein de Lille 1, les athlètes de haut niveau bénéficient d'un aménagement d'études et d'emploi du temps afin de concilier formation et parcours sportif.

Le service de sport de Lille 1 organise très souvent des événements pour inciter les étudiants et les primo-entrants à la pratique du sport : semaine d'intégration « sentez vous sport » - semaine de « solidarité » au profit d'une organisation humanitaire (Secours Populaire, Téléthon, ...) - semaine « inter asso et international » (cette année près de 1350 participants dont 350 venant de 10 universités hors France) - « coupe d'Afrique des nations » de futsal - regroupement national des POLYTECH - ENSCL - TELECOM - Accueil des « Indonésiens de France ». Enfin, l'accroissement de l'activité ne concerne pas uniquement les étudiants mais elle connaît une affluence importante des personnels, notamment par la mise en place de pratiques mutualisées à la pose méridienne.

<sup>18</sup>Point développé également dans la partie 8 de ce rapport, Les moyens au service des missions, paragraphe 1.5.

## 2. Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques pour 2015-19

L'autoévaluation du volet Vie du campus (Annexe 7.9) démontre que Lille 1 a engagé une politique très ambitieuse en matière de qualité de vie du campus, qui doit être poursuivie et renforcée durant la période 2015-2019 dans sa dimension sociale, environnementale, citoyenne, culturelle et sportive, pour une réussite et une attractivité accrues.

Le développement de la vie associative, au sein de la Maison Des Étudiants et des composantes, est un élément clé du sentiment d'appartenance à Lille 1 et du devenir citoyen des étudiants. La MDE deviendra davantage un lieu de vie et d'accueil. La vie associative étudiante continuera d'être soutenue via le maintien du dispositif FSDIE et l'encouragement d'initiatives fédératrices telles que Mix'Cité. La reconnaissance du rôle des étudiants en tant qu'acteurs citoyens, passera aussi par la valorisation de l'engagement sur le campus (liée à des missions associatives, à l'animation sur le campus...).

Le Campus Lille 1 doit être un lieu de vie et de travail agréable. Les conditions de vie et d'étude seront améliorées (accessibilité des salles, sécurité et signalétique sur le campus, amélioration des emplois du temps...). L'amélioration des conditions de logement des étudiants est également une priorité commune à Lille 1 et au CROUS : la résidence REEFLEX offrira 538 logements neufs aux étudiants et chercheurs d'ici 2015, tandis que la politique de réhabilitation des logements CROUS se poursuivra.

La politique d'aide aux étudiants en difficulté (soit parce qu'ils sont en situation de handicap, soit parce qu'ils subissent des difficultés d'ordre économique et social) participe de la volonté de favoriser l'égalité des chances. Elle continuera donc d'être appuyée en partenariat avec la CROUS et les associations, afin de favoriser une action rapide et efficace.

La politique sportive, portée et animée par l'équipe du SUAPS, est un vecteur important de l'animation du campus et de valorisation de l'image de Lille 1. Une attention particulière sera donnée à la rénovation et à l'installation des équipements sportifs. Contribuant de manière décisive à l'équilibre et à la réalisation des projets personnels des étudiants, il s'agira également de démocratiser l'accès aux pratiques sportives sous toutes ses formes. Il sera en particulier nécessaire d'accompagner les étudiants concernés, dans leur projet de conciliation de leurs études avec du sport à haut niveau.

La politique environnementale initiée durant le quadriennal sera renforcée, afin d'atteindre les objectifs de conformité Plan Vert de la CPU. En matière de gestion environnementale de site, les actions seront poursuivies et multipliées sur les espaces verts et la biodiversité, les déplacements doux et collectifs, le patrimoine et la gestion des flux. Seront élaborés ou finalisés des plans pluriannuels d'actions nécessaires à la démarche d'amélioration continue, en concertation avec tous les acteurs du campus : Plan vert, Plan pluriannuel énergie-flux, Plan de Déplacement campus, Plan de gestion écologique des espaces verts et patrimoine arboré. La mission transversale de l'emploi Plan Vert sera pérennisée. Le travail de communication, de sensibilisation et d'information sera poursuivi, la structuration engagée et les partenariats (au sein de Lille 1 et avec les autres établissements d'enseignement supérieur, acteurs locaux et régionaux, ...) sur les projets liés au développement durable renforcés.

## VIII. Les moyens au service des missions

En dépit du contexte de rigueur budgétaire qui a été l'une des dimensions du contrat quadriennal, l'Université a conservé un budget identique tout en devant relever de nouveaux défis : accueillir plus d'étudiants, assurer plus qu'avant leur insertion professionnelle, améliorer le taux de réussite de tous et ses performances en matière de recherche. Lille 1 est parvenue à gérer la tension budgétaire qui en a résulté : un effort conséquent de rationalisation de son organisation a été mené, l'efficacité de son fonctionnement améliorée, et les personnels mieux accompagnés. Cela a facilité le passage aux Responsabilités et Compétences Élargies (RCE) en janvier 2011, et a permis de maintenir des comptes équilibrés autorisant même d'améliorer son fond de roulement lors des derniers exercices comptables. Cette bonne gestion des ressources s'est accompagnée d'un engagement fort, de maintenir ou augmenter l'emploi en fonction de l'évolution de la hausse de la population étudiante. Cependant, l'exigence patrimoniale, engendrée par l'ancienneté du patrimoine de Lille 1 relativement à des opérations scientifiques exigeantes en termes d'hygiène et sécurité, nécessite un investissement très élevé -chiffré à plusieurs dizaines de millions d'euros- que l'Université ne pourra assumer seule. L'opération Plan Campus, projet porté par Lille 1, couvrira une partie des besoins au travers d'opérations phares, essentielles à son développement. Cela sera néanmoins insuffisant et l'accompagnement de l'Etat -notamment sur la problématique spécifique hygiène et sécurité- forme donc la condition *sine qua non* de la réussite du prochain contrat quinquennal.

## 1. Bilan du contrat en cours et des activités de la période concernée

### 1.1. Une nouvelle approche de la gestion des moyens : le dialogue de gestion

La GPEEC (Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences) faisait partie des objectifs forts du contrat. Avec le volet individuel et le volet compétences de la RH, il fallait mettre en œuvre une approche à la fois prévisionnelle et rationnelle de l'utilisation des emplois, dans le respect du cadre général propre à Lille 1, fondé sur le dialogue et la concertation.

Deux démarches successives ont été déployées au cours du contrat. La première, plus traditionnelle dans son approche, relève du recensement de l'expression des besoins en s'intitulant « campagne d'emplois » (Annexe 8.1). La seconde, effective depuis 2012, consiste à établir un dialogue avec l'ensemble des interlocuteurs en prenant davantage en compte le contexte général de pénurie en matière d'emplois publics, et la maîtrise globale de la masse salariale. L'une et l'autre démarche placent en postulat que les emplois ne sont pas affectés de façon définitive aux composantes, mais à l'Université. Lorsqu'un événement survient qui affecte un emploi, son maintien est ainsi systématiquement examiné sur l'ensemble de ses paramètres, niveau-spécialité-implantation, dans une perspective de meilleure adaptation des moyens aux besoins collectifs.

Les progrès réalisés en matière de tableaux de bord (Annexe 8.2) ont permis de construire des bases d'informations chiffrées et partagées avec les composantes, permettant d'argumenter et d'objectiver les éléments du dialogue de gestion, désormais élargi à une approche d'ensemble des ressources en RH, patrimoine et finances.

### 1.2. La politique financière et comptable

#### 1.2.1. La reconstruction de la qualité comptable

Les différents contrôles et audits vécus pendant la période, en particulier l'audit préalable au passage aux RCE en 2010 (Annexe 8.3), ont été l'occasion de pointer les faiblesses de l'Université, de souligner les efforts entrepris et les changements engagés dans le domaine comptable et financier. Le rapport annuel du Commissaire aux Comptes depuis l'exercice 2011, conforte Lille 1 dans cette démarche d'amélioration de la qualité comptable, sous-tendue par les impératifs réglementaires du Contrôle Interne Comptable et Financier (CICF).

Avec le passage de Nabuco à SIFAC en 2009, l'outil financier et comptable a vocation à devenir un outil de référence en matière d'informatique décisionnelle. Le service d'aide au pilotage a été renforcé et peut s'appuyer à la fois sur la structuration budgétaire permettant les analyses en masses et sur des services réorganisés en ce qui concerne la gestion des conventions et le périmètre du service financier. Un service facturier a également été mis en place au sein du service comptable.

Cette amélioration d'ensemble permet aujourd'hui de disposer d'une comptabilité ayant un sens en matière d'analyse, et représentant la réalité de notre activité dans un cadre stable autorisant les comparaisons (Annexe 8.4).

#### 1.2.2. Le passage aux RCE et les nouveaux enjeux du pilotage financier

Le passage aux RCE et la capacité technique des services à maîtriser les éléments de la masse salariale, tout comme la capacité de Lille 1 à assumer la paye mensuelle de 3500 à 4000 personnes, permanents et vacataires, pouvaient paraître l'enjeu fondamental de la période. Les compétences et les capacités d'adaptation des équipes ont permis de passer cette épreuve.

Un autre enjeu, plus politique, était celui du changement de paradigme créé par la responsabilité de la gestion et surtout des arbitrages en matière d'emplois et de masse salariale. Le changement d'échelle du budget augmenté au 1<sup>er</sup> janvier 2011 de près de 145 M€ était lourd de conséquences : obligation de suivi attentif de la trésorerie, mesure de l'impact des décisions en perspective pluriannuelle et capacité d'anticipation, capacité politique à maîtriser les recettes et les dépenses face à la réduction des crédits d'État. Le dialogue de gestion avec les composantes a intégré cette nouvelle donne du contexte universitaire.

#### 1.2.3. La profondeur du débat politique

Dans un contexte budgétaire de plus en plus difficile, c'est par les échanges et la concertation que les difficultés peuvent être comprises et partagées. Le débat de nature politique relatif aux choix budgétaires, a été conduit de façon volontaire en direction des composantes par la procédure du dialogue de gestion, embrassant désormais l'ensemble des ressources.

De façon institutionnelle, ce débat a été porté devant les conseils. La Commission des finances réunie régulièrement et constituée de membres élus des conseils, assure un rôle d'explications préalables sur l'ensemble

des aspects techniques et d'opportunité. Le processus budgétaire devant le CA est bien établi, débutant avec la lettre de cadrage en juillet ou septembre, pour se dérouler progressivement jusqu'au vote du budget avant la clôture de l'exercice en cours, puis en étapes successives dans les modifications apportées au budget.

### 1.3. La politique de ressources humaines

Sous l'intitulé « Parfaire la gestion des ressources humaines », le projet d'établissement définissait un certain nombre d'objectifs ambitieux. Leur mise en œuvre montre qu'il s'agissait moins de « parfaire » que de dessiner un nouveau cadre d'ensemble.

#### 1.3.1. *L'individu au cœur de la démarche*

Le domaine Ressources Humaines a été profondément réorganisé pour faire face aux nouvelles missions qui lui étaient assignées : recrutement fin 2008 et positionnement de la Directrice des Ressources Humaines (DRH) sur le dialogue avec les personnels et l'animation des équipes, unification des processus de gestion et de paie entre services centraux et composantes, préparation du passage aux RCE par la réorganisation des services RH, passage en gestion intégrée carrière-paie, création de nouveaux bureaux pour répondre aux responsabilités nouvelles en matière de pilotage de la masse salariale notamment.

Pour les enseignants-chercheurs, la période est marquée par les dispositions prises en faveur des jeunes Maîtres de Conférences (un allègement d'1/3 de service leur est systématiquement proposé la première année), la définition du référentiel des tâches (Annexe 8.5), et l'élargissement de l'offre de formation par la mise en place du CAPE pour l'accompagnement pédagogique et l'intégration des besoins spécifiques des enseignants-chercheurs dans le plan de formation.

Cette période de mutation de la gestion RH dans ses modes de fonctionnement comme dans son essence même trouve son prolongement institutionnel dans l'installation des nouvelles instances que sont le CT et le CHSCT.

#### 1.3.2. *Personnels contractuels : une politique volontariste pour faire reculer la précarité*

L'Université a choisi de mettre en œuvre au 1<sup>er</sup> septembre 2009 un plan particulier concernant l'emploi contractuel. Lille 1 disposait jusqu'alors dans ses effectifs d'un nombre important de personnels permanents non fonctionnaires dont la situation au plan social était particulièrement précaire. Succession de contrats alternant les employeurs - État et Université -, absence de progression salariale, disparité de rémunération à qualification équivalente, disparité de situation au regard des droits en matière de congés.

Revendiquant notamment une culture sociale d'équité et un devoir de considération vis à vis de l'ensemble de ses personnels, l'Université, par la politique présentée au CA du 3 juillet 2009 (Annexe 8.6), a engagé une profonde réforme en faveur de ses personnels contractuels. Les personnels en place ont été stabilisés dans l'emploi et des dispositions spécifiques ont été arrêtées pour améliorer leur situation matérielle. Ainsi, une grille d'évolution de carrière a été mise en place, intégrant un dispositif indemnitaire. Cet effort financier considérable a été réalisé, en dépit des ressources limitées, sans pour autant délaissier les personnels titulaires, dont la situation a été traitée par le biais de la politique indemnitaire.

#### 1.3.3. *Un chantier attendu, celui de l'indemnitaire BIATSS*

Les enjeux concernaient tout autant la transparence et la compréhension du dispositif indemnitaire dans la variété des situations rencontrées, que les voies d'une amélioration générale et équitable du niveau indemnitaire de l'ensemble des personnels BIATSS, et tout particulièrement des catégories les plus modestes. Il s'agissait également de reconnaître l'engagement et les responsabilités exercées par chacun, et notamment l'encadrement, très sollicité dans un contexte de réorganisation des services et d'attentes nouvelles.

Cette politique a été mise en œuvre à partir de 2008 et présentée de façon détaillée en CTP et CT (Annexe 8.7). Il s'agissait d'abord d'assurer la convergence entre les corps et grades, puis de faire progresser le dispositif de façon équitable en prenant en compte tout les régimes, y compris l'actualisation du dossier de la NBI (Nouvelle Bonification Indiciaire), de la PFI (Prime de Fonction des fonctionnaires de l'État et des Établissements Publics affectés au traitement de l'Information), et de la Formation Continue. L'ensemble est indissociable du volet concernant l'amélioration de la situation des contractuels.

### 1.3.4. *L'environnement de travail et les conditions de travail mieux pris en compte*

Une mutation profonde a également été conduite en matière d'hygiène et de sécurité. Associée à la recomposition globale de la fonction Patrimoine intervenue en 2008-2009, il était indispensable de donner une nouvelle dynamique à une activité essentielle aux conditions de travail des personnels et des étudiants, tout particulièrement dans une université scientifique disposant de locaux à risques.

Le recrutement d'une nouvelle ingénieure Hygiène et Sécurité et le renforcement progressif de l'équipe ont permis de rattraper une partie des retards et lacunes constatés. Ce renouvellement a été l'occasion de nouer des liens étroits avec les responsables travaux-bâtiments afin de mieux opérationnaliser les avis et prescriptions, et de travailler en complémentarité avec la médecine de prévention dans une bonne ambiance générale.

Au-delà des volets techniques de pilotage et d'organisation, un effort particulier a été conduit en termes de gestion des carrières en sein de la Commission Paritaire d'Etablissement (CPE) dans le cadre d'un dialogue équilibré avec les représentants des personnels. Le plan de formation (Annexe 8.8) a disposé des moyens en rapport avec ses missions renforcées (BIATSS titulaires et contractuels, enseignants-chercheurs) en utilisant de façon plus systématique les compétences internes et les ressorts de la mutualisation inter-établissements.

L'attention portée aux conditions de travail s'est traduite par la mise en place d'un groupe de travail du CHSCT spécifique aux risques psycho-sociaux.

En matière de handicap, une charte université-handicap, signée le 4 mai 2012 entre trois ministères (MESR, Travail-Emploi-Santé et Cohésion sociale) et la CPU, fait suite à celle signée en 2007 et concerne l'ensemble des problématiques liées au handicap chez les étudiants et les personnels. Lille 1 s'est progressivement sensibilisée à la question du handicap et opère depuis 2011 un recensement régulier des agents en situation de handicap, afin d'alimenter le système d'information RH et le dossier individuel des personnels dans l'optique de leur apporter un soutien adapté. En 2011, 1,05% des personnels salariés de Lille 1 sont en situation de handicap (soit 32 agents). Lille 1 a également initié une démarche volontariste en embauchant depuis 2008, 4 personnels Biatss présentant un handicap, via un système de contrats spécifiques (Annexe 8.9).

Lille 1 a également poursuivi ses actions en faveur de l'égalité femmes/hommes en direction de son personnel et de ses étudiant-e-s, politique déjà engagée par l'adoption en juillet 2008 d'une Charte pour l'égalité entre hommes et femmes. A dater de l'année universitaire 2011-2012, le règlement régissant les congés annuels des personnels BIATOSS ayant un congé maternité dans l'année, a été modifié en leur faveur. En 2013, une action forte pour la campagne de recrutement des enseignants-chercheurs a été menée en vue de rendre plus paritaire les comités de sélection, ce qui a permis d'augmenter significativement la part des comités de sélection composés d'au moins 40% de chacun des deux sexes (45% en moyenne en 2010, 2011, 2012 à 66% en 2013). Une cellule de prévention des harcèlements a également été créée, suite au vote du CA du 8 juillet 2011. D'autre part, Lille 1 est active dans des partenariats avec d'autres établissements comme dans la Conférence Permanente des Chargé-e-s de mission égalité-diversité des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, pour laquelle elle a organisée et accueillie deux journées en mars 2012. L'Université participe à un groupe de travail de MiPaDi (Mission Parité et Lutte contre les Discriminations) du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Les pages Web de l'égalité Femmes/Hommes à Lille 1 ont été créées en 2010, permettant un accès à l'information pour les personnels et les étudiant-e-s.

## 1.4. Le système d'information

Le début de la contractualisation a vu s'accroître l'usage du numérique à Lille 1. Actuellement, les usagers sont systématiquement demandeurs d'infrastructures et d'outils pour mener à bien leurs activités, qu'elles soient scientifiques, pédagogiques ou administratives (Annexe 8.10). L'ubiquité et le nomadisme sont devenus en quelques années la situation standard, obligeant ainsi à une réelle mutation de nos outils et de notre manière de penser les applications.

### 1.4.1. *Une gouvernance améliorée*

Le contrat a permis de rendre plus cohérent l'organisation et le pilotage des TIC. Dans un souci d'efficacité de la gouvernance, un document décrivant la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) a tout d'abord été formalisé et institutionnalisé, de même qu'un Schéma Directeur du Système d'Information (Annexe 8.11). Deux nouveaux postes ont également été créés : Directeur des Systèmes d'Information (DSI), dont les missions recouvrent l'administration de l'ensemble des services numériques, et responsable Sécurité des Systèmes d'Information afin de renforcer la politique de sécurité. En vue d'assurer une vision globale de la politique TIC de l'établissement, un Comité de Pilotage a été mis en place, en appui du Vice-président en charge des TIC.

#### *1.4.2. Des outils pour la communication renforcés*

Pour unifier la présentation des laboratoires et composantes de l'Université, une plate-forme d'hébergement de sites web basée sur le CMS (Système de Gestion des Contenus) InfoGlue a été mise en place. Cet outil, maintenant accepté par tous, a permis d'améliorer grandement à la fois la présentation et la gestion des services.

L'utilisation du système de messagerie a augmenté. Le service de boîtes à lettres permettant ainsi la gestion de nouveaux protocoles a donc été renouvelé et étendu, et la Webmail modernisée afin d'offrir à l'ensemble des utilisateurs des outils plus performants.

Dans le cadre de la politique de mutualisation, les serveurs de composantes ou de laboratoires ont été arrêtés et les données et outils correspondants ont été envoyés sur une nouvelle plate-forme centrale.

De nouveaux outils ont aussi été institués comme un service d'agendas partagés, supportant le standard Internet CalDAV et proposant une interface web intégrée avec le webmail ou la modernisation de la présentation du catalogue des formations.

Comme pour le courrier électronique, l'usage de la visioconférence a fortement augmenté durant ce contrat. Pour assurer les besoins dans ce domaine, plusieurs équipements de visioconférence de groupe (standard ISO H323) ont été achetés et installés. Une solution de visioconférences sur poste de travail pour les petits groupes a aussi été initiée.

#### *1.4.3. Des outils de gestion liés à l'administration modernisés*

Dans le cadre de l'évolution récente du statut des Universités, le progiciel de gestion financière Nabuco a été remplacé par l'outil Sifac, utilisé maintenant dans l'ensemble des procédures comptables. Des outils d'aide au pilotage financier de type "univers Business Object" ont été instaurés. La politique de dématérialisation et outillage des processus s'est poursuivie à travers par exemple le développement et le déploiement d'applications pour la gestion des charges et services des enseignants, la gestion des stages étudiants, les procédures de mutations internes, ou l'avancement des enseignants-chercheurs.

Afin de mieux connaître les besoins des utilisateurs, un service chargé de la réalisation d'enquêtes a vu le jour. De nombreuses fonctionnalités ont été grandement améliorées notamment concernant l'aide au pilotage de l'établissement qui a nécessité le changement du logiciel d'alimentation de l'entrepôt de données. Lille 1 a contribué à la création d'un outil de gestion de la Recherche dans le cadre du GIS GRAAL à travers le développement d'un module de moissonnage des publications par Lille 1.

#### *1.4.4. Des outils pour le chercheur renforcés*

Cette période a connu une augmentation considérable de la puissance de calcul intensif à destination des chercheurs. L'installation d'un calculateur IBM BlueGene/L de 5 Tflops avec 6 To de stockage, mais surtout la mise en place d'un cluster de calcul de 44 Tflops ont permis à Lille 1 de se hisser parmi les plus grands centres de calcul universitaires nationaux. Cela a eu pour conséquence la création d'un nouveau poste d'ingénieur de recherche pour l'aide à l'utilisation des ressources de calcul et la montée en puissance du cluster de production par mutualisation des moyens des laboratoires. Ce cluster est maintenant raccordé à la grille européenne EGI.

#### *1.4.5. Des infrastructures améliorées*

Des efforts importants ont été menés pour renforcer la couverture sans-fil (WIFI) du campus et déployer le service d'itinérance académique européen EduRoam. L'ensemble des routeurs wifi sont passés en bornes légères pour faciliter l'administration d'un réseau de plus en plus dense. Un nouveau service d'accès sécurisé (VPN), a été mis en place pour les personnels, leur permettant maintenant un accès aux ressources informatiques de l'Université depuis Internet.

La fiabilité des infrastructures a été renforcée à travers un maillage du réseau du campus plus efficace, la mise en œuvre d'un centre miroir pour les ressources critiques, et la rénovation de la climatisation de la salle machine de l'Université (surface 310 m<sup>2</sup>, puissance électrique dissipée de l'ordre de 180 kW). Dans le cadre de la politique de mutualisation, Lille 1 offre maintenant une solution de virtualisation des serveurs et du stockage pour l'hébergement des services de l'ensemble de ses composantes.

#### *1.4.6. L'usage des TIC dans la pédagogie renforcé*

Ce contrat a permis l'unification des anciens outils d'aide à la diffusion des activités d'enseignement grâce à l'installation d'une plateforme pédagogique unifiée (Moodle). Des formations régulières à son usage ont été lancées. La plateforme pédagogique Moodle Lille1 met à disposition 1040 cours contenant en moyenne 37 ressources et activités pédagogiques. 11 714 étudiants sont inscrits dans les cours Moodle Lille1. Afin de faciliter la diffusion des

informations sur l'internet des étudiants, une plate-forme de Blogs a aussi été créée pour une diffusion aisée de la connaissance, tout en les initiant au bon usage des réseaux sociaux. L'ancien service Crete multimédia de création et diffusion vidéo a été remplacé par un service plus efficace nommé Lille1-TV qui met à disposition plus d'un millier de vidéos. De plus en plus d'interventions sont maintenant filmées (conférences, culture, présidence) et mises à disposition en direct ou en différé.

De nombreuses formations du personnel aux outils E-Pédagogie ont été réalisées et des journées de sensibilisation et de confrontation d'expériences sont régulièrement proposées. Par ailleurs, Lille 1 a poursuivi sa politique incitative de création des ressources pédagogiques en aide aux enseignants.

## 1.5. La politique immobilière

La politique immobilière a été riche de nombreuses réalisations sur cette période, et est également entrée dans une longue phase de préparation d'opérations qui vont se déboucler sur la période suivante ; la notion « d'étape » plutôt que de « bilan » est encore une fois pertinente.

### *1.5.1. Un préalable obligatoire : la réorganisation complète du périmètre « patrimoine »*

Il était impératif dans un premier temps de procéder à une refonte complète de l'ensemble du domaine patrimoine, compte tenu de l'importance des difficultés de fonctionnement des services concernés fin 2007, début 2008. La refonte complète de l'organigramme conduisant à la création d'un ensemble cohérent est opérée en fin 2008 : deux services principaux sont définis, le SPCT (Service Patrimoine-Constructions-Etudes-Travaux) et le SLAM (Service Logistique Assistance Maintenance). Les circuits financiers sont réformés, permettant la création d'un service achats-marchés publics autonome par rapport au service patrimoine, l'outil Atlas est mis en place, les bâtiments communs sont pris en charge hors champ des composantes... Dans un deuxième temps, il est procédé au recrutement de nouveaux responsables aux postes clés, en particulier la DGS adjointe chargée du nouveau pôle Patrimoine, les chefs de service des SPCT et SLAM, une nouvelle ingénieure H&S.

Cette réorganisation considérable constituait un passage obligé pour la remise à niveau de la fonction, et la décrispation des attentes de l'ensemble des interlocuteurs sur le terrain. C'était aussi une condition nécessaire au portage technique des projets en cours.

### *1.5.2. Les opérations réalisées ou lancées : Plan Campus et CPER*

Le Plan Campus Grand Lille (CGL) est porteur d'un nombre considérable d'opérations, et intègre en particulier des financements CPER et FEDER (Annexe 8.12). La dynamique propre à la montée en charge du CGL n'a pas permis de concrétiser le lancement des opérations prévues avant 2013. Le montant global des investissements immobiliers sur la période peut donc apparaître relativement modeste au regard de l'ampleur des dossiers techniques déposés en 2008-2009 pour le plan Campus. Ce serait ne pas tenir compte des crédits mobilisés pour les opérations de sécurité et maintenance lourde suite à des délégations budgétaires antérieures (9,5M€ en 2005), les crédits obtenus dans le cadre du plan de relance de 2009 (Annexe 8.13) et plusieurs opérations CPER : construction du SEMM, déconstruction de l'ancien IUT, construction du Hall Pilote, préparation de la réalisation du Learning Center par réimplantation de la Bibliothèque Universitaire en locaux provisoires et par construction d'un modulaire de 600 m<sup>2</sup> pour les personnels.

L'Université a contribué sur ses ressources propres à la réalisation de ces opérations; elle a dû faire face à la diminution progressive mais drastique des crédits d'Etat de maintenance lourde et sécurité depuis 2010, ce qui constitue une difficulté majeure en matière d'immobilier comme de fonctionnement général.

### *1.5.3. L'élaboration du SPSI et le choix d'une politique de développement durable*

Le SPSI (Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière) est un outil qui fédère en un seul ensemble des documents et diagnostics techniques réalisés par l'Université et permet ainsi de pointer les actions d'adaptation et d'entretien technique des bâtiments nécessaires au respect des réglementations, telles que celles concernant l'accessibilité handicap. Il rassemble également des documents d'orientation politique de plus long terme, tels que le schéma de déplacement orienté sur les circulations douces, et plus globalement la présentation du choix politique majeur en faveur de la défense de l'environnement et du développement durable que l'Université a formulé.

Il faut noter sur la période, la mise en place d'une gestion différenciée des espaces verts, l'arrêt de l'utilisation de produits phytosanitaires sur le domaine universitaire, la valorisation du cœur du campus en limitant l'accès aux voitures dans une perspective de piétonisation de l'intérieur de l'anneau Langevin. Les efforts ont également porté sur la gestion des déchets dangereux, en relation avec la réorganisation des activités d'hygiène et sécurité (CMR, chimiques et radioactifs).

## 2. Autoévaluation avec analyse de type SWOT et priorités stratégiques 2015-19

Au regard de l'analyse SWOT relative aux ressources à Lille 1 (Annexe 8.14), la logique générale des priorités stratégiques pour 2015-2019 tient en quatre mots : anticiper, prioriser, optimiser, et accompagner.

Anticiper davantage va devenir une nécessité budgétaire à l'horizon 2016, en raison du décret 2012-1246<sup>19</sup> qui introduit la mise en place d'une comptabilité budgétaire distincte de la comptabilité générale afin de mieux renseigner sur la situation financière des établissements. Lille 1 devra donc approfondir la dimension pluriannuelle du dialogue de gestion, en particulier avec les laboratoires. Cette meilleure anticipation budgétaire est une opportunité à saisir pour la dimension patrimoniale. En effet, la volonté de passer d'une logique curative à une logique préventive amène Lille 1 à améliorer la visibilité du processus de prise de décision patrimonial avec une priorisation pluriannuelle. En matière d'emplois, l'Université souhaite finaliser la politique du handicap et faire évoluer sa structure d'emplois en augmentant le ratio Biatss/Enseignant-Chercheur d'une part et le ratio Biatss A / Biatss C d'autre part. Dans le cadre du système d'information, il s'agira de recenser les besoins recherche et formation.

Dans un contexte de rigueur budgétaire le pilotage politique requiert une priorisation fine des objectifs de Lille 1. Cette idée se décline d'une part en règles d'organisation de la prise de décision et en une série d'objectifs immédiats. Le dialogue global de gestion portant sur les volets patrimoine/RH/budget et démarré en 2013, aura comme objectif de soutenir en priorité la réussite des étudiants, d'une part, et les opérations de recherche structurantes d'autre part. En matière patrimoniale, la priorité sera donnée, à côté des opérations Plan campus, à une rénovation des locaux d'enseignements, adaptés à une pédagogie plus interactive. En matière de Système d'Information, priorité sera donnée à la dimension pédagogique et transversale de l'usage des TIC.

L'Université se fixe comme objectif l'optimisation des ressources. Afin d'améliorer la dimension experte de sa structure d'emplois, Lille 1 ciblera le recrutement de personnels Biatss de haut niveau de manière à mieux accompagner les enseignants-chercheurs dans la réalisation de leur mission et ouvrira de véritables perspectives de carrière aux personnels Biatss. La campagne d'emplois s'appuiera sur une réflexion approfondie à mener collégalement sur les métiers prioritaires car spécifiques à l'Université et sur les possibles mutualisations de moyens au niveau de l'Université (en matière de gestion financière, de RI, de documentation...). Ce sera notamment le cas dans le domaine du SI, pour lequel les efforts de mutualisation et le développement qui conditionnent sa performance globale, sera prioritaire. En matière budgétaire, cette optimisation prendra la forme d'une part d'une réflexion accrue sur l'implication de Lille 1 dans les projets de recherche par une utilisation systématique de la méthodologie des coûts complets et d'autre part d'une réflexion systématique sur la mobilisation de ressources extérieures dont la création du service REECOM marque la volonté politique. En ce qui concerne l'utilisation de son patrimoine, l'Université mettra en place une procédure commune de gestion des salles.

L'accompagnement des personnels en poste formera le quatrième axe fort de la politique de Lille 1 par : une politique indemnitaire approfondie permettant de reconnaître l'investissement des collègues Biatss ou EC et leur implication dans des projets structurants ; une politique accrue d'accompagnement social des personnels par un développement et un abondement de la politique sociale de l'établissement ; une politique du handicap, ciblée sur les personnels ; un approfondissement de la politique de développement durable sous ces aspects sociaux et environnementaux ; un accompagnement des personnels dans l'usage du numérique par une formation spécifique à l'innovation numérique, par une couverture sans-fil (WIFI) étendue, par la mise en place d'un « nuage privé » pour l'établissement.

<sup>19</sup> Décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

## BILAN SYNTHÉTIQUE DU CONTRAT QUADRIENNAL (2010-2013)

Une analyse de type SWOT synthétisant les différents volets de la politique de l'établissement est proposée en Annexe.

### 1. Poursuivre la stratégie de qualité et de positionnement international en matière de recherche, de formation et de vie étudiante

#### 1.1. Une politique de recherche d'excellence

Au cours de ce contrat, la recherche à Lille 1 s'est structurée autour d'instituts et de fédérations. Les coopérations scientifiques ainsi que l'interaction des disciplines entre les laboratoires se sont renforcées, encourageant des recherches pluridisciplinaires, conditions au développement de nouvelles connaissances et de nouveaux concepts, dans un contexte de réponse aux appels d'offre du Programme Investissements d'Avenir (Labex : GANEX, First-TF, CAPP, CEMPI, DISTALZ, ICST / Equipex : IrDIVE, ExCELSIOR, LEAF, REFIMEVE+, REALCAT, ROCK, IAOOS / I3ED : IFMAS et PIVERT / IRT : Railenium / SATT Nord de France Valo). Cela a particulièrement été le cas pour l'Institut Chevreul, l'IREPSE, l'IRPBB et la Fédération Régionale de Mathématiques. Les instituts créés ont également été amenés à travailler davantage en synergie. L'ensemble de ces opérations sont venues en continuité des priorités affichées dans le CPER (2007-2013) (Campus CIA, CISIT, MEDEE, IRENI, Chimie et Matériaux pour le développement durable) et s'est articulé avec les dynamiques de développement des pôles de compétitivité (PICOM, I-TRANS, MAUD, NSL, AQUIMER, UP-TEX, TEAM-2). Des plates-formes technologiques de dimension régionale, nationale et internationale sont venues en appui des recherches développées par les laboratoires dans tous les instituts.

Lille 1 a poursuivi sa politique de soutien aux laboratoires : attribution de moyens financiers récurrents, politique de Bonus Qualité Recherche, de soutien aux plates-formes technologiques, accompagnement des personnels et gestion RH optimisée.

L'Université a également renforcé son ancrage dans l'espace européen via notamment la réponse aux appels à projets européens (FP7, LIA, ERC...), assurée par le service Ingénierie de projets créé en 2009 : au total, 14 Interregs, 17 PCRD 7 et 4 EUREKA sont actuellement en gestion à Lille 1.

La durée du contrat est aussi marquée par une politique de valorisation dynamique : gestion des contrats et développement de l'activité de la valorisation des brevets assurés par le SAIC, participation à 6 pôles de compétitivité régionaux et au développement de parcs technologiques métropolitains (La Haute Borne, Euratechnologies, Eurasanté, l'Union), pilotage de la mise en place du Learning Center Innovation.

La synergie entre la recherche et la formation s'est intensifiée par la mise en place d'enseignements d'initiation à la recherche en licence (Label Recherche) et le partenariat de laboratoires.

La stratégie de la recherche de l'Université s'est également appuyée sur des collaborations dans le cadre du PRES Université Lille Nord de France. Trois des six écoles doctorales régionales ainsi que le Collège doctoral européen sont portés par Lille 1, dont l'attractivité est avérée puisqu'elle accueille 40% de doctorants internationaux par an. La plate-forme d'insertion professionnelle mise en place par le PRES et pilotée par Lille 1 ainsi que la politique active d'accompagnement menée par le BAIP ont pour objectif de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes docteurs. La SATT Nord a pour finalité de mutualiser les moyens humains et financiers sur la maturation de projets, la recherche de partenaires, la protection de la propriété intellectuelle et les prestations de services.

#### 1.2. Une offre de formation attractive, liée à la recherche, accompagnant l'étudiant et ouverte à l'internationale

Pendant ce contrat quadriennal, le travail initié lors du contrat 2006-2009 s'est poursuivi et l'accent a été mis sur la démarche de Formation Tout au Long de la Vie (FTLV). Un travail important a été menée afin de rendre l'offre de formation plus lisible et plus cohérente : l'offre de licence professionnelle a été étoffée tandis que le nombre d'options a été réduit en licence générale et en master (qui depuis 2010, s'effectuent sur 2 ans, sont indifférenciés et professionnalisants), les parcours transformés ou supprimés, certaines mentions modifiées et d'autres créées. Lille 1 propose actuellement une offre de formation LMD de 112 spécialités de master réparties sur 30 mentions, 33 spécialités de licence professionnelle et 30 mentions de licence générale. Lille 1 gère également les écoles doctorales SPI, SMRE et SESAM. Le cadrage de l'offre de formation sur la période 2010-2013 a également correspondu avec la mise en place d'une offre de formation en partenariat avec les universités et écoles régionales. Globalement, on observe une décroissance du nombre d'étudiants inscrits à Lille 1 liée au contexte socio-économique de la région Nord-Pas de Calais et à la désaffection pour les sciences. Néanmoins, le domaine du Droit, Economie et Gestion, a vu ses effectifs progresser.

L'offre de formation à Lille 1 repose sur un certain nombre de principes directeurs. L'orientation progressive (via des parcours spécifiques adaptés aux publics entrants) facilite l'orientation des étudiants. L'élargissement de l'offre de licences professionnelles ainsi que des masters professionnalisants ont pour objectif une insertion

professionnelle immédiate des étudiants. Dans le cadre de sa politique d'ouverture à l'international, Lille 1 mène une politique active de mobilité sortante et entrante. L'Université a également progressivement intégré le modèle de FTLV, par le renforcement de la logique de parcours personnel continu tout au long de la vie et par la création d'un Centre de Ressources en Gestion de Carrières.

L'usage des TICE s'est également renforcé par la production importante de ressources pédagogiques numériques et la formation des étudiants et personnels aux usages du numérique.

Lille 1 s'est engagée, durant ce contrat, dans de nombreux partenariats, qui ont conforté son rôle moteur en matière de VAE.

Concernant l'information et la communication, le site internet a été entièrement refondu et une documentation spécifique rédigée à destination des étudiants et des entreprises.

Lille 1 possède, avec l'OFIP, un dispositif riche, reconnu et efficace d'évaluation de son offre de formation. Tous les champs de l'offre sont maintenant couverts par les évaluations : évaluation de l'enseignement, des débouchés et des conditions d'insertion professionnelle, des conditions de vie.

Lille 1 a poursuivi et intensifié sa politique d'aide à la réussite des étudiants. L'Université a développé une politique active d'information, de sensibilisation aux sciences et d'accompagnement du lycéen vers l'université, au travers de la mission Relations Lycées/Université, la mission du SUAIO, de stages d'une semaine en sciences (depuis 2010). Le Projet « Demain l'Université » piloté par Lille 1, Lille 2 et Lille 3 permet de renforcer le dispositif d'orientation active. Lille 1 dispose également de parcours différenciés multiples et riches, à destination des publics dont les plus fragiles. Depuis 2010, toutes les maquettes licence ont intégré des UE méthodologie et projet personnel de l'étudiant. Le 3PE (Projet Personnel et Professionnel de l'Etudiant) permet ainsi d'initier les étudiants au Portefeuille d'Expériences et de Compétences (PEC). Des dispositifs efficaces de repérage des étudiants en difficultés en L1 et d'accompagnement (OFIP, SUAIO) ont été initiés, tandis que la politique d'accompagnement à l'insertion professionnelle est bien avancée (BAIP Pass'Pro, Hubhouse).

### **1.3. Une université de dimension internationale, tournée vers l'international**

L'ouverture à l'international de la recherche a été un point fort de ce contrat. La coopération en Europe du Nord-Ouest s'est renforcée grâce au dépôt, notamment, de nombreux projets Interreg : au total Lille 1 en a obtenu 14 et est coordinatrice pour 5 d'entre eux. La structuration de la recherche à ce niveau est néanmoins assez faible : Lille 1 participe à 3 Groupements de Recherche Internationaux, 2 Groupements de Recherche Européens, 3 Groupements d'Intérêt Scientifique à caractère international, 3 Laboratoires Internationaux Associés et ne compte que deux chaires internationales.

Lille 1 continue d'accueillir une forte proportion d'étudiants étrangers : ils sont au nombre de 4029 en 2011-2012, soit 21% du total des étudiants. 44% sont issus de 3 pays (Maroc, Algérie et Chine) mais de nouvelles nationalités de pays émergents (notamment les brésiliens) sont représentées sur le campus, preuve de l'attractivité de Lille 1. Le bilan en matière de mobilités sortantes diffère selon leur finalité : la mobilité d'études et de recherche a stagné entre 2008 et 2012, tandis que la mobilité sortante en matière de stages en entreprises a augmenté de 15 % sur la durée du contrat, majoritairement vers l'Europe et les pays développés d'outre-mer. L'adoption du Label International valorisant le parcours universitaire international des étudiants (attribué pour la première fois en 2012 à 30 étudiants) et l'obtention par Lille 1 du Label européen des langues sont des atouts de valorisation.

L'internationalisation des formations est un domaine pour lequel les progrès ont été sensibles que ce soit en termes de structuration ou de projets. En effet, le nombre de doubles diplômes a augmenté (20 en 2013), grâce à l'adoption d'une charte sur les délocalisations des diplômes et des doubles diplômes (2007). 2013 marque l'adoption d'un Diplôme Universitaire de Français Langue Etrangère, programme d'accompagnement à la réussite des étudiants internationaux. Les formations en langue anglaise sont plus nombreuses, au nombre de 12 en 2013 (11 masters, 1 licence).

### **1.4. De la bibliothèque au Learning Center Innovation, une nouvelle politique documentaire**

La mise en service du Learning Center était prévue en fin de période contractuelle mais la livraison de l'équipement aura finalement lieu fin 2015, pour une ouverture au public début 2016. D'autres actions ont néanmoins continué d'être menées, au bénéfice des étudiants, chercheurs et enseignants. L'accès aux ressources offertes s'est amélioré via la mise en place d'un accès fluide et transparent adossé au service d'authentification unique de l'Université, l'élargissement des services de prêt, la personnalisation et la valorisation de ORION, interface de recherche fédérée de l'Université. Les efforts relatifs à une bibliothèque numérique se sont poursuivis : citons la numérisation des collections patrimoniales, le dépôt des thèses en version numérique, l'acquisition d'une collection de livres électroniques, la documentation recherche complétée. Des formations aux compétences documentaires et informationnelles ont été mises en place en Licence mais sont encore à renforcer et à créer en Master et Doctorat.

## 1.5. L'attractivité par la qualité de vie étudiante

Lille 1 se distingue par une vie associative développée : entre 2008 et 2013, le nombre d'associations actives sur le campus est passé de 41 à 102, notamment grâce au soutien apporté par la Maison des Etudiants (créée en 2007), lieu associatif, de restauration, d'exposition, d'évènements en auto gestion. Le Festival Mix'Cité, inscrit dans le calendrier universitaire depuis 2011 et à destination des étudiants, des personnels, des habitants de la métropole lilloise, est devenu une manifestation de convivialité et d'ouverture fortement appréciée. Les dispositifs d'aide aux étudiants en difficultés se sont étoffés. En sus du Relais Handicap, la Commission Handicap Plurielles d'Etablissement statuant sur les dossiers des étudiants en situation de handicap a vu le jour en 2011. L'aide aux étudiants en difficultés sociales est également assurée via le Fonds d'aide sociale, un partenariat avec le CROUS (FNAU) et le monde associatif renforcé. La santé des étudiants est prise en compte par un Centre de Santé au personnel compétent et par le développement d'une journée de sensibilisation, Journée Santé Bien-être, depuis 2011. La qualité de vie sur le campus sera également améliorée par la construction prochaine de la résidence REEFLEX, permettant l'accès à de nouvelles chambres et à une crèche.

Le contrat quadriennal est marqué par la mise en place d'une véritable politique du sport, animée par une équipe volontariste et dynamique. Ainsi, l'activité sportive s'est accrue (notamment augmentation de 50% de la pratique liée à la formation) en s'appuyant sur des associations organisant de nombreux  v nements ponctuels ; des pôles ont été crées dont le pôle animation relatif à la pratique autonome et associative, le pôle associatif et compétition ayant permis d'augmenter le nombre de licenciés de 50% à la FFSU.

Des projets de coopération inter-universitaire ont également vu le jour : la carte unique étudiante multi-services est entrée en service, des  v nements culturels ont eu pour cadre le PRES.

## 2. Adapter le pilotage aux nouveaux défis

### 2.1. Une gouvernance en situation de répondre aux enjeux de la qualité et de la modernisation

Suite aux élections de 2012 qui ont reconduit le Président dans ses fonctions, l'équipe présidentielle est resserrée autour de 10 Vice-Présidents, dont un Vice-Président Politique environnementale et un Vice-Président Relations Extérieures, Entreprises et Communication. L'équipe de direction, chargée de l'élaboration de la stratégie de l'établissement et du pilotage, se réunit en quinzaine au complet et toutes les semaines en comité restreint (le Président et les 4 Vice-Présidents en charge des dossiers stratégiques, le DGS). De nouvelles instances se sont également mises en place : le CT (Comité Technique), le CHSCT (Comité d'Hygiène et de Sécurité), la CCANT (Commission des Agents Non Titulaires) représentent de nouveaux acteurs de la vie démocratique de Lille 1.

Le passage aux RCE le 1<sup>er</sup> janvier 2011, peut être qualifié de réussi. L'administration a été repensée en pôles constitués de nouvelles équipes aux compétences affirmées ; un dialogue de gestion avec l'ensemble des composantes a été mis en place en 2012 ; les directeurs se réunissent également mensuellement lors de la Conférence des Directeurs de Composantes.

En matière financière et comptable, le service d'aide au pilotage a été renforcé et un service facturier au sein du service comptable a été mis en place. Les progrès réalisés en matière de tableaux de bord ont permis la construction de bases d'informations chiffrées et partagées avec les composantes.

### 2.2. Une gestion des personnels fondés sur le dialogue et dotée d'outils de pilotage

La GPEEC, temps fort du contrat, a été mise en place via deux démarches successives : la campagne d'emplois et l'installation d'un dialogue de gestion depuis 2012, qui affirment le postulat selon lequel les emplois ne sont pas affectés de manière définitive aux composantes mais à l'Université.

2008 marque le début d'une période mutation de la gestion RH dans ses modes de fonctionnement comme dans son essence-même : recrutement et positionnement de la DRH sur le dialogue avec les personnels et l'animation des équipes, unification des processus de gestion et de paie entre services centraux et composantes, création de nouveaux bureaux...

Un référentiel des tâches a vu le jour pour les Enseignants-Chercheurs, même s'il reste encore à harmoniser. Lille 1 s'est également attachée à développer d'une part un plan relatif à l'emploi contractuel (adopté en 2009) et d'autre part une politique relative à l'indemnisation des personnels BIATSS (depuis 2008). Des efforts en matière d'Hygiène et Sécurité ont largement été fournis via entre autres, le recrutement d'une nouvelle ingénieure Hygiène et Sécurité, la mise en place d'un groupe de travail du CHSCT spécifique aux risques psycho-sociaux. Un Plan de Formation des Enseignants Chercheurs à la pédagogie (CAPE) et des personnes à haute responsabilité au management a aussi été initié. Une politique de dématérialisation et d'outillage des processus a été mise en œuvre : développement et déploiement d'applications pour la gestion des charges et services des enseignants, les procédures de mutations internes, l'avancement des EC..., changement du logiciel d'alimentation de l'entrepôt des données.

## 2.3. Un développement des usages des TIC et une mise en cohérence du système global d'information et de la communication

Le contrat a permis de rendre plus cohérents l'organisation et le pilotage des TIC : une politique de Sécurité du Système d'Information et un Schéma Directeur du Système d'Information ont été adoptés tandis qu'a été créé un poste de Directeur des Systèmes d'Information. Les outils de communication se sont vus renforcés via la mise en place d'une plate-forme d'hébergement des sites web et d'une plate-forme centrale accueillant les données et outils des serveurs de composantes et de laboratoires. Les infrastructures ont été améliorées notamment par le renforcement de la couverture sans-fil et la mise en place d'un nouveau service d'accès sécurisé (VPN). La e-pédagogie s'est développée par la mise en oeuvre d'une plate-forme pédagogique unifiée, Moodle, d'une plate-forme de blogs, d'un Service Lille 1-TV et de la formation des personnels aux outils du e-pédagogie.

## 2.4. Une action volontariste en matière de politique immobilière

La durée du contrat est caractérisée par la reconstruction complète du périmètre Patrimoine avec la mise en place d'un réel Pôle Patrimoine et la définition de deux services : SPCET et SLAM. Lille 1 a également adopté le SPSI (Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière) et fait le choix d'une politique de développement durable (création d'un groupe de travail Développement Durable en 2009, adoption en 2010 d'une Charte du Développement Durable, Nomination d'une Vice-Présidente Politique environnementale, adoption d'un Agenda 21 des Services Centraux en 2012, recrutement d'un Ingénieur Plan Vert et d'un Chef de Services Espaces Verts en 2013). Des opérations de sécurité et de maintenance lourde, des opérations dans le cadre du Plan de relance 2009, des opérations CPER ont été réalisées en dépit du retard pris par les opérations du Plan Campus Grand Lille.

## 3. Développer une dynamique partenariale et fédératrice de site

### 3.1. Promouvoir une politique de site ambitieuse

Le Plan Campus Grand Lille retenu en 2009 par le MESR, vient renforcer les actions de coopération entre Lille 1, Lille 2 et Lille 3 ainsi que les grandes écoles y participant, autour de grands chantiers structurants : renforcement et structuration du potentiel de recherche (dans de grands pôles), amélioration de la qualité de vie du campus international (rénovation des équipements sportifs, extension des bâtiments de recherche, construction et rénovation de logements étudiants...). Au niveau de Lille 1, l'équipement du Learning Center sera livré fin 2015 pour une ouverture au public en 2016 ; les travaux de la résidence RÉEFLEX, résidence socialement accessible d'environ 538 logements, comportant une crèche et ayant vocation à accueillir des chercheurs, ont débuté en juillet 2013.

En 2011, les conseils d'administration des établissements membres du projet ont acté la demande de co-construction de l'Université de Lille, parallèlement au dépôt d'un IDEX. Bien que celui-ci n'ait pas été retenu, la démarche s'est poursuivie, un document regroupant des propositions d'actions a été transmis aux CAs de tous les établissements, qui ont voté la poursuite de cette co-construction. Des groupes de travail opérationnels ont alors été mis en place avec chacun une feuille de route, élaborées suite à une réunion commune aux équipes de direction des 9 établissements. Ces groupes ont identifié des actions clés, ainsi que les modalités opérationnelles, à mettre en oeuvre dans des échéances à 6mois, 12mois et 18 mois.

Lille 1 s'est également engagée dans une dynamique partenariale régionale dans le cadre du PRES Université Lille Nord de France, créé en 2009 et réunissant 30 établissements. Les projets initiés dans le cadre du PRES témoignent d'une dynamique de coopération inter-établissements indéniable : création de la SATT Nord, développement de stratégies volontaristes en matière d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat, structuration des écoles doctorales et du collège doctoral européen, développement des relations euro-régionales... Depuis janvier 2013, le PRES a joué un rôle crucial dans la mise en place de deux structures régionales de coopération, prépare sa transformation en communauté d'universités et d'établissements dans le cadre de la nouvelle loi sur l'ESR et s'est notamment attelé au portage de la future ESPé (Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education). Ambitionnant de jouer un rôle important dans l'éco-système de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le PRES s'est également doté de deux structures de gouvernance : l'Espace Prospectif et Stratégique de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (mai 2013) et la Conférence Régionale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

### 3.2. Etre un acteur stratégique du développement économique et social

Afin de mieux organiser ses relations partenariales avec le monde socio-économique, Lille 1 s'est dotée en 2013 d'un service des relations extérieures et entreprises dépendant d'un Vice-Président Relations Extérieures et Communication. L'Université participe également à la gouvernance de plusieurs pôles de compétitivité et a mis en place des partenariats plus forts avec les entreprises innovantes issues de ses laboratoires.

## GLOSSAIRE DES SIGLES

### - A -

AFPA	Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes
Agroé	Pôle d'excellence agroalimentaire
ANR	Agence Nationale de la Recherche
APB	Admission Post-Bac
AQUIMER	Pôle de compétitivité dans le secteur des produits aquatiques
ARCES	Association des Responsables de Communication de l'Enseignement Supérieur
ARREP	Association des Professionnels de la Communication du Nord-Pas de Calais
ASA Lille 1	Association de Solidarité des Anciens de Lille 1
ATER	Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche
AUDT	Aménagement, Urbanisme et Développement des Territoires

### - B -

BAIP	Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle
Biatss	Bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé
BQR	Bonus Qualité Recherche
BTS	Brevet de Technicien Supérieur

### - C -

CA	Conseil d'Administration
CAPE	Centre d'Accompagnement des Pratiques Enseignantes
CaPPA	Labex, Physiques et Chimie de l'Environnement Atmosphérique
CCANT	Commission des Agents Non Titulaires
CCSTI	Centre de Culture Scientifique Technique et Industrielle
CEMPI	Labex, Centre Européen pour les Mathématiques, la Physique et leurs Interactions
CERLA	Centre d'Études et de Recherche sur les Lasers et les Applications
CEVU	Conseil des Études et de la Vie Universitaire
CGL	Campus Grand Lille
CHPE	Commission Handicap Plurielles d'Établissement
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CIA	Campus Intelligence Ambiante (projet CPER)
CICF	Contrôle Interne Comptable et Financier
C2I	Certificat Informatique et Internet
CIREL	Centre Interuniversitaire de Recherche en Éducation de Lille
CISIT	Campus Interdisciplinaire sur la Sécurité et l'Intermodalité des Transports (projet CPER)
CLERSÉ	Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques
CLES	Certificat de Compétences en Langues de l'Enseignement Supérieur
CMF	Laboratoire de Chimie Moléculaire et Formulation
CMR	Cancérogènes Mutagènes Reprotoxiques
CNAM	Conservatoire National des Arts et Métiers

CNES	Centre National d'Études Spatiales
CNRS	Centre National de Recherche Scientifique
COL	Centre Oscar Lambret
COM	Contrat d'Objectifs et de Moyens
COS	Conseil d'Orientation Stratégique
CP	Conseil de Perfectionnement
CPE	Commission Paritaire d'Établissement
CPER	Contrat de Projets État-Région
CPP	Commission Pédagogique Paritaire
CPU	Conférence des Présidents d'Université
CRI	Centre de Ressources Informatiques
CROUS	Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires
CS	Conseil Scientifique
CT	Comité Technique
CTE	Comité Technique d'Établissement
CTP	Comité Technique Paritaire
CUEEP	Centre Université Économie d'Éducation Permanente
CURIF	Coordination des Universités de Recherche Intensive Françaises

### - D -

DAEU	Diplôme d'Accès aux Études Universitaires
DEUST	Diplôme d'Études Universitaires Scientifiques et Techniques
DGESIP	Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle
DGS	Directeur Général des Services
DGAS	Directeur Général Adjoint des Services
DIDE	Dispositif Innovant à Destination des Étudiants
DIF	Droit Individuel à la Formation
DIRVED	Direction de la Recherche, de la Valorisation et des Études Doctorales
DISTALZ	Labex, Développement de stratégies innovantes pour une approche transdisciplinaire de la maladie d'Alzheimer
DRH	Directeur des Ressources Humaines
DSI	Directeur des Systèmes d'Information
DUT	Diplôme Universitaire de Technologie

### - E -

EESTS	École Européenne Supérieure en Travail Social du Nord-Pas de Calais
E-C	Enseignant-Chercheur
EGI	European Grid Infrastructure
ENS	École Nationale Supérieure
ENSCL	École Nationale Supérieure de Chimie de Lille
ENSAM	École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers
EPIC	Établissement Publique à caractère Industriel et Commercial
EPST	Établissement Publique à caractère Scientifique et Technologique

EPU	École Universitaire Polytechnique
Equipex	Équipement d'Excellence
EQUIPPE	Laboratoire d'Économie Quantitative, Interaction, Politiques Publiques et Europe
ERC	European Research Council
ESH	Étudiant en Situation de Handicap
ESPé	École Supérieure du Professorat et de l'Éducation
EXCELSIOR	Equipex, Centre expérimental pour l'étude des propriétés des nanodispositifs dans un large spectre du DC au moyen Infra-rouge

## - F -

FEDER	Fonds Européen de Développement Régional
FEJ	Fonds Européen pour la Jeunesse
FFSU	Fédération Française du Sport Universitaire
First-TF	Réseau thématique pour la Recherche, l'Innovation, la Formation, les Services et le Transfert en Temps-Fréquence
FLE	Français Langue Etrangère
FLUX	Equipex, Fibres optiques pour les hauts flux
FNAU	Fonds National d'Aide d'Urgence
FSDIE	Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes
FSES	Faculté des Sciences Économiques et Sociales
FTLV	Formation Tout au Long de la Vie

## - G -

GANEX	Labex, Réseau national sur GaN
GDRE	Groupement de Recherche Européen
GDRI	Groupement de Recherche International
GES	Gaz à Effet de Serre
GEPV	Laboratoire de Génétique et Évolution des Populations Végétales
GIP	Groupement d'Intérêt Public
GIS	Groupement d'Intérêt Scientifique
GPEEC	Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences

## - I -

IAOOS	Equipex, Réseau Ice, Atmosphere, arctic Ocean Observing System
ICST	Labex, Canaux Ioniques d'intérêt thérapeutique
IDEX	Initiative d'Excellence
IEEA	Informatique, Électronique, Électrotechnique, Automatique
IEED	Institut d'Excellence dans le domaine des Énergies Décarbonées
IEMN	Institut d'Électronique et de Microélectronique et de Nanotechnologie
IFMAS	Institut Français des Matériaux Agrosourcés

<b>INNOCOLD</b>	Pôle d'excellence, Institut Technologique du Froid
<b>INRA</b>	Institut National de la Recherche Agronomique
<b>Inrets</b>	L'Inrets et le LCPC ont fusionné pour donner naissance à l'IFSTTAR (Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux)
<b>Inria</b>	Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique
<b>Inserm</b>	Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
<b>IRCICA</b>	Institut de Recherche en Composants et Systèmes pour l'Information et la Communication Avancée
<b>IrDIVE</b>	Equipex, Recherche et Innovation dans les Environnements Visuels Numériques et Interactifs
<b>IRENI</b>	Institut de Recherche en Environnement Industriel (projet CPER)
<b>IRePSE</b>	Institut de Recherche Pluridisciplinaire en Sciences de l'Environnement
<b>IRI</b>	Institut de Recherche Interdisciplinaire
<b>IRPBB</b>	Institut de Recherche Pluridisciplinaire de Biologie et de Biotechnologies
<b>IRSN</b>	Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire
<b>IRT</b>	Institut de Recherche Technologique
<b>I-Trans</b>	Pôle de compétitivité de classe mondiale pour les transports durables
<b>IUP</b>	Institut Universitaire Professionnalisé

## - L -

<b>Labex</b>	Laboratoire d'Excellence
<b>LAGIS</b>	Laboratoire d'Automatique, Génie Informatique et Signal
<b>LASIR</b>	Laboratoire de Spectroscopie Infrarouge et Raman
<b>LEAF</b>	Equipex, Plateforme de traitement laser pour l'électronique flexible multifonctionnelle
<b>L2EP</b>	Laboratoire d'Électrotechnique et Électronique de Puissance
<b>LEM</b>	Laboratoire, Lille, Economie et Management
<b>LGCgE</b>	Laboratoire de Génie Civil et Géo-Environnement
<b>LIA</b>	Laboratoire International Associé
<b>LIFL</b>	Laboratoire d'Informatique Fondamentale de Lille
<b>LMCU</b>	Lille Métropole Communauté Urbaine
<b>LMD</b>	Licence, Master, Doctorat
<b>LOA</b>	Laboratoire d'Optique Atmosphérique
<b>LOG</b>	Laboratoire d'Océanologie et de Géosciences
<b>LPP</b>	Laboratoire Paul Painlevé
<b>LRU</b>	Loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités

## - M -

<b>MAUD</b>	Pôle de compétitivité Matériaux et Applications pour une Utilisation Durable
<b>MDE</b>	Maison des Étudiants
<b>MEDEE</b>	Maîtrise Énergétique Des Entraînements Électriques
<b>MESHs</b>	Maison Européenne des Sciences Humaines et Sociales
<b>MESR</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
<b>MSAP</b>	Laboratoire pour la Miniaturisation pour la Synthèse, l'Analyse et la Protéomique

## - N -

NBI	Nouvelle Bonification Indemnitare
NSL	Pôle de compétitivité, Nutrition Santé Longévité

## - O -

OFIP	Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle
------	---

## - P -

PATSTEC	Mission Nationale de Sauvegarde du Patrimoine Scientifique et Technique Contemporain
PC2A	Laboratoire de Physicochimie des Processus de Combustion et de l'Atmosphère
PCIE	Passeport Européen de Compétences Informatiques
PCRD	Programme Cadre de Recherche et de Développement
PEC	Portefeuille d'Expériences et de Compétences
PEIP	Parcours Étudiant Ingénieur Polytechnique
PFI	Prime de Fonction des fonctionnaires de l'État et des Établissements Publics affectés au traitement de l'Information
PhLAM	Laboratoire de Physique des Lasers, Atomes et Molécules
PIA	Programme d'Investissements d'Avenir
PICOM	Pôles de Compétitivité des Industries du Commerce
PICS	Projet International de Coopération Scientifique
PIRVI	Plate-Forme Interactions Réalité Virtuelle Images
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PPP	Projet Personnel et Professionnel
PREL	Parcours et Réussite en Études Longues
PRES ULNF	Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Université Lille Nord de France
PSSI	Politique de Sécurité du Système d'Information
PUDL	Plate-forme Universitaire pour les Données de Lille

## - R -

RCE	Responsabilités et Compétences Élargies
REALCAT	Equipex, Plateforme intégREe AppLIquée au criblage haut débit de CATalyseurs pour les bioraffineries
REFIMEVE+	Equipex, Réseau Fibre Métrologique à Vocation Européenne +
RFID	Radio Frequency Identification
RMN	Résonance Magnétique Nucléaire
RNCP	Répertoire National des Certifications Professionnelles
ROCK	Equipex, Spectromètre pour les Recherches en Energie, en Physique-Chimie
RPE	Résonance Paramagnétique Electronique

## - S -

SAIC	Service d'Activités Industrielles et Commerciales
SATT	Société d'Accélération de Transfert Technologique
SEG	Sciences Économiques et Gestion
SEMM	Service Enseignement et Multimédia
SESAM	Sciences Économiques et Sociales de l'Aménagement et du Management
SESI	Sciences Exactes Sciences pour l'Ingénieur
SFR	Structure Fédérative de Recherche
SHS	Sciences Humaines et Sociales
SIRIC	Site de Recherche Intégrée sur le Cancer
SIUMMPS	Service Interuniversitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé
SLAM	Service Logistique Assistance Maintenance
SMRE	Sciences de la Matière, du Rayonnement et de l'Environnement
SPCET	Service Patrimoine-Constructions-Études-Travaux
SPI	Sciences Pour l'Ingénieur
SPSI	Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière
ST	Sciences et Technologies
STIC	Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication
STL	Laboratoire Savoirs Textes et Langage
SUAIO	Service Universitaire d'Accueil, d'Information et d'Orientation
SUAPS	Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives
SUDES	Service Universitaire de Développement Économique et Social
SUP	Service Universitaire de Pédagogie
SVTE	Sciences de la Vie et de la Terre et Environnement

- T -

TEC	Techniques d'Expression et de Communication
TEAM2	Technologies de l'Environnement Appliquées aux Matières et aux Matériaux
TGIR	Très Grande Infrastructure de Recherche
TICE	Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement
TVES	Laboratoire Territoires, Villes, Environnement et Société

- U -

UCCS	Unité de Catalyse et Chimie du Solide
UDSMM	Unité de Dynamique et de Structure de Matériaux Moléculaires
UFR	Unité de Formation et de Recherche
UMET	Unité de Matériaux et Transformations
UMI	Unité Mixte Internationale
UNR	Université Numérique Nord-Pas de Calais
UNT	Université Numérique Thématique
UP-tex	Pôle de compétitivité des textiles du futur
URIOPPS	Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux du Nord-Pas de Calais
USR	Unité de Service et de Recherche

<b>VAE</b>	Validation des Acquis de l'Expérience
<b>VAP</b>	Validation des Acquis Professionnels
<b>VPN</b>	Réseau Privé Virtuel